ENQUÊTE SUR
l'histoire
Avril – Mai 1997 ▲ N° 20 ▲ 38 F

DOCUMENT : L'AFFAIRE AUBRAC

L'ALLEMAGNE
DE CHARLEMAGNE À HELMUT KOHL

ERNST JÜNGER UN DESTIN ALLEMAND

COMMENT CLEMENCEAU FABRIQUA HITLER

QUAND LA PRUSSE FAISAIT RÊVER PARIS

LE GÉNÉRAL DE GAULLE ET LA RÉCONCILIATION

ATOUTS ET FAIBLESSES DU GÉANT RÉUNIFIÉ


Ernst Jünger

M 4250 - 20 - 38,00 F - RD

SOMMAIRE

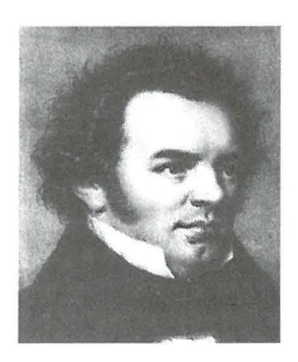
L'Allemagne, de Charlemagne à Helmut Kohl



Henri Ier l'Oiseleur

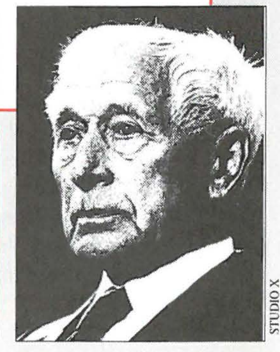


Le chancelier Bismarck



Franz Schubert

En couverture : Ernst Jünger lors de son centième anniversaire



STUDIO X

Directeur de la Rédaction : **Dominique Venner**
Directeur de la publication et gérant : **Gérald Penciolelli**
Directrice artistique : **Céline Puybareau-Manaud**
Secrétaire de rédaction et Relations publiques : **Véronique Villain**

Ont collaboré à ce numéro :
Jean-Paul Angelelli, Pierre Béhar, Alain de Benoist, Henry Bogdan, Pierre Bonnefont, Jean-Joël Brégeon, Thierry Buron, Guy Chambarlac, Gilbert Comte, Philippe Conrad, François-Georges Dreyfus, Jean-François Gautier, Arnaud Guyot-Jeannin, Patrick Jansen, Jean Kappel, Stanislas Lambert, Olivier Le Gall, Macha Manski, Günther Maschke, Pierre Maugué, Jean-Paul Picaper, Isabelle Rozet, Alain Sanders, Virginie Tanlay, Frédéric Valloire, Charles Vaugeois, Dominique Venner, Pierre Wanghen.

Enquête sur l'histoire
est édité par la société EC2M,
Sarl au capital de 50 000 F. RC Paris B 385 099 528.
Siège social : 60 Bd Malesherbes, 75008 Paris. Tél. : 01.40.05.10.08.
Imprimerie Roto-quadri.
N° de commission paritaire 73718. Dépôt légal à parution ISSN 1166-1232
Bulletin d'abonnement et Bon de commande encartés
non numérotés entre les pages 34 et 35.

Actualité de l'histoire

DISPARITIONS

René Huygues

L'historien de l'art René Huygues est mort le 4 février dernier à l'âge de 90 ans. Après des études d'histoire de l'art à l'École du Louvre et de lettres à la Sorbonne, il était devenu en 1937 professeur à l'École du Louvre. L'un des premiers, il tenta l'alliance du cinéma et de la peinture, et réalisa lui-même des films sur l'art, dont un *Rubens* primé à la biennale de Venise. Après-guerre, il s'éloigna des musées, et entra en 1950 au collège de France pour occuper la chaire de psychologie des arts plastiques. Élu à l'Académie française en 1960, il dirigeait depuis 1974, le musée Jacquemart-André. Il développa une réflexion synthétique sur l'art à travers les siècles et les frontières. Son cours au collège de France – publié en 1991 aux éditions du Rocher – témoigne de cette quête.

Michel Heller

L'écrivain et historien Michel Heller est mort à Paris le 3 janvier. Il était l'un des meilleurs analystes du monde soviétique. Né en 1922 à Moguilev (Biélorussie), il avait poursuivi ses études à l'université de Moscou, et s'était spécialisé dans l'histoire allemande. En 1950, il était arrêté pour propagande antisoviétique et envoyé six ans en déportation. Libéré sous Khrouchtchev, il émigre en France. Écrit en collaboration avec Alexandre Nékritch – décédé en 1993 –, *L'utopie au pouvoir, histoire de l'URSS de 1917 à nos jours* (Calmann-Lévy, 1982) fait autorité. Michel Heller sera alors déchu de sa nationalité soviétique. Il avait achevé avant de disparaître une Histoire de l'Empire russe qui vient de paraître chez Plon.

Paul-Marie Duval

Spécialiste de la Gaule, Paul-Marie Duval, membre de l'Institut, s'est éteint le 14 janvier, à l'âge de 84 ans. Après Louis-le-Grand, l'École normale supérieure, l'École française de Rome, l'agrégation d'histoire et de géographie, le doctorat, il s'était spécialisé dans l'étude des temps pré-romains et gallo-romains, et avait enseigné à l'École pratique des hautes études dès 1946. Soucieux de divulguer largement les résultats de ses travaux, il avait rédigé en 1952 *Une vie quotidienne en Gaule pendant la paix romaine*, depuis régulièrement rééditée. Chargé des fouilles du musée de Cluny, il consacrait au Paris antique sa thèse *Lutèce gauloise* qui paraîtra en 1961 et lui ouvrira le Collège de France.

EN BREF

Nostalgies impériales

La diffusion sur France 2 des sept épisodes des *Aigles foudroyés*, le film documentaire que Frédéric Mitterrand a consacré aux dynasties des Hohenzollern, des Habsbourg et des Romanov, toutes trois emportées par la Première Guerre mondiale, force l'admiration par la qualité des documents d'époque, des images d'archives, inédites le plus souvent, retraçant l'histoire publique et privée de ces illustres familles. Dans les commentaires, perce la discrète nostalgie d'un monde englouti. Parallèlement à la série télévisée, Frédéric Mitterrand a publié chez Robert Laffont toujours sous le titre des *Aigles foudroyés* un livre dans lequel il ressuscite avec le même talent l'histoire de l'Europe monarchique à la veille de 1914-1918.

Prises de guerre

La Douma a tranché sur le sort des œuvres d'art pillées en Allemagne par l'Armée Rouge pendant la Seconde Guerre mondiale. Votée le 3 février dernier, une loi les déclare propriété russe. Un véritable trésor de guerre avait été transféré à Moscou en 1945 par les troupes soviétiques. Il avait été gardé au secret pendant près d'un demi-siècle. Mais l'ouverture en 1989 des réserves des musées russes et de leurs archives, et la mise à jour du butin, lors d'une exposition organisée en grande pompe à Saint-Pétersbourg en 1995, a déclenché une insoluble querelle juridique, l'Allemagne ayant même engagé des procédures pour obtenir la restitution des pièces provenant des musées de Berlin, Brême et Dresde. La nouvelle loi est calquée sur les positions traditionnelles de l'URSS, qui revendiquait ces prises de guerre à titre de « compensation ».

Le Lycée d'Aristote

À Athènes, au cours de travaux de déblaiements sur le site où doit s'élever un futur musée d'art moderne, des pelleteuses ont mis à jour des vestiges antiques. Les archéologues dépêchés en novembre 1996, après deux mois de fouilles méthodiques, ont identifié formellement les restes du lycée qu'avait fondé Aristote en 335 avant J.-C., et qui fut l'une des trois grandes écoles philosophiques de la Grèce antique. Après avoir été le précepteur d'Alexandre le Grand, Aristote y avait enseigné douze ans. Par ailleurs, les recherches archéologiques entreprises dans la baie de Péristéria au sud de l'île de Salamine, ont permis d'affirmer que la grotte fouillée était bien celle dans laquelle Euripide se retirait pour écrire ses tragédies. La découverte d'un skyphos (petit bol à anses) sur la paroi duquel est gravé une partie du nom du poète en a apporté la certitude.

Verdun, 1917

Quatre colloques, organisés sous l'égide de l'Institut d'histoire des conflits contemporains – présidé par MM. Claude Carlier et Guy Pedroncini – se tiendront en 1997. Le premier, sur l'adaptation du Service de santé des armées à la guerre moderne, se déroulera à l'hôpital du Val-de-Grâce ; un autre, à Verdun, s'intéressera au rôle de la gendarmerie dans la Grande Guerre. Enfin, deux communications auront pour thème l'année 1917 et les

HOMMAGE À CARLRICHARD BRÜHL

C'est un très grand savant, un honnête homme et un européen de tradition germanique qui s'est éteint le samedi 27 janvier à Düsseldorf à l'âge de 71 ans. Le grand public français ne le connaissait pas, ou guère : Carlrichard Brühl ne passait pas à la télévision. Pourtant, il avait écrit un livre admirable et fondamental, *Naissance de deux peuples : Français et Allemands, IXe-XIe siècles* (Fayard, 1995, pour l'adaptation et la traduction française), fréquentait assidûment la Bibliothèque nationale et était membre associé de l'Académie des inscriptions et belles lettres. Né à Francfort le 23 février 1925, professeur d'histoire médiévale à l'université de Glessen, cet homme de trois cultures, l'allemande, la française et l'italienne, s'était attaché dans ses travaux majeurs à définir ce que représentait le pouvoir royal et impérial dans ces trois ensembles du VIe au XIe siècles. Excellent connaisseur des archives de ces trois pays, il édita aussi bien les actes des rois lombards que ceux de la chancellerie de Roger II de Sicile. Et il s'attaquait aux diplômes des rois mérovingiens. Ce qui ne l'empêcha pas de se pencher sur l'évolution des villes européennes de l'antiquité tardive au XIIIe siècle dans une œuvre majeure *Palatium und civitas* dont la publication s'échelonna sur quinze ans. Une phrase le définit, celle qui ferme son ouvrage sur la naissance de deux peuples et qu'il emprunte au légiste de la Renaissance française, Jean Bodin : *« un grand espoir me tient, qu'il arrivera un jour que Germains et Gaulois, s'étant persuadés qu'ils sont frères de sang, se réuniront dans une alliance et une amitié perpétuelle. »*

FRÉDÉRIC VALLOIRE

changements stratégiques entraînés par l'entrée en guerre des États-Unis et la défection de la Russie.
Signalons la parution des actes du colloque international organisé pour le 80e anniversaire de la bataille de Verdun conjointement par l'Institut d'histoire des conflits contemporains et le Comité national du souvenir de Verdun les 21 et 22 mai 1996 au château de Vincennes. Ils sont disponibles aux éditions Économica (49, rue Héricart, 75015 Paris) au prix de 150 F.
Renseignements : Institut d'histoire des conflits contemporains. Château de Vincennes, Tour des Salves. 1, avenue de Paris, 94300 Vincennes. Tél : 01 41 93 39 85.

EXPOSITIONS

Dupleix et les comptoirs de l'Inde

Joseph-François Dupleix est né il y a trois cents ans, le 1er janvier 1697. Pour célébrer cet anniversaire, l'Association des comptoirs de l'Inde organise une exposition itinérante intitulée « Trois siècles de présence française en Inde », dans laquelle une place importante est dévolue à l'œuvre de Dupleix. L'association inaugure également cette année son musée. Le rôle de Dupleix dans le développement des comptoirs du sous-continent indien, à Pondichéry et Chandernagor, y est tout particulièrement évoqué.
Association Les Comptoirs de l'Inde. 35, rue Saint-Fargeau, 75020 Paris. Tél : 01 45 28 89 52.
Musée des Comptoirs de l'Inde. Centre Dupleix. 60, rue des Vignoles, 75020 Paris. À partir du 18 avril.
Trois siècles de présence française en Inde. Château de Rangiport. Avenue Victor-Hugo, 78440 Gargenville. Du 22 mars au 6 avril.
Exposition consacrée à Dupleix et Pondichéry au château de Bellevue à Villeneuve-Saint-Georges, propriété ayant appartenu à Dupleix. Du 5 au 12 mai. Tél : 01 43 89 39 10.

Les Années Trente

Le palais de Chaillot avait été édifié pour l'Exposition universelle de 1937. À l'occasion du soixantième anniversaire, trois expositions sont organisées sur la colline de Chaillot, respectivement au musée des Monuments français, au musée d'Art moderne et à la Cinémathèque française. Des dessins, des maquettes originales, souvent présentés pour la première fois, du Berlin d'Hitler, de la Moscou de Staline, de la Rome de Mussolini illustrent l'architecture monumentale, sorte de retour à l'ordre classique, typique de l'entre-deux-guerres. Une sculpture d'Arno Brecker symbolise l'art du IIIe Reich.
Années trente, l'architecture et les arts de l'espace – Entre industrie et nostalgie. Musée des Monuments français. 1, place du Trocadéro, 75116 Paris. Tél : 01 44 05 39 10. Jusqu'au 15 avril.
Années trente en Europe, 1929-1939 – Le temps menaçant. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris. 11, avenue du président Wilson, 75116 Paris. Tél : 01 53 67 40 00. Jusqu'au 25 mai.
Années trente, chansons, larmes et... crises – Cinémas du monde. Cinémathèque française. 7, avenue Albert de Mun, 75116 Paris. Tél : 01 47 04 24 24. Jusqu'au 30 mars.

Les ailes de la Grande Guerre

En 1914-1918, l'aviation avait un caractère pionnier. Une exposition, en croisant les clichés provenant des archives d'un sergent lorrain membre d'une escadrille allemande au fonds photographique du service historique de l'armée de l'air, se propose de porter un regard parallèle sur les aviateurs allemands et français. Une centaine de photographies restituent leur vie quotidienne de part et d'autre de la ligne du front.
Les aviateurs français et allemands de la Grande Guerre (1914-1918). Archives départementales de la Moselle. 1, allée du Château, 57070 Saint-Julien-lès-Metz. Tél : 03 87 76 26 26. Jusqu'au 5 juillet.

LIVRES ANNONCÉS

Biographies, mémoires

Périclès, par Violaine Vanoyeke. En mars, chez Tallandier.

César, par Robert Étienne. En mai, chez Fayard.

Frédéric Barberousse, par Ivan Gobry. En mai, chez Tallandier.

Charles-le-Téméraire, par Jean-Pierre Soisson. En mars, chez Grasset.

Zita, l'Impératrice, par Jean Sévilla. En avril, chez Perrin.

Alfred de Vigny, ou la volupté et l'honneur, par Gonzague Saint-Bris. En mars, chez Grasset.

Coste, chirurgien de l'Empereur, par Jean-François Lemaire. En mai, chez Stock.

Poincaré, l'acharné de la politique, par Daniel Amson. En mars chez Tallandier.

Lettres de prison à Lucette Destouches et à Maître Mikkelsen (1945-1947), par Louis-Ferdinand Céline. En avril, chez Gallimard.

Les Dernières Chaînes, Mémoires, par Louis Pauwels. En avril, au Rocher.

Corsaire de la République, par Bob Denard. En avril, chez Robert-Laffont.

Essais, Documents

Le Chevalier de Folard ou la stratégie de l'incertitude, par Jean Chagniot. En mai, au Rocher (collection L'Art de la guerre).

Les révoltes paysannes en France, XIV-XVIIe siècles, par Hugues Neveu. En avril, chez Albin Michel.

Les Libertines. La recherche du bonheur au temps des Lumières, par Olivier Blanc. En mars, chez Perrin.

La Course à l'abîme – C'était le XXe siècle, tome II, par Alain Decaux. En avril, chez Perrin.

Histoire de la Russie et de son empire, par Michel Heller. En mars, chez Plon.

Un printemps arabe, par Jacques Benoist-Méchin (réédition). En mars, chez Albin Michel.

L'utopie scouts de France (préface de René Rémond), par Christian Guérin. En avril, chez Fayard.

Paix ou guerre ? Le secret des négociations israélo-arabes, 1917-1997, par Charles Enderlin. En mars, chez Stock.

Vive la nation !, par Yves Lacoste. En avril, chez Fayard.

Le scandale de la vertu, par Jean Dutourd. En mars, chez de Fallois.

Le nouveau dictionnaire des mots historiques, par François Bluche. En avril, au Rocher.

La montée du Front national, de 1980 à aujourd'hui, par Roland Gaucher. En avril, chez Picollec.

Histoire du Rwanda, par Bernard Lugan. En mai, chez Bartillat.

LA VÉRITABLE EVITA PERON

Madonna-Evita. Étonnante performance de l'ancienne chanteuse de rock qui est bien la seule, dans la comédie musicale d'Alan Parker, à croire au personnage qu'elle incarne, servie par une musique parfois prenante. Comme le film est neutre politiquement, certains critiques y ont vu de la bienveillance pour le péronisme qualifié de *« fasciste »* et pour son héroïne présentée comme une *« arriviste forcenée »*. Trois livres publiés simultanément (Laffont, l'Archipel, Payot) accentuent le brouillard sur une destinée et sur une expérience politique qui méritaient mieux.
Le colonel Juan Domingo Peron est entré en politique le 4 juin 1943 en participant à un coup d'État militaire (sport national argentin) dirigé par le général Edelmiro Farrel. Il devient secrétaire d'État au Travail et au Bien-Être, affectant un profil assez mussolinien. En janvier 1944, Farrel le nomme vice-président du Conseil. Pas pour longtemps. Les États-Unis s'inquiètent de ce colonel dont l'action est peu favorable à leurs intérêts dans la région. Ils fomentent une violente agitation et obtiennent sa destitution. Un an plus tard, le 24 février 1946, Peron triomphe cependant aux élections présidentielles avec 56 % des voix. Sa jeune femme, née Eva Duarte, a fortement contribué au succès. Ancienne starlette d'origine pauvre, devenue une populaire présentatrice de radio, elle a fait sa connaissance en 1945. Evita n'a pas besoin de se forcer pour interpréter la colère et les espérances des millions de *descamisados* (sans-chemise) que compte le pays. Le couple présidentiel est uni par l'ambition d'arracher l'Argentine à la domination américaine et d'assurer une redistribution plus équitable de la richesse nationale, d'où le nom de « justicialisme » donné au régime. Le peuple adhère à ce programme, et ne tient nulle rigueur à sa « madone » de s'habiller chez les grands couturiers. À travers elle, il se venge de ses humiliations. Evita meurt d'un cancer le 27 juillet 1952. Elle a trente-trois ans. Des millions d'Argentins vont la pleurer. Renversé par les militaires en 1955, Peron est triomphalement rappelé au pouvoir en 1973 à soixante-dix-sept ans. Il meurt l'année suivante, mais le mythe du justicialisme lui a survécu.

ARNAUD GUYOT-JEANNIN

pages réalisées par Macha Manski

L'affaire Aubrac

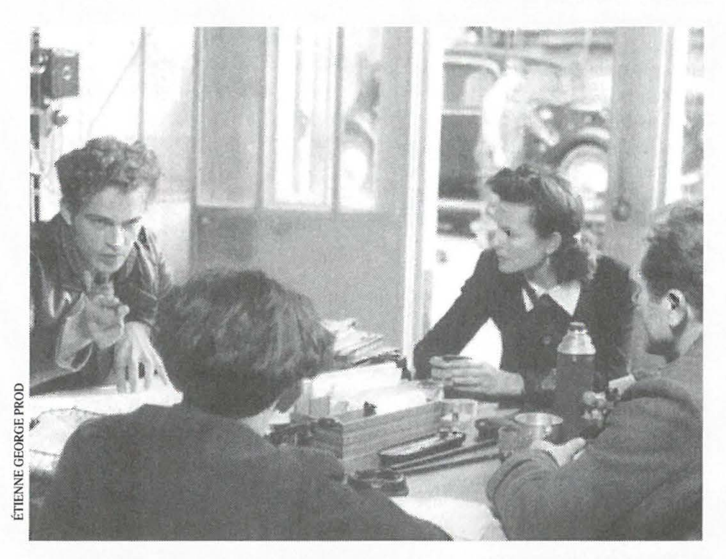
Après que *Minute* du 19 février, suivi le lendemain par *L'Événement du jeudi*, eut révélé qu'Albin Michel avait décidé de reporter la publication du livre de Gérard Chauvy sur Raymond Aubrac (1), Thierry Pfister, directeur de collection chez Albin Michel, déclarait à *Lyon Mag'* (mars 1997) : *« Je n'ai jamais été soumis à de telles pressions pour empêcher la sortie d'un livre ».*

Le bruit courait alors que le livre était « bâclé », alors que ceux qui, comme nous, avaient eu entre les mains un jeu d'épreuves, savaient qu'il n'en était rien. De surcroît, Chauvy n'était pas réputé pour avoir le goût de la provocation (2).

Finalement, Albin Michel a coupé court aux rumeurs, le 26 février, par un communiqué annonçant que le livre paraîtrait au début du mois d'avril et précisant que le report répondait *« à un souci de ne pas faire coïncider la parution de cette dense étude historique avec la sortie du film romancé consacré à Lucie Aubrac et d'éviter ainsi une exploitation polémique ».* L'éditeur ajoutait : *« Le travail mené par Gérard Chauvy, les témoignages et les documents qu'il a rassemblés et qu'il analyse dans son ouvrage, méritent en effet un débat posé et sérieux qui ne peut se réduire à une passe d'arme conjoncturelle. »*

Il n'est pas sûr, toutefois, que ce report suffise à calmer les esprits tant le livre est explosif, du moins dans la version qu'il nous a été donnée de lire et qui, de l'aveu même d'Albin Michel, devait subir quelques aménagements destinés à se prémunir contre le risque d'un procès.

Le point de départ de Chauvy est le prétendu « testament » de Klaus Barbie. Il s'agit d'un texte de 63 pages que l'ancien chef de la section IV du Sipo-SD de Lyon remit, le 4 juillet 1990, à Jacques Hamy, le doyen des juges d'instruction de Lyon. Barbie avait déjà été jugé et condamné, dans la nuit du 3 au 4 juillet 1987, pour « crimes contre l'humanité ». Mais une nouvelle instruction était ouverte à la suite de plaintes déposées par la sœur de Bruno Larat et la famille d'André Lassagne, deux résistants arrêtés à Caluire, le 21 juin 1943, en même temps que Jean Moulin, et déportés en Allemagne.



ÉTIENNE GEORGE PROD

Dans le film de Claude Berri, Lucie Aubrac est interprétée par la jolie Carole Bouquet (au centre).

Dans ce texte, que son avocat, Me Jacques Vergès, transforma après sa mort (21 septembre 1991) en pièce « testamentaire », Klaus Barbie accusait froidement Raymond Aubrac d'être la « taupe » que les Allemands prétendaient avoir à la direction de l'Armée secrète. Un rapport du 27 mai 1943, établi par le Dr Kaltenbrunner, chef de la police de sûreté et du service de sécurité (Sipo-SD), affirme, en effet, que la police allemande disposait de la collaboration d'un *« ancien officier français »* ayant obtenu *« un poste de dirigeant »* au sein de l'Armée secrète (3).

Barbie ajoutait que Raymond Aubrac, lorsqu'il fut arrêté par la police de Vichy, le 13 mars 1943, avait aussitôt accepté de collaborer. C'est un commissaire du nom de Barthelet, abattu un peu plus tard par la Résistance, qui l'en aurait aussitôt informé. L'ancien gestapiste précisait qu'Aubrac, libéré à sa demande par la justice française le 10 mai 1943, aurait été « briefé » pendant quatre jours dans les locaux de la police allemande avant d'être remis dans la nature, sa femme Lucie étant chargée d'assurer la liaison avec son officier traitant, le lieutenant Floreck.

Bien que le « testament » dût figurer en annexe de son livre, parmi beaucoup d'autres documents, Gérard Chauvy s'était bien gardé de reprendre à son compte ce texte de Barbie, dont il avait bien vu qu'il s'agissait d'une machine de guerre mise au point par Jacques Vergès. Mais il lui est apparu que les Aubrac avaient donné des événements survenus à Lyon entre mars et octobre 1943 des versions souvent contradictoires et peu conformes aux documents et aux témoignages existant dans les archives. Et l'intérêt de son livre, précisément, est d'exhumer ces documents et témoignages et, surtout, de les confronter à tout ce qu'ont pu dire ou écrire Raymond et Lucie Aubrac.

Il apparaît tout d'abord que Raymond Aubrac s'est bien gardé, dans un premier temps, d'avouer qu'il avait été interrogé par des policiers allemands après son arrestation par les Français. Il ne l'a reconnu qu'un peu plus tard, lorsqu'il ne pouvait plus faire autrement, s'efforçant encore de minimiser la portée de cet interrogatoire et feignant d'oublier que les archives de l'Armée secrète avaient été saisies par la police française et aussitôt communiquées aux Allemands (4). Il a prétendu, par ailleurs, n'avoir été inculpé que pour marché noir, alors que le rapport du procureur Louis Ducasse, en date du 30 mars 1943, prouve au contraire qu'il fut considéré comme un résistant et que l'interrogatoire qui eut lieu à l'hôtel Terminus, où siégeait alors la Gestapo, ne fut pas une simple formalité, puisque le même procureur précise qu'un membre important de la Gestapo est venu spécialement de Vichy pour y participer.

Dans le livre qu'elle publia en 1984 (5), Lucie Aubrac affirme avoir rendu visite au procureur Ducasse, le 12 mai 1943, pour lui dire qu'elle représentait *« l'autorité du général de Gaulle »* et le menacer de mort dans

le cas où il s'obstinerait à ne pas signer la levée d'écrou en faveur de son mari, lequel fut libéré le 14. Hélas, cette version ne tient pas puisque l'on sait, par les archives françaises, qu'Aubrac fut libéré non pas le 14, mais le 10 mai, soit deux jours avant la prétendue visite chez le procureur !

Chauvy fait d'ailleurs observer fort justement qu'une telle démarche eut été bien imprudente, car c'était prendre le risque, dans le cas où le magistrat aurait refusé de céder au chantage, d'avouer que Raymond Aubrac n'était pas, comme il le prétendait, un simple trafiquant du marché noir.

Plus étonnant encore : Chauvy révèle que Lucie Aubrac, avant de soutenir cette thèse, en avait soutenu une autre, radicalement différente. C'était le 20 septembre 1945. Ce jour-là, elle avait publié dans *La Marseillaise*, un quotidien communiste du Sud-Est de la France, un article dans lequel elle racontait comment elle avait réussi à faire évader son mari de l'hôpital de l'Antiquaille !

Toujours est-il que Raymond Aubrac, une fois la liberté retrouvée, va continuer à exercer ses responsabilités à l'état-major de l'Armée secrète, enfreignant une des règles de sécurité les plus élémentaires de la Résistance. C'est ainsi que le général Delestraint, chef de l'Armée secrète, qui le rencontra plusieurs fois avant d'être arrêté par la Gestapo, le 9 juin 1943, ignorait que son interlocuteur et principal collaborateur avait été entre les mains des Allemands pendant plusieurs jours (6).

Arrêté à son tour à Caluire, le 21 juin 1943, en compagnie de Jean Moulin et de six autres chefs de la Résistance, Raymond Aubrac sera curieusement le seul à ne pas être transféré à Paris, comme l'exigeaient les directives du haut-commandement allemand (OKW) du 12 décembre 1941. Il prétendra que la Gestapo de Lyon avait voulu le tenir à la disposition de la justice française qui entendait le juger pour les faits lui ayant valu d'être arrêté en mars 1943. Mais, lorsque ses co-inculpés seront jugés le 12 octobre 1943 par la section spéciale de Lyon, les Allemands ne jugèrent pas utile de le remettre aux autorités françaises !

Pour tenter de faire évader son mari, Lucie Aubrac a raconté qu'elle s'était présentée à Klaus Barbie, sous la fausse identité de Mlle de Barbentane, afin de raconter qu'elle était enceinte de Claude Ermelin (le nom d'emprunt qu'avait son mari le jour où il fut arrêté à Caluire) et souhaitait pouvoir l'épouser, l'objectif de cette ruse étant de faire transférer Aubrac de Montluc à l'école de santé militaire, où la Gestapo était installée depuis avril 1943, et de profiter du transfert pour attaquer le fourgon cellulaire.

Éconduite par le gestapiste, elle parvint, grâce à l'aide d'un « colonel » allemand des services économiques, à entrer en contact avec un autre officier de la Gestapo qui, lui, accepta ce que Barbie avait refusé. Dans *Minute* du 5 mars, Jean-Claude Valla a relevé, mieux que ne le fait Chauvy dans son livre, les incroyables invraisemblances du récit de Lucie Aubrac.

Concernant l'attaque par la Résistance d'un camion allemand qui, le 21 octobre 1943, aurait permis l'évasion de Raymond Aubrac, Valla et Chauvy font état d'un télégramme (23 octobre 1943) du colonel Knochen de la Gestapo de Paris, précisant que le coup aurait été monté pour libérer un certain Boyer. Chef régional du réseau Nilo-Mithridate, Julien Boyer – de son vrai nom Jean Biche – avait été arrêté par les Allemands à Lyon, le 19 octobre 1943. Dès 1948, il a lui-même confirmé la thèse de Knochen : *« Dans les milieux de la Résistance, on m'a dit [...] que l'attaque du boulevard des Hirondelles avait été tentée pour ma seule libération. »* (7)

Gérard Chauvy

AUBRAC

Une légende de la Résistance sous les feux de la critique historique

Albin Michel

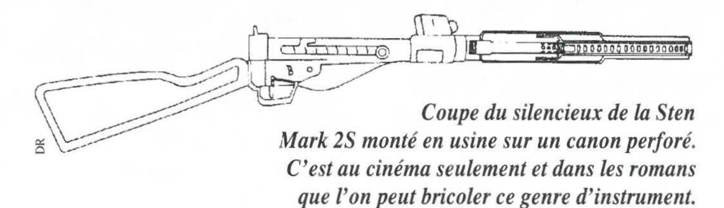
La page de titre du livre explosif de Gérard Chauvy « retiré » par l'éditeur juste avant sa publication.

Lucie Aubrac affirme également avoir acheté en Suisse, le 7 octobre 1943, des silencieux pour les Sten qui ont servi à l'attaque du camion allemand. L'utilisation de silencieux est effectivement attestée par un détenu qui se trouvait dans le camion, le commandant Clair. Mais Lucie Aubrac semble ignorer que l'on ne peut pas adapter après coup un silencieux au bout du canon d'une mitraillette sans un travail complexe en armurerie. Les services spéciaux britanniques avaient réalisé une Sten à silencieux (modèle Mark 6) mais celui-ci était construit d'origine autour d'un canon spécial.

Le télégramme de Knochen apporte une autre information importante : un des détenus du camion, atteint d'une balle à la nuque, s'est livré spontanément aux forces d'occupation. Or, cette blessure en séton correspond à celle de Raymond Aubrac, décrite par sa femme. Une bien étrange coïncidence qui a permis à Jacques Vergès de faire dire à Klaus Barbie, dans son prétendu « testament » que la Gestapo avait *« profité de l'occasion »* pour remettre Aubrac en liberté, en laissant croire qu'il s'était évadé comme les autres détenus du camion.

Bien entendu, il faut se garder d'accorder du crédit à tout ce qu'a raconté Barbie qui avait tout intérêt à semer le trouble et s'était fait une spécialité des déclarations contradictoires. Il n'en reste pas moins que le livre « retiré » de Chauvy pose des questions que l'historien ne peut éluder. L'affaire Aubrac ne fait sans doute que commencer…

OLIVIER LE GALL



DR

Coupe du silencieux de la Sten Mark 2S monté en usine sur un canon perforé. C'est au cinéma seulement et dans les romans que l'on peut bricoler ce genre d'instrument.

(1) *Aubrac – Une légende le la Résistance sous les feux de la critique historique.*

(2) Chauvy est l'auteur de trois livres sur l'Occupation à Lyon : *Lyon 40-44* (Plon, 1985), *Lyon des années bleues* (Plon, 1987) et *Histoire secrète de l'Occupation* (Payot, 1991).

(3) Incorporé en 1938 avec le grade de sous-lieutenant à l'école du génie de Versailles, Aubrac était officier de réserve.

(4) L'exploitation de ces documents et des aveux des seize résistants arrêtés à la mi-mars 1943 a fourni la matière du rapport Kaltennbrunner du 27 mai 1943 qui donne un aperçu assez complet de l'organisation de l'Armée secrète.

(5) *Ils partiront dans l'ivresse*, Le Seuil. C'est de ce livre qu'est inspiré le film de Claude Berri.

(6) C'est sur des faits similaires que se sont appuyés les époux Aubrac pour étayer les graves accusations qu'ils ont porté contre René Hardy. Voir à ce sujet Dominique Venner, *Histoire critique de la Résistance* (Pygmalion, 1995).

(7) Lettre du 2 juillet 1948 au juge lyonnais Serager, qui devait figurer en annexe du livre de Chauvy.

Agenda de l'histoire

Mars

1er mars
1562 – Massacre de Wassy, perpétré par François de Guise sur les protestants. Il fit échouer la politique tolérante de Catherine de Médicis et déchaîna la première guerre de religion.

2 mars
1836 – Proclamation de l'indépendance de l'État du Texas.

3 mars
1613 – Michel Romanov, fondateur de la dynastie, monte sur le trône de Moscovie après avoir chassé les Polonais.

6 mars
1836 – Chute de Fort-Alamo, défendu par 187 volontaires sudistes du Texas et du Tennessee, sous le commandement du colonel Travis. Davy Crockett et Jim Bowie y trouvent la mort. Les assaillants conduits par le général mexicain Santa Anna, au nombre de 5 000, ont environ 1 500 tués. La défense de Fort-Alamo devait permettre à Sam Houston de former une armée capable d'imposer l'indépendance du Texas.

9 mars
1661 – Mort de Mazarin à Vincennes. À cette occasion, Louis XIV déclare qu'il sera son propre Premier ministre. Il effectue alors une entrée fracassante au Conseil, en tenue de chasse, fouet à la main.



Croix de Fer 1914-1918.

10 mars
1813 – Création de l'ordre de la Croix de Fer par le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume III pour récompenser ceux de ses sujets qui avaient bien mérité de la patrie durant les guerres de libération de 1813. La croix porte les dates successives de 1813, 1870, 1914 et 1939 et comporte plusieurs classes. Cette décoration n'a plus été conférée depuis 1945.

15 mars
493 – Entrée à Rome de Théodoric le Grand, roi des Ostrogoths, vainqueur d'Odoacre, usurpateur germanique de l'empire d'Occident. Il sera le fondateur du royaume d'Italie.

20 mars
1782 – Le danseur J. B. Landais est appelé par Catherine II à la cour de Russie pour y enseigner les traditions et la danse française. Son école deviendra le « ballet Kirov » de Saint-Pétersbourg.

22 mars
1459 – Naissance de Maximilien d'Autriche. Il épousera Marie de Bourgogne, fille de Charles le Téméraire en 1477 et montera sur le trône impérial en 1493.

26 mars
1199 – Richard Ier d'Angleterre, dit Cœur de Lion est grièvement blessé au siège de Châlus dans le Limousin. Il meurt des suites de ses blessures le 6 avril.

29 mars
1796 – Exécution à Nantes du général vendéen François-Athanase, chevalier Charette de la Contrie. Napoléon dira de lui : *« Le seul grand héros de cet épisode marquant de notre Révolution »*.

31 mars
1204 – Mort d'Aliénor d'Aquitaine à Fontevrault où elle est inhumée. Son gisant repose dans la crypte de l'église abbatiale, à côté de ceux de Richard Cœur de Lion et d'Henri II Plantagenêt.

Avril

5 avril
1355 – Charles IV de Habsbourg, roi de Bohême depuis 1346, et roi des Romains est couronné empereur à Rome.

7 avril
451 – Au début de son grand raid à travers la Gaule, Attila s'empare de la ville de Metz qu'il pille, incendie et dont il massacre toute la population.

10 avril
1742 – Bataille de Mollwitz. Au cours de leur première rencontre avec les troupes prussiennes de Frédéric II, les armées de Marie-Thérèse d'Autriche sont vaincues et sont contraintes d'évacuer la Silésie.

13 avril
1943 – Les Allemands découvrent le charnier de Katyn en Pologne, où 4 143 officiers polonais ont été massacrés sur ordre de Staline. Les Soviétiques reconnaîtront être les auteurs de cette tuerie en 1990.
1564 – Naissance de William Shakespeare.

14 avril
1764 – Mort de la duchesse de Pompadour, une des favorites de Louis XV.

17 avril
1970 – Mort de l'écrivain Henri Massis, auteur entre autres, de *Défense de l'Occident* (1927) et *Maurras et notre temps* (1961).

20 avril
1889 – Naissance d'Adolf Hitler à Braunau-sur-Inn, petite ville d'Autriche proche de la frontière allemande.

22 avril
1870 – Naissance de Vladimir Illitch Oulianov, dit Lénine.

23 avril
1521 – Les troupes de Charles Quint sous la conduite du connétable Inigo de Velasco, écrasent à Villalar, en Espagne, la rébellion des *communeros*, dont les chefs, chevaliers castillans, accusent l'empereur de faire passer l'intérêt de la dynastie avant ceux de la nation. La révolte était partie des municipalités de Tolède et de Salamanque.

24 avril
1886 – Duel opposant Édouard Drumont, directeur du journal *La Libre Parole*, à Arthur Meyer, directeur du journal *Le Gaulois*.

25 avril
1915 – Débarquement de troupes françaises, britanniques, australiennes et néo-zélandaises à Gallipoli, en Turquie. Cette opération qui marque le début de la campagne des Dardanelles conçue par Churchill, se terminera par un échec sanglant.



Marie-Thérèse d'Autriche (13.V.1771-20.XI.1780)

29 avril
1676 – Bataille navale de Messine. L'amiral hollandais De Ruyter y perd la vie.

page réalisée par Virginie Tanlay

Allemands et Français

Allemands et Français. S'il est dans l'histoire un couple indissociable jusque dans ses déchirements, c'est bien celui-là. Malgré la séparation par la langue, nous venons de la même souche, et, pour l'essentiel, nous avons sacrifié aux mêmes dieux, célébrant les mêmes héros, Charlemagne, Roland, Tristan, Iseult, Lancelot et Perceval, sans parler d'Hector, Achille et Ulysse. Retranscrits par Charles Perrault et les frères Grimm, nos contes populaires avouent les mêmes secrets, nourris à la même source. De part et d'autre du Rhin, Blanche-Neige dit l'espoir de vaincre le mal par l'amour, l'innocence et le courage. Et l'histoire de la Belle au Bois dormant assure que l'âme populaire, par-delà les longues dormitions, est promise à l'éternel retour.

Au fil du temps, nous avons décliné entre nous toute la gamme des sentiments les plus extrêmes, l'admiration et la répulsion, l'amitié et la haine. Nous avons, tour à tour, envié les qualités prêtées au voisin, et méprisé les défauts que leur attribuait notre imagination.

Après la défaite française de 1870, la colossale empoignade de 14-18 et le désastre de 1940, l'idée que bouillonnait outre-Rhin un volcan d'énergies dangereuses n'a pas cessé de hanter les inquiétudes françaises. Henri Heine avait annoncé cela dès 1835 : *« Vous autres, Français, voilà cinquante ans que vous êtes sur pied et vous êtes las à cette heure. Pour nous, Allemands, qui jusqu'à présent, menions une vie sédentaire, nous sentons le besoin de nous donner de l'exercice. »*



Mémorial de la bataille de Verdun.

Or voici que les Allemands nous semblent las à leur tour « de se donner de l'exercice ». Spengler disait que la grande politique laisse les peuples épuisés. L'histoire des Français et des Allemands ne peut lui donner tort. Malgré leur courage à relever leurs ruines et à rebâtir ce que la guerre avait détruit, les Allemands d'après 1945 sont fatigués de l'histoire. Comment s'en étonner ? Ayant depuis plus longtemps qu'eux perdu le goût d'exister autrement qu'en subsistant, les Français en tirent un mol soulagement. Ouf ! Plus d'inquiétudes, dormons, amusons-nous ! Mais derrière cette satisfaction, je vois comme une sorte de regret.

Frappant à cet égard fut le dernier discours prononcé en 1995 par François Mitterrand, en tant que chef de l'État. C'était à Berlin pour le cinquantième anniversaire de la capitulation allemande du 8 mai 1945. Malgré tous les souvenirs douloureux, il n'avait pas oublié l'incroyable ténacité des soldats et du peuple allemands jusqu'à l'extrême fin de la guerre : *« Je ne suis pas venu célébrer la victoire dont je me suis réjoui pour mon pays en 1945,* dit-il en substance, *je ne suis pas venu souligner la défaite parce que je sais ce qu'il y avait de fort dans le peuple allemand, sa vertu, son courage* [...] *et peu m'importe l'uniforme et même l'idée qui habitait ses soldats. Ils étaient courageux. Ils acceptaient de perdre leur vie. Pour une cause mauvaise, mais ils aimaient leur patrie... »*

Paroles surprenantes chez ce vieil homme cynique et revenu de tout. À l'approche de la mort et devant le souvenir d'une immense tragédie, sa pensée retrouvait semble-t-il quelques anciennes vérités, élevant le courage et l'amour de la patrie au rang d'instruments de la rédemption.

Ce qu'avait dit le président, la grande majorité des combattants français des deux guerres auraient pu le dire aussi. Tel Dominique Ponchardier, compagnon de la Libération et titulaire de vingt décorations rares au titre de la Résistance. Les sentiments qui l'assaillent tandis qu'en 1945 il contemple la défaite de l'Allemagne, méritent l'attention : *« Je haïssais les Allemands,* écrit-il dans ses souvenirs, *et pourtant je souffrais le drame de la fin de leur épopée. Ce glas qui sonnait sur l'Allemagne, c'était le glas de la réalité qu'ils avaient transformée en féerie. Les Allemands vivaient un rêve. Chaque chose qu'ils touchaient, chaque chose qu'ils voyaient, chaque chose qu'ils sentaient n'étaient que musique guerrière. Qu'ils fussent hitlériens ou pas, ils ne grignotaient plus leur petite vie personnelle à boire, manger, aimer et dormir... Ils avaient résolu un grand problème : faire que la vie vaille quelque chose... »* (1)

Elle est mystérieuse, cette tristesse du vainqueur devant l'ennemi abattu. Sous l'excès, elle me semble pourtant traduire la complexité des sentiments que, longtemps, les Français ont éprouvés à l'égard des Allemands. Et peut-être sont-ils déçus, parfois, de ne plus retrouver dans l'Allemagne d'aujourd'hui ne serait-ce que l'ombre de ce qu'elle avait été du temps qu'elle cultivait le style prussien.

DOMINIQUE VENNER

---

(1) *Les places étaient chères.* Gallimard, 1950.

La nation et la démocratie

PAR THOMAS NIPPERDEY

Par un grand historien allemand, une réflexion sur la nation, sa signification et sa permanence. Elle concerne tous les Européens.

Après un demi-siècle, le 8 mai a été élevé au rang de fête commémorative. À la fois jour de la défaite et de la fin de la tyrannie nazie. Jour de l'effondrement de l'État nation des Allemands, et du renouveau d'une démocratie allemande. L'occasion est ainsi offerte de réfléchir sur un problème fondamental de l'histoire et de la situation actuelle des Allemands. Le retour sur un passé apparemment lointain éclaire le présent.

Au Moyen Âge, des tribus sont devenues des peuples, et certains d'entre eux, les Anglais, les Français et les Espagnols, se sont réunis dans des États viables qui leur offraient protection vis-à-vis de l'extérieur et sécurité à l'intérieur. Ce ne fut le cas ni pour les Allemands ni pour les Italiens, chez qui s'est imposée la tendance féodale à faire éclater les grandes unités politiques, tendance qui avait également menacé la France lors de la guerre de Cent Ans, et l'Angleterre lors de la guerre des Deux-Roses. (1)

Les Allemands vivaient alors dans une multitude de territoires moyens, petits ou minuscules et les intérêts propres à chacun de ces pouvoirs particuliers étaient si forts qu'ils ne purent se constituer en une fédération capable de garantir le droit et la paix. Ni les rois, ni l'Empereur, ni les princes, ni les villes n'y sont parvenus.

La diversité territoriale a d'abord permis le développement et le succès de la Réforme. Comme les Allemands étaient séparés territorialement, ils le furent confessionnellement. Et les différences religieuses ont fixé dans les âmes le particularisme territorial. L'ancien Reich, qui regroupait la majeure partie du territoire habité par les germanophones, se retrouvait encore plus faible. Certes, ce n'était pas un cadavre ; à l'ouest et au sud, il garantissait encore, dans une certaine mesure, la paix et le droit, entretenant le souvenir d'une parenté commune. Mais un tel organisme était mal armé face aux remises en question de son existence politique, aux tensions et aux crises. C'était un « monstre ». De façon significative, l'essor au XVIII[e] siècle des deux grandes puissances au nord et au sud de l'Allemagne, l'ascension de Vienne et de Berlin, se fit hors de l'ancien Reich.


AKG

Otto von Bismarck (1815-1898). Premier ministre de Prusse à partir de 1862, chancelier d'Empire de 1871 à 1890. Révolutionnaire-conservateur, il sut unir la tradition prussienne et l'esprit du siècle pour édifier l'État national des Allemands.

À l'époque ancienne, il y eut un autre facteur essentiel quant à l'origine de la question allemande. Entre 1500 et 1800, l'Allemagne, de pays avancé qu'elle était en Europe, est devenue un État attardé. Les Allemands devinrent, tant sur le plan politique que sur le plan économique, une « nation en retard ». Avec la découverte de l'Amérique, le centre de gravité économique du monde se déplaça du centre de l'Europe vers l'Ouest, et le poids économique des Allemands fut pour longtemps anéanti par la guerre de Trente Ans. Désormais, le particularisme croissant entravait le développement économique. Il favorisait en outre l'élément féodal agraire et affaiblissait l'élément citadin bourgeois. Ce ne fut donc pas la bourgeoisie industrieuse qui fut le moteur de la modernisation, mais la bourgeoisie des fonctionnaires instruits. Cela eut des conséquences directes sur le mouvement national allemand.

Ce n'est qu'aux alentours de 1800 que la nation et l'unité nationale devinrent des facteurs décisifs. Il y a à cela plusieurs raisons. Nous en retiendrons trois particulièrement.

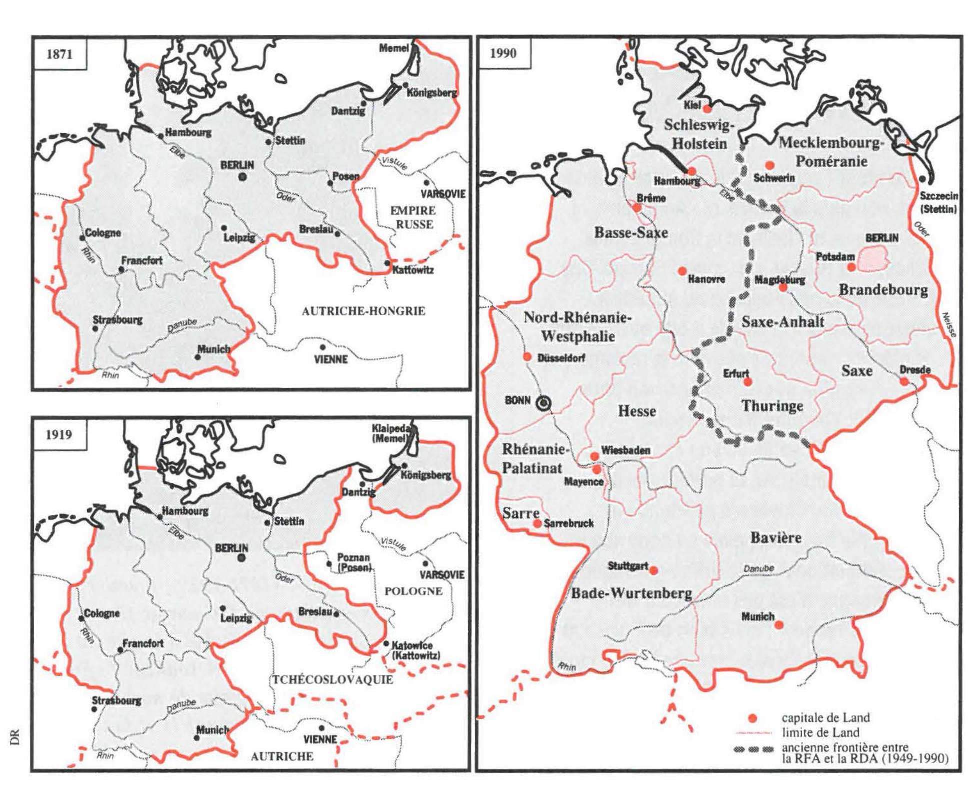
La Révolution française est le coup de tonnerre qui inaugure l'ère du nationalisme. Les Français, sujets du roi de France et habitants de ses provinces, s'unissent dans une « nation une et indivisible » ; ils ne veulent plus être des sujets d'un pouvoir politique mais des acteurs ; ils veulent disposer d'eux-mêmes. La nation, en tant qu'entité ethnique naturelle existant objectivement, se constitue en volonté politique ; et en même temps en finalité de la politique : la nation est ce qui est voulu en commun ; en son nom, l'individu doit faire des sacrifices et donner sa vie. Ainsi naît le principe d'autodétermination, droit de ceux qui ont le sentiment d'être un peuple et revendiquent le droit d'être un peuple. Il est très important de bien voir aujourd'hui cette origine révolutionnaire, démocratique, « de gauche », de la nation et du nationalisme. Les Allemands ont repris cette revendication révolutionnaire de

l'autodétermination. Et, dans la mesure où ils se considèrent, non comme de nationalité bavaroise, colognaise ou hambourgeoise, mais comme des Allemands, cela signifie qu'ils veulent l'unité des Allemands.

Mais en Allemagne, la conscience nationale moderne (au début du XIX[e] siècle) ne consiste pas uniquement à reprendre le flambeau de la liberté de 1789, elle réagit en même temps à l'oppression et à l'exploitation napoléonienne, à la domination étrangère et à la tyrannie. Afin de défendre sa propre existence face à une menace extérieure, il fallait une unité efficace de la nation, et comme elle n'existait pas, il fallait la créer. Or cela visait deux adversaires : à l'extérieur, le conquérant et son peuple, les Français ; à l'intérieur, les princes, parce que par égoïsme, ils entretenaient le morcellement de l'Allemagne. Autodétermination démocratique à l'intérieur et affirmation de la souveraineté à l'extérieur, liberté et unité, entraient en scène simultanément, et non successivement comme à l'Ouest, où la démocratie nationale était venue après la souveraineté nationale, et la liberté après l'unité. Voilà le handicap tragique qui pesait sur la formation de l'unité allemande.

Le troisième facteur fut le « nationalisme romantique », cette conscience d'avoir une culture particulière fondée sur la langue ou une ethnicité propre. Depuis le classicisme allemand jusqu'au romantisme, en passant par Herder, s'est développée une réflexion sur l'identité culturelle séparée de la culture universelle abstraite. La langue est considérée comme la forme première de l'approche humaine du monde ; l'identité nationale n'est pas un phénomène esthétique ou intellectuel mais une réalité fondamentale et vitale, étant entendu que la voix spécifique de chaque peuple se rapporte à l'humanité. Voilà la justification universelle de la nationalité particulière, voilà ce qui (dans les deux premiers tiers du XIX[e] siècle) soude davantage l'égoïsme national : l'internationalisme des nationalistes. De ce point de vue, la nation est une donnée objective dans laquelle on est né, et non le résultat d'une volonté politique subjective ou d'un plébiscite de tous les jours selon la définition classique de Renan. La nation est déterminée davantage par ses origines que par son avenir.

Concrètement, la destruction des régions à l'époque napoléonienne a donné naissance à la nation. Puisque l'on ne pouvait plus être Franconien, citoyen d'Osnabrück ou Rhénan, on préféra se définir comme Allemand. Enfin, la décomposition progressive des liens religieux



En un siècle, trois visages de l'Allemagne. Celui que dessine Bismarck en 1871 avec le II[e] Reich. Celui que définit le traité de Versailles en 1919, qui maintient Koenigsberg dans le Reich, mais isolée par le corridor de Dantzig. Enfin, celui de l'Allemagne fédérale réunifiée de 1990.

suscitait le besoin de trouver un autre sens à l'existence, à travers des religions séculières ou politiques. Le nationalisme comblait ce besoin. Il relie le passé à l'avenir, il est porteur de sens et crée une communauté qui intègre l'individu, donnant même des raisons de mourir. La puissance de la passion lui insuffla une énergie qui a marqué le siècle.

Une nation déchirée entre deux États

En 1815, alors que le grand éveil de l'Europe était retombé, l'Allemagne n'avait pas réussi à s'organiser au plan national, comme l'avaient espéré les patriotes, fonctionnaires, écrivains, étudiants. Il n'y avait qu'une entité peu viable, une confédération d'États princiers, la Confédération germanique.

À cela, plusieurs raisons, à commencer par le dualisme allemand, c'est-à-dire l'existence de deux grandes puissances allemandes, l'Autriche et la Prusse. Aucune des deux ne voulait se soumettre ni à la majorité des États moyens et petits ni à l'autre grande puissance. Il ne pouvait donc y avoir qu'une sorte de direction collective, bloquée par des rivalités dès qu'il s'agissait de faire une politique active.

La Confédération de 1815 fut donc une déception pour les Allemands en train d'acquérir une conscience politique. Sa seule activité consistait à réprimer les mouvements qui mettaient en cause le *statu quo*, c'est-à-dire le mouvement libéral et national. La Confédération, c'était la réaction ; l'aspiration à l'unité, c'était l'opposition et le progrès. Dans ces conditions, il était hors de question de séparer le mouvement libéral et le mouvement national. Unité et liberté étaient évidemment solidaires : seule l'unité nationale était en mesure de conquérir et de garantir la liberté.

En 1848, le mouvement national était devenu massivement populaire. Les associations d'étudiants, de chanteurs, de gymnastique et de tir étaient ses principaux agents. Au cours de l'année, la revendication de l'unité allemande fut aussi vive que la revendication d'une constitution, et ceux qui voulaient davantage de justice sociale voulaient aussi par là même un État national. Si la révolution a échoué, ce n'est pas dû à la défaillance de la bourgeoisie, mais à l'intrication insoluble des problèmes. Fonder un État, faire adopter une constitution et réformer l'ordre social, c'était trop à la fois.

La victoire de la réaction, des conservateurs et des particularistes fut de courte durée. Dès 1859, au début de l'unification italienne, la solution de la question allemande revint à l'ordre du jour. La recette consista d'abord en une réforme de la Confédération. Après 1945, on l'a souvent considérée comme une solution

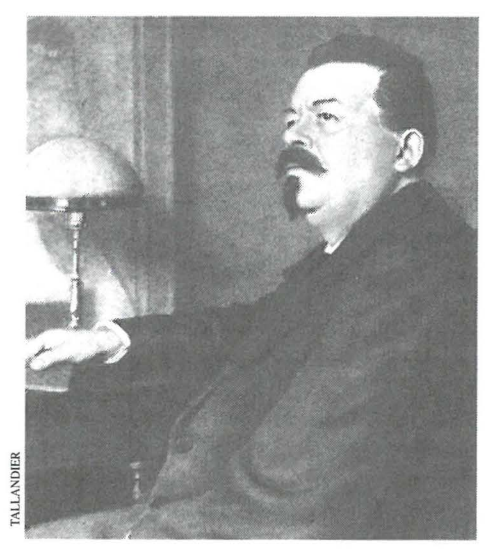
POUR UNE HISTOIRE FRANCO-ALLEMANDE

Je crois, j'espère qu'un jour notre patrie sera, non plus la France, ni l'Angleterre, ni l'Allemagne, ni l'Italie, ni la Pologne, ni la Grèce, ni la Russie, etc., mais l'Europe. Une Europe où le nationalisme du stupide XXᵉ siècle sera aussi passé de mode que l'esprit de clocher, l'esprit de secte ou le racisme. [...]

Je rêve d'un enseignement, non plus centré sur l'histoire d'une France arbitrairement isolée de son contexte continental, mais sur la préhistoire de l'Europe unie. Clovis n'a pas fondé la monarchie française, mais au contraire un État multinational, gallo-latino-germanique. Charlemagne n'est pas empereur de « doulce France » ; mais bien de France et d'Allemagne, en y ajoutant une bonne moitié de l'Italie. [...] La grande Révolution française, débarrassée de son verbiage et de ses oripeaux, n'est qu'une sordide combine de voleurs et d'affairistes, fauteurs de guerre, philistins, bigots, responsables de la balkanisation de notre Grande Patrie, et, par voie de conséquence, de toutes les guerres modernes, aussi bien territoriales qu'idéologiques. Dans mon programme, la guerre de 14-18 sera stigmatisée comme une page honteuse, comme un crime politique, et le traité de Versailles sera dénoncé comme une véritable mutilation qui, en morcelant l'empire d'Autriche, priva l'Europe de son noyau solide, de sa colonne vertébrale, pour en faire ce qu'elle est aujourd'hui : un continent mollusque, un agrégat informe de nations sans consistance, quelque chose comme l'Italie du XVIᵉ siècle, proie facile pour les impérialismes étrangers.

Enfin, si j'écrivais l'histoire, je ferais de la grande épopée de 1939-1944 quelque chose comme une révolution vaincue – ce qu'est la Commune de Paris pour les marxistes : une tentative maladroite, discutable, mais pleine de promesses... Hitler, dirais-je, commit encore l'erreur de raisonner comme un juif religieux et comme un jacobin allemand, mais ses adversaires, en fin de compte, étaient bien les nôtres, savoir : la haute-finance anglo-saxonne et la bureaucratie bolchevique. Et la Résistance était bien une cinquième colonne au service de l'ennemi, chargée de provoquer, en s'appuyant sur les éléments les plus réactionnaires, les plus nationalistes, l'escalade des atrocités.

PIERRE GRIPARI
Critique et autocritique.
L'Âge d'homme. 1981.


TALLANDIER

Friedrich Ebert (1871-1925), premier président de la République de Weimar de février 1919 à sa mort. Successeur de Bebel à la tête du parti social-démocrate en 1913, il soutient l'effort de guerre, puis, lors de la défaite de novembre 1918 et de l'abdication de Guillaume II, il fait alliance avec le grand état-major et s'appuie sur les corps-francs pour mater les insurrections spartakistes. À sa mort, le maréchal Hindenburg lui succédera à la présidence de la République.

réaliste. Elle ne l'était pas. Cette réforme ne s'est pas seulement heurtée à la volonté de puissance de Bismarck et à sa conception de la raison d'État prussienne. Il était impossible d'établir sur une base nationale démocratique, c'est-à-dire avec un parlement, une confédération réformée englobant une partie de l'Autriche tout en préservant l'intégrité de l'empire d'Autriche dans son ensemble. Un État national et un parlement national comprenant l'empire d'Autriche, c'était la quadrature du cercle.

Y avait-il d'autres solutions ? La solution démocratique révolutionnaire dont rêvait la gauche grand-allemande, y compris les socialistes Liebknecht et Bebel, était impossible car les pouvoirs anciens étaient trop forts, et les Allemands étaient bien trop divisés en confessions, en classes, en tendances politiques, en particularismes régionaux. En revanche, le rêve libéral d'une solution petit-allemande en accord avec un roi de Prusse libéral n'était pas une utopie. Mais dans la réalité, cette solution ne s'est pas présentée. Et c'est le révolutionnaire conservateur Bismarck qui a uni la tradition prussienne avec l'esprit du siècle, incarné dans le mouvement national libéral. Par-delà la première division de l'Allemagne en 1866, il a atteint, en 1870-1871, l'objectif des nationaux-libéraux, l'État national, avec leurs concours, mais à ses propres conditions et non aux leurs.

On prétend souvent aujourd'hui que les libéraux auraient trahi la liberté pour l'unité et la puissance. C'est un jugement moral faux, typique de ceux qui jugent de cela cent ans après ! Il y avait, en 1867 ou 1871, des chances sérieuses, par une politique des petits pas, une politique de coopération avec la figure d'exception qu'était Bismarck, d'obtenir plus de liberté grâce à l'unité, de dissoudre l'élément militaire et féodal de la Prusse dans un État allemand moderne.

Cependant, après 1871, les Allemands étaient toujours une nation inachevée, avec des Allemands au-delà des frontières du Reich et des minorités non allemandes à l'intérieur. La sensibilité du nationalisme allemand en fut continuellement excitée, mêlant frustration et arrogance, insatisfaction et chauvinisme agressif. Tardivement constitués en nation, les Allemands ont souffert de ce retard, ils ont cru ne pas avoir eu la part qui leur revenait dans le monde, et ils compensèrent cette blessure par un égoïsme national brutal. Cela ne fit qu'aggraver le problème européen : l'Europe allait-elle tolérer une puissance de ce genre, qui, de surcroît, avait une population et une économie croissantes ? Ce Reich allait-il, indépendamment de ses conditions intérieures, s'intégrer dans un ordre international stable ? Pour les Allemands, la question allemande était provisoirement résolue, pour l'Europe, elle ne faisait que commencer.

L'Allemagne et le problème européen

En 1918, la tentative impérialiste du Reich allemand pour s'assurer une semi-hégémonie sur l'Europe et une part de la domination du monde s'est terminée par une défaite retentissante. Mais l'État national subsista, désormais sous la forme d'une république démocratique. Le social-démocrate Friedrich Ebert devint le « successeur » de Guillaume II. La démocratie était une démocratie nationale (tout le monde, par exemple, voulait le rattachement de l'Autriche allemande). Mais nous savons que cette démocratie nationale, face aux pressions d'une partie des vainqueurs, face aux réparations et aux catastrophes économiques, face à la vague d'antilibéralisme de droite et de gauche, et face au nationalisme impérialiste révolutionnaire blessé des nazis, fut incapable de stabiliser la République. C'est porté par une vague de nationalisme extrême et passionné qu'Hitler est arrivé au pouvoir, même s'il s'est, par la suite, affranchi des traditions nationales au profit de son racisme et de son impérialisme.

Hitler n'est pas le successeur de Bismarck, mais il faut reconnaître que les tendances ultranationalistes des Allemands ont favorisé et alimenté ses excès monstrueux et sa perversion du nationalisme. Aussi, n'est-il pas surprenant que la défaite totale du système nazi ait entraîné la disparition de l'État national allemand. La capitulation sans conditions ne fut pas seulement celle des nazis, mais aussi celle des Allemands et de leur Reich, c'est-à-dire de l'ancienne Allemagne, avec ses bons et ses mauvais côtés. La séparation de l'Autriche et de l'Allemagne était désormais une évidence, y compris pour les intéressés. Même l'État-croupion amputé de ses territoires de l'Est ne put en réchapper, fût-ce sous la forme d'un État national moyen et faible : il fut divisé. Le provisoire que représentaient les zones d'occupation devint apparemment définitif, d'autant plus que la zone orientale fut immédiatement soviétisée.

Rétrospectivement, on se rend compte à quel point l'unité de la nation, l'autodétermination nationale et l'État national étaient encore, pour la génération de 1945, celles des opposants à Hitler, une réalité politique et un devoir fondamental. Bien que la guerre d'extermination, raciste et impérialiste eût discrédité le nationalisme, l'État-nation était encore une évidence. Le fait que l'auteur de l'attentat du 20 juillet, Stauffenberg, soit allé à la mort en criant *« Vive la sainte Allemagne ! »* résonne comme le mythe d'un passé lointain. Mais la passion nationale de Kurt Schumacher, le chef de la social-démocratie, son combat « national » contre la politique d'intégration occidentale d'Adenauer, la force de mobilisation du mot d'ordre de la réunification et du jour de l'unité allemande (2), témoignent d'une volonté de démocratie nationale. Mais, désormais, c'était le nouveau système international, la division du monde entre l'Est et l'Ouest, qui s'y opposait.

Malgré le rejet des excès du chauvinisme, malgré la coopération économique et politique internationale et le rapprochement des conditions de vie, l'idée nationale n'est pas morte. L'Europe reste une Europe des patries (et de la répartition des coûts du protectionnisme agricole). Le tiers monde est le monde des libérations nationales. L'ONU est l'association qui réunit les nations. La nation a conservé sa légitimité : un héritage commun et une identité collective de dimension ni universelle ni continentale, manifestant et valorisant ce qui nous différencie des autres et les différencie de nous.

T. N.


DR

Le colonel Claus von Stauffenberg (1907-1944). Descendant d'une vieille famille souabe, arrière-petit-fils du grand Gneisenau, il fréquente dans sa jeunesse les cercles de la Révolution conservatrice. Tout d'abord favorable au IIIe Reich comme la majorité des Allemands, il bascule dans une opposition absolue après son expérience de la guerre en Russie. Payant de sa personne, il dépose lui-même la bombe qui aurait dû tuer Hitler le 20 juillet 1944, ce qui lui vaut d'être immédiatement exécuté.

Thomas Nipperdey (1927-1992), historien allemand, spécialiste de l'histoire des idées et des mouvements politiques, fut un défenseur de l'objectivité et de l'indépendance de l'histoire face à la politisation marxiste dans les années soixante à quatre-vingt. Mettant l'accent sur la continuité allemande et sur les changements, il écrit : *« Le monde n'est pas un système, c'est une histoire. »* Le 17 juin 1985, lors de l'anniversaire de l'insurrection nationale de Berlin-Est en 1953, quatre ans avant la chute du Mur, il prononce la conférence sur l'unité allemande dont nous publions des extraits traduits par Thierry Buron (les titres et sous-titres sont de notre rédaction). Lors de la « querelle des historiens » à la fin des années quatre-vingt, il rétablit avec Stürmer et Schulze les droits de l'histoire contre les déformations de la « mémoire ». Et, en 1990, quelques mois avant la réunification, il dénonce l'arrogance des post-nationaux. Les éditions Gallimard ont publié en 1992 un recueil de textes de Thomas Nipperdey, sous le titre *Réflexions sur l'histoire allemande*, traduction de Claude Orsini.

---

(1) En France, certains théoriciens, à la suite de Tocqueville et de Taine, considèrent que ce fut une chance pour les Allemands et les Italiens d'échapper à la centralisation d'un État de type français. NDT.

(2) Jusqu'à la réunification du 3 octobre 1990, le jour de l'unité allemande (17 juin) commémorant le soulèvement populaire de Berlin-Est du 17 juin 1953, était la fête nationale allemande, remplacée depuis 1990 par le 3 octobre.

SUR HEIDEGGER

Aux procureurs zélés du procès « Heidegger », la correspondance du philosophe avec Karl Jaspers – figure de la résistance au nazisme – et Élisabeth Blochmann, récemment publiée (1), n'apporte que des pièces à décharge. Est-ce la raison du silence autour de cette publication ?

Ainsi, la lettre de Jaspers à Heidegger (23 août 1933) concernant le fameux et « sulfureux » *Discours du rectorat* est sans équivoque. Reconnaissant certaines *« particularités [...] qui sont de circonstances »*, Jaspers affirme : *« Votre discours a [...] un soubassement digne de foi. Je ne parle pas de style et de densité, lesquels [...] font de ce discours le document, unique à ce jour et qui restera comme tel, d'une volonté dans l'université actuelle. »* Et ce n'est pas seulement le *Discours du rectorat* que Jaspers approuve, mais bien la politique universitaire du IIIe Reich : *« Hier, la nouvelle constitution de notre université* [Heidelberg] *a paru dans la presse. C'est un pas extraordinaire. [...] Je ne peux faire autrement que de trouver correcte la nouvelle constitution. [...] Je souhaite pleine réussite à ce principe aristocratique. »* Surprenant, non ?

Mais plus étonnant encore est la correspondance de Martin Heidegger et d'Élisabeth Blochmann. Outre que l'on y mesure les efforts déployés par Heidegger pour protéger son amie juive, on y découvre une bouleversante profession de foi dans le modèle éducatif que Heidegger espérait mettre en œuvre. Ainsi, lorsqu'elle se vit proposer un poste dans une école internationale de quakers en Hollande, Élisabeth Blochmann refusa et justifia de la manière suivante sa décision : *« Je ne peux pas. Je ne peux pas croire à une éducation qui ne laisse pas les enfants s'enraciner véritablement en leur "patrie", qui ne leur donne pas le sentiment sûr d'appartenir à un peuple comme entité, toutes choses dont nous fûmes, quant à nous, gratifiés. Et si grande que soit l'admiration que j'ai pour le caractère serviable des quakers [...] je ne pourrais donner à l'école la vie qui lui insufflerait tout son sens »* (lettre du 10 mars 1934). Cette magnifique et tragique leçon de patriotisme d'une Allemande en exil méritait, semble-t-il, d'être méditée.

CHARLES BERRIAS

(1) Martin Heidegger, *Correspondance avec Karl Jaspers, Correspondance avec Élisabeth Blochmann*. Gallimard, 1996, 477 pages, 190 F.

LES CORPS-FRANCS ET LA RÉVOLUTION DU NIHILISME

Comment Clemenceau fabriqua Hitler

ENTRETIEN AVEC DOMINIQUE VENNER

Enquête sur l'histoire : Dominique Venner, vous avez récemment publié aux éditions Pygmalion/Gérard Watelet *Histoire d'un fascisme allemand. Les Corps-francs du Baltikum.* Pourquoi ce titre ambigu?

Dominique Venner : L'ambiguïté est volontaire. Elle reflète la complexité de cette histoire. Le livre aurait pu s'appeler *La révolution allemande, 1918-1934.* Mais j'ai choisi d'explorer cette période mal connue et capitale à travers les acteurs essentiels et romantiques que furent les corps-francs. Après avoir sauvé l'Allemagne et peut-être l'Europe d'une révolution bolchevique en 1919, protégé ensuite les frontières orientales du Reich, ce sont eux qui fournirent les premières troupes d'Hitler à Munich. Mais c'est également parmi eux que se recruteront par la suite ses plus farouches adversaires.

ESH : Mais pourquoi « *UN* » fascisme ?

DV : Pour distinguer clairement les corps-francs du nazisme. Historiquement, il n'y a qu'un seul vrai fascisme, celui de Mussolini. Les nazis ne se sont d'ailleurs jamais dits fascistes. Dans leur bouche le mot était péjoratif. Par son millénarisme et son racisme, le nazisme est d'une autre nature que le fascisme. Il n'en reste pas moins qu'il existe des parentés sociologiques qu'avait bien mises en évidence Jules Monnerot.

ESH : Quelles sont ces parentés sociologiques ?

DV : En Europe, au lendemain de la Première Guerre mondiale, et en riposte aux menaces bolcheviques comme en réaction à des frustrations nationales, on voit apparaître, surtout en Italie et en Allemagne, un type d'homme bien spécifique qu'on ne reverra plus, et dont les corps-francs sont l'incarnation. Des hommes fabriqués en grand nombre par la guerre. Celle-ci a établi une sélection impitoyable entre ceux que l'épreuve a moralement écrasés, et ceux qui en sont sortis plus forts et comme purifiés. Chez ces derniers, la guerre a broyé les différences sociales. Elles les a égalisées selon un standard qui n'a rien à voir avec celui de la vie civile. La distinction qui s'est élaborée entre eux n'est plus celle de l'argent, mais du courage. Et cette distinction, ils veulent la transposer dans la société d'après-guerre. À leur façon, ce sont des socialistes. Mais leur socialisme est de type militaire, ils ne reconnaissent que la hiérarchie du mérite. Ils partagent la même foi dans le pouvoir de la volonté et un goût évident pour les méthodes expéditives. En eux ne se résume pas toute l'essence du fascisme, mais on en est proche. Le fascisme en tant que tel ajoute des ingrédients proprement politiques qui en font une sorte de bonapartisme motorisé. Il fut aussi la plus radicale des révoltes contre le monde bourgeois au XX[e] siècle.


DR

Berlin, une capitale historique chargée d'histoire. Photo prise le 20 mars 1920, au premier matin du putsch de Kapp. Les corps-francs de la brigade Ehrhardt ont mis en batterie un canon Unter den Linden, dans l'alignement de la porte de Brandebourg. Sur leurs casques, les hommes ont peint la croix gammée, emblème nationaliste, monopolisé ensuite par les nazis.

ESH : Mais qui étaient les corps-francs et d'où sortaient-ils ?

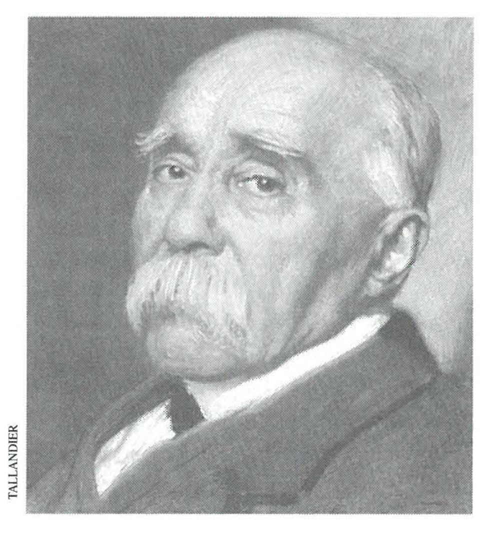
DV : Ils étaient les fils de la guerre et de la révolution allemande de novembre 1918. Après la tension et les souffrances des années de guerre, la défaite a provoqué l'implosion de l'ancienne société. Mutineries dans la flotte et dans l'armée, abdication de Guillaume II, proclamation de la République à Berlin et à Munich, liquéfaction des anciens cadres. Et partout, dans toutes les grandes villes, des soulèvements spartakistes, version allemande du bolchevisme qui a triomphé l'année précédente en Russie. À Moscou, d'ailleurs, Lénine croit dur comme fer que la révolution va se propager à l'Allemagne. Et il s'en faut de peu. C'est là qu'apparaissent les corps-francs. Ils se forment spontanément au sein des régiments mutinés à l'appel d'un officier ou d'un sous-officier. Quelques volontaires qui en ont assez de se faire insulter, se regroupent. Ils font face, mauser au poing. Ils ont l'avantage du métier et de l'audace. Par la suite, il seront rejoints par beaucoup de jeunes étudiants patriotes attirés par l'aventure.

ESH : Ont-ils un statut officiel ? Quelles sont leurs relations avec la république de Weimar ?

DV : Le fragile gouvernement de novembre a besoin d'eux. Ils sont le dernier rempart contre les insurrections spartakistes. Les corps-francs vont sauver la République, reconquérir Berlin à deux reprises en 1919, et intervenir dans tout le Reich pour écraser les soulèvements rouges. Cela se fait au canon et à la mitrailleuse, avec des centaines de morts et pas mal d'atrocités de part et d'autre. L'Allemagne est en pleine guerre civile ! Et cela durera, avec des hauts et des bas jusqu'à la fin de 1923. Entre-temps, les corps-francs sont intervenus aussi dans le Baltikum (les Pays baltes) contre l'Armée Rouge, dans l'espoir de s'y tailler une nouvelle patrie. Mais toutes les promesses qu'on leur a faites seront trahies. Ils reviendront la rage au cœur, ayant mille raisons de se révolter contre un régime qu'ils ont sauvé, mais que maintenant ils haïssent.

ESH : Vous dites que l'Allemagne a vécu une sorte de guerre civile jusqu'en 1923. Mais que faisaient donc les Français et les Alliés ?

DV : Ils se frottaient les mains. Cette fois, les « Boches » étaient par terre et tant mieux s'ils se dévoraient entre eux. Mais pour comprendre un peu la situation de l'Allemagne de ces années-là, il faut ajouter que ce pays était dans


TALLANDIER

Georges Clemenceau (1841-1929). Originaire d'une famille républicaine de Vendée, député de Paris en 1876, son éloquence cinglante fait de lui un « tombeur » de ministère. Compromis dans le scandale de Panama, il se rétablit en s'affichant comme défenseur de Dreyfus. Chef du gouvernement de 1906 à 1909, il réprime l'agitation syndicale à coups de fusil. Appelé au gouvernement lors de la crise de 1917, il rétablit la situation avec énergie, instituant une véritable dictature de guerre. Mais après la victoire, son rôle dans la rédaction du traité de Versailles se révélera désastreux.

un état de détresse effroyable. L'une des raisons importantes de l'effondrement de novembre 1918 était la famine qui frappait la population du fait du blocus hermétique pratiqué par l'Angleterre. On mourait littéralement de faim, surtout les enfants. C'était hallucinant.

ESH : Défaite, guerre civile, famine, l'Allemagne vaincue de 1919 se voit aussi imposer le traité de Versailles.

DV : De mémoire d'Européen, on n'avait jamais vu quelque chose de comparable au traité de Versailles. Traité n'est d'ailleurs pas le mot puisque toutes les clauses furent imposées aux Allemands sans négociation. À la tête de la délégation française, Clemenceau mène le jeu face aux Alliés au cours de la Conférence préparatoire, exigeant toujours plus et refusant toute concession. En remettant aux plénipotentiaires allemands les « Conditions de paix », il donne le ton : *« Ce n'est ici ni le temps ni la place des mots superflus. L'heure de notre lourd règlement de compte est venue. »* Cet homme au cœur de pierre a souffert de la défaite de 1870. Mais elle ne lui a rien appris, sauf la vengeance. Les clauses du traité sont bien connues. Cela commence par une condamnation morale de l'Allemagne désignée comme l'agresseur en 1914 (1). Tout le reste en découle. Occupation militaire de la Rhénanie, armée démantelée, marine supprimée, territoire amputé, populations (7 millions d'Allemands) livrées à des États hostiles, sans parler de l'absurde « corridor » de Dantzig, de la cession à la France des mines de la Sarre et du versement de « réparations » à payer jusqu'en 1999... etc. Le tout assorti de pièges qui ligotent le pays. Tout a été résumé par Keynes qui démissionna pour protester contre l'intransigeance de Clemenceau : *« Cette paix, qui contient en germe la décadence de toute la civilisation européenne, est une des actions les plus scandaleuses qu'ait pu commettre un cruel vainqueur au cours des siècles civilisés. »*

ESH : Quelle fut la réaction allemande ?

DV : Des communistes aux nationalistes, toutes opinions confondues, l'Allemagne rejeta le traité de Versailles comme une intolérable injustice. C'est pourquoi en exigeant des hommes de Weimar une signature sans discussion, Clemenceau les désignait à l'opinion comme des traîtres. Ah ! on ne peut pas dire que la République française ait fait des cadeaux à celle de Weimar ! En 1923, sous prétexte d'un retard dans les « réparations », Poincaré, qui a remplacé Clemenceau, fait occuper la Ruhr, ce qui provoque une résistance unanime. Les conséquences en chaîne plongent le pays dans un effroyable chaos. À la fin de l'année, l'inflation est telle qu'il faut donner un milliard de marks pour un seul dollar ! De nouveau, on meurt de faim pendant que les trafiquants s'engraissent. C'est à cette époque, justement, qu'Hitler commence à faire parler de lui. Le jugement le plus lucide sur cette période a été porté par Georges Bernanos qui ne passe pas pour un admirateur du Führer. C'était en 1938, dans *Les grands cimetières sous la lune*. Je lis : *« La puissance d'Hitler est née de l'humiliation allemande, de l'Allemagne avilie, décomposée, liquéfiée de 1922. Elle a le visage de la misère allemande, lorsque les innommables, les intouchables reporters des deux mondes se donnaient pour un louis le hideux plaisir de voir danser entre eux, fardés, poudrés, parfumés, jouant des hanches et le ventre vide, les fils des héros morts, tandis que M. Poincaré, le petit avoué aux entrailles d'étoupe, au cœur de cuir, faisait grossoyer les huissiers. »*

PROPOS RECUEILLIS PAR STANISLAS LAMBERT

Dominique Venner, *Histoire d'un fascisme allemand. Les Corps-francs du Baltikum.* Éditions Pygmalion/Gérard Watelet.

(1) Sur les responsabilités de la guerre, voir dans notre numéro 12 (*La Grande Guerre*) l'étude de Jean-Baptiste Duroselle.

ERNST JÜNGER

Un destin allemand

PAR ISABELLE ROZET

Il résume beaucoup d'ambiguïtés allemandes, épousant ou anticipant l'esprit de son temps. Plus qu'un autre, Jünger a participé aux turbulences du siècle, puis il s'est retiré, semant dans son œuvre les germes d'une renaissance spirituelle.

Singulier destin que celui du Protée de la littérature allemande ! En un siècle d'existence, Ernst Jünger, né à Heidelberg le 29 mars 1895, a combattu dans les deux guerres mondiales et connu quatre formes différentes de régime politique. De 1895 à 1918, l'empire wilhelminien dont le confort, morne et mesquin, était aux yeux du lycéen bien fade devant le rêve exaltant d'une Afrique à découvrir et dont il s'échappa pour revêtir, l'espace de quelques mois, l'uniforme de la Légion étrangère. De 1925 à 1932, devenu l'un des chefs incontestés du mouvement néo-nationaliste, noyau dur de la Révolution conservatrice, Jünger rejette la République de Weimar. De 1933 à 1949, il subit tout d'abord la dictature national-socialiste puis l'effondrement de son pays. Aujourd'hui plus que centenaire, le citoyen de la République fédérale, condamné par l'histoire à vivre dans le cadre exigu et surpeuplé des anciennes zones des vainqueurs occidentaux, a suivi avec intérêt la réunification des deux États allemands.

Proche des idées énoncées par Nietzsche, et sans jamais cesser de se sentir Allemand, Jünger s'est vite compris comme un interprète



Portrait d'Ernst Jünger par Eric Heidenkopf. Évoquant **Sur les falaises de marbre,** *Julien Gracq écrit en 1950 :* **« Je donnerais presque toute la littérature des dix dernières années pour ce livre »** *(***La littérature à l'estomac***).*

du monde en général, du XX[e] siècle en particulier. Comme si, secrètement, il rêvait de corriger les imperfections de l'histoire, ne cessant de questionner l'ordre et le chaos, le sang et l'or, le pouvoir et son essence. Entomologiste passionné, Jünger observe et dissèque avec le même regard froid, la vie des sociétés.

Prise dans sa totalité, son œuvre originale, foisonnante et riche, contient paradoxes et contradictions. Mais n'en est-il pas ainsi de son époque ? Si les premiers écrits exaltent la discipline guerrière, les livres de maturité, en revanche, laissent place à un individualisme prononcé qui trouve sa plus haute expression dans l'« Anarque », figure emblématique du roman *Eumeswil* publié en 1977. En dépit des apparentes contradictions qui existent entre les deux grandes périodes d'inégale durée dans sa vie, un élément constitutif de sa pensée les relie entre elles : depuis qu'il écrit, il n'a pu renoncer à vouloir échapper au temps, à l'histoire et à attendre la venue d'une nouvelle ère. Le diagnostic des maux de l'histoire établi par Jünger n'est certes pas immuable, l'analyse que le jeune publiciste des années vingt pouvait proposer diffère fort de celle de l'homme d'âge mur : ici, la révolte, là, une « contemplation solitaire ». Dans les deux cas cependant, Jünger dresse le constat d'une décadence et ouvre l'homme à de nouvelles perspectives, le faisant pleinement participer aux grandes métamorphoses de la terre.

Durant les douze premières années, de la parution des *Orages d'Acier* (1920) à celle du *Travailleur* (1932), Jünger s'est inscrit dans le débat politique de son temps et d'un pays où l'issue de la Première Guerre mondiale avait signifié défaite militaire, fin de la monarchie impériale et instauration d'une république malaimée. Proche des théories émises par Oswald Spengler dans son ouvrage hardi *Le déclin de l'Occident*, Jünger, comme beaucoup de ses contemporains, est convaincu de vivre un moment crucial de l'histoire, une période de bouleversements tels qu'ils dépassent en importance les événements de la Révolution française, de la Réforme, et peut-être même des grandes invasions.

La Première Guerre mondiale constitue la trame des analyses qui sous-tendent la première période. Cette guerre, telle qu'elle apparaît dans ses différents écrits, est cependant dépourvue de tout lien avec un contexte social et politique, comme si seule avait compté sa portée métaphysique.

De 1925 à 1932, l'engagement idéologique de Jünger se porte sur une activité intense de publiciste dans les organes national-



Le Chevalier, la Mort et le Diable, ***gravure d'Albrecht Dürer datée de 1513. Elle n'est énigmatique que pour qui ne sait pas la déchiffrer. Jean Cau lui a consacré un long poème philosophique sur l'éveil, le destin et le courage, publié à la Table Ronde en 1977 :*** **« Et qui est cet homme en lequel tout se résume et se joue ? Un guerrier. Voyez : il domine ce qui l'écrase ou le menace. Il est plus grand que la mort ou le diable. D'une tête. Ici commence alors l'aventure de l'homme d'Occident qui s'arrache aux glaises brûlantes du Moyen Âge où il a pris sa forme et sa foi. Les terreurs l'accompagnent encore mais, désormais, il les domine. Il ne croira plus aux dieux dans la terreur et la communion mais dans une solitude où il puisera orgueil et force. La volonté est en marche. »**

révolutionnaires. Il publie des articles flamboyants et polémiques dans différents organes extrémistes. Mais c'est seulement après la parution de *Feuer und Blut* (*Feu et Sang*), en 1925, qu'il jouit d'une véritable réputation. La fin de cette période d'engagement est marquée par la publication d'un essai *La Mobilisation totale* (1930) et du traité philosophique *Le Travailleur* (1932), épilogue d'envergure pour conclure une période personnelle, mais annoncer aussi les riches et inquiétantes perspectives de ce siècle. L'expérience douloureuse et exaltante des combats passés avait incité Jünger à conférer à la guerre la valeur d'un régénérateur. À l'instar d'Héraclite qui affirmait que *« La guerre est le père de toutes choses, de toutes choses le roi ; et les uns, elle les porte à la lumière comme dieux, les autres comme hommes ; les uns, elle les fait esclaves, les autres libres* (1) *»*, Jünger conçoit la guerre comme une puissance fécondante car elle a engendré une nouvelle humanité. Les armes seules firent la différence et permirent de distinguer, dans les deux camps, les guerriers des vaincus, la puissance de la faiblesse. Dans l'optique jüngerienne, on avait pu vivre la guerre de deux manières : soit en esclave, qui ne voit que ses propres souffrances et l'aspect négatif des choses ; soit en homme libre qui s'affirme dans une *« sublime inutilité »*. Cette

LA RÉVOLUTION CONSERVATRICE

Imposée par les travaux d'Armin Mohler (1949), la locution « Révolution conservatrice » définit un vaste mouvement d'idées qui s'étend bien au-delà du champ de la politique. Ce mouvement protéiforme atteint son paroxysme entre 1925 et 1930, mais il est né avant 1918 de la crise du monde moderne et de la *« dislocation de la vieille charpente chrétienne qui, depuis un millénaire, structurait l'Occident »* (Mohler). Contrairement aux mouvements réactionnaires ou traditionalistes, il ne s'en désole pas. Des noms parmi les plus grands de la pensée allemande lui sont associés, Thomas Mann, Oswald Spengler, Carl Schmitt, Gottfried Benn, Ernst Jünger et bien d'autres. Deux antécédents l'ont fortement influencée, le romantisme allemand et Nietzsche.

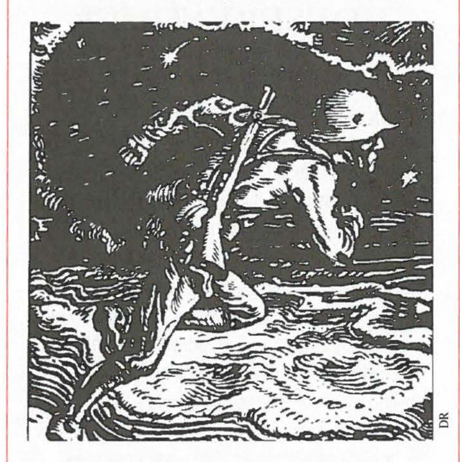
Puissant courant intellectuel et poétique, né à la fin du XVIIIᵉ siècle, le romantisme allemand s'insurge contre l'artificialité, le rationalisme et le matérialisme des Lumières. À la suite de Herder, il oppose à l'universalisme abstrait la réalité vivante et multiple des cultures. Chaque peuple est porteur d'un génie original, d'une âme qui survit au temps sous des formes changeantes, et dont la langue est l'expression.

De Nietzsche, les penseurs de la Révolution conservatrice ont retenu le défi du nihilisme (*« la mort de Dieu »*), auxquels ils répondent par une nouvelle recherche de sens : la religiosité nationale (ou celle de l'action) éternisant ce que le destin individuel a d'éphémère. Le mythe de l'Éternel retour conforte une vision cyclique de l'histoire en opposition radicale avec la vision linéaire et finaliste issue du judéo-christianisme. Saisie dans cette structure mentale, l'idée de révolution acquiert une profondeur inhabituelle. Elle ne signifie pas seulement rupture et bouleversement, mais retournement, achèvement d'un cycle historique, promesse d'un nouveau départ. Quant au conservatisme, il n'est pas l'immobilisme ou l'attachement à des formes caduques. Dans l'esprit du romantisme allemand, il signifie attachement à l'essentiel, à ce qui ne peut mourir et qu'un choc révolutionnaire libérera de la gangue du temps.

L'idée d'une révolution assurant le resurgissement d'un ordre fondamental, porte en elle un formidable dynamisme. Elle prend appui sur la conviction métaphysique que l'époque est celle d'un interrègne entre un ordre déjà mort et à autre à venir.

DOMINIQUE VENNER

ERNST JÜNGER



L'Assaut, *par Paul Weber.*

Ernst Jünger est né à Heidelberg le 29 mars 1895. Engagé le 1er août 1914 au 73e régiment de fusiliers hanovriens, il combat dans les troupes d'assaut. Blessé quatorze fois, il termine la guerre avec les épaulettes de lieutenant et l'ordre « Pour le Mérite », dont il tirera toujours une légitime fierté. Avec son accord, il est maintenu dans la Reichswehr jusqu'en 1923. À cette époque, la publication de ses livres sur la guerre, *Orages d'Acier* (1920), *La guerre notre mère* (1922), *Le boqueteau 125* (1925), etc, commence à le faire connaître comme écrivain. Ayant quitté la Reichswehr, il étudie la zoologie et la philosophie à Naples et Leipzig jusqu'en 1925, vivant de sa plume. Figure dominante de la « Révolution conservatrice » des années 1925-1930, il publie en 1932 *Le Travailleur*, son essai métapolitique le plus fameux. Tout d'abord assez favorable au national-socialisme en 1925, il s'en écarte par la suite et devient un opposant virtuel à partir de 1933. Il publie en 1939 un roman symbolique, *Sur les falaises de marbre* qui est reçu comme une condamnation codée du IIIe Reich. En fait, dès la fin des années trente, il s'est détourné de la politique, choisissant la position de l'observateur froid, celle de l'Anarque, figure à laquelle il donnera forme dans son roman *Eumeswil* (1977). Proche des conspirateurs antinazis du 20 juillet 1944, il est cependant interdit de publication en Allemagne par les autorités d'occupation jusqu'en 1949. Hormis *Le traité du rebelle* (1951) et *Le nœud gordien* (1953), son œuvre se veut désormais purement littéraire. Pourtant, la publication régulière de son journal montre qu'il ne reste pas étranger au temps. Sa nouvelle carrière d'écrivain lui vaut respect et célébrité. Il y brille d'un éclat tout personnel, son talent stylistique, l'originalité de sa pensée et sa hauteur de sentiments ne rencontrant pas de concurrents.

conception rappelle Nietzsche qui refusait le pessimisme négateur de Schopenhauer mais aussi l'optimisme des hégéliens et des darwinistes. On peut reconnaître les horreurs de l'histoire et de la nature et, sans faillir, pleinement dire oui à la vie.

La recherche ambiguë de l'énergie eut deux conséquences pour Jünger et les siens : dans l'attente du maître, ils favorisaient le culte du héros ; enfin, au nom d'une révolte anarchisante qui rejetait la raison, cette base de la modernité, ils semblaient ne vouloir se fier qu'à l'instinct. Ce désir était d'autant plus puissant qu'il se tissait sur un fond d'ennui de civilisation et finalement, dans la hantise de la mort et du temps.

Les membres les plus ardents de la révolution ultranationaliste voulurent saisir les conséquences effectives des nouvelles réalités. Ils déclarèrent la guerre à la modernité, à tout le courant progressiste dont la pensée monolinéaire se targuait d'expliquer le monde à l'aide de discours scientifiques et naturalistes. À plus d'un égard, Jünger joua à cette époque un rôle essentiel sur le plan théorique, s'attachant à détruire l'héritage des Lumières, legs étranger selon lui à l'âme allemande.

Les titans et les dieux

Prédicateur de nouvelles réalités héroïques, Jünger prophétisait que la technique influencerait tous les domaines, spirituel, religieux, social et politique. Le processus d'une mécanisation universelle signifiait une nouvelle transcendance, une nouvelle façon de vivre, héroïque, impliquant le sacrifice de chacun à la communauté. Il voyait cette première époque sous l'aspect d'une mobilisation de toutes les forces poussant à des guerres et des révolutions planétaires, un avenir riche de promesses, pour la force élémentaire de l'Allemagne. Il s'agissait alors d'accélérer le processus de décomposition et d'affirmer la féconde anarchie.

C'est en faisant l'apologie de l'instinctif et de l'irrationnel, opposés tous deux au rationalisme, que Jünger devait rencontrer l'idéologie fascisante, la frôler dangereusement. Cependant, dès 1927, alors qu'il publie toujours ses articles et que *Le Travailleur* n'a pas encore été conçu, Jünger apparaît déjà comme un observateur distant.

Son parcours ultérieur le révèle voué à la contemplation et à la méditation. Raison pour laquelle les genres littéraires de l'essai ou du journal occupent une place importante dans l'œuvre. Quand il écrit des romans, il situe volontiers l'action en un lieu imaginaire, projeté vers l'avenir. Il montre avec une passion glacée et minutieuse ces lézardes qui fissurent des vieilles cultures dans le court roman de 1939 *Sur les falaises de marbre*. Il annonce la dislocation des grands États dans *Heliopolis* en 1949, et finalement, la dislocation de l'histoire elle-même dans une cité stérile, *Eumeswil*, en 1977.

L'histoire telle que Jünger, désabusé, la décrit dans *Eumeswil* se ressent de la tragédie allemande, des horreurs de la Seconde Guerre mondiale et d'une nouvelle défaite. Le tort de l'histoire est de s'être laissée leurrer par un progrès technique, en apparence rassurant, et d'avoir donné une interprétation réductrice de l'homme. Cette crise de civilisation s'accompagne d'un presque désespoir anthropologique. Leurs itinéraires individuels mènent les héros de Jünger à la dislocation interne, les conduisant à frôler la folie, ainsi Lorenz des *Abeilles de Verre*, Friedrich Bahro du *Problème d'Aladin*. Jeté dans un monde désenchanté qu'il juge médiocre, le personnage jüngerien est en proie à une immense solitude. En exil même dans son propre pays, comme sans doute beaucoup d'Allemands, il éprouve une lancinante nostalgie du monde originel d'où il est tombé.

Toutefois, l'écrivain ne désespère pas de la vie. L'histoire tend vers une destruction suivie d'une renaissance. Jünger franchit ce qu'il nomme dans les années cinquante le *Mur du Temps* (2). Contre la raison stérile et le nihilisme, il choisit le mythe et ses dieux. Pour Jünger, le mythe n'est pas seulement une réalité plus pleine. Le mythe voit l'histoire comme le combat qui obéit aux lois des changements d'alliances que concluent peuples et hommes avec les puissances supérieures. Les hommes s'allient tantôt avec les titans et les géants, tantôt avec les dieux olympiens. Le mythe des titans est, pour lui, le paradigme moderne. Aussi, la quête que Jünger invite à entreprendre, c'est d'aller à la rencontre des dieux, afin que l'homme reprenne connaissance de lui-même et du cosmos dans lequel il vit.

I. R.

Isabelle Rozet est maître de conférences. Spécialiste d'Ernst Jünger, elle a soutenu en 1992 sa thèse sur *Ernst Jünger, sentinelle entre mythe et histoire.*

---

(1) Héraclite, *Fragments*, Marcel Conche, Paris, 1986, p. 441.

(2) Pour une bibliographie complète des œuvres d'Ernst Jünger en allemand et pour les traductions, on se reportera au numéro 48/1996 de la revue *Nouvelle École*, consacrée à Ernst Jünger.

Un cœur aventureux

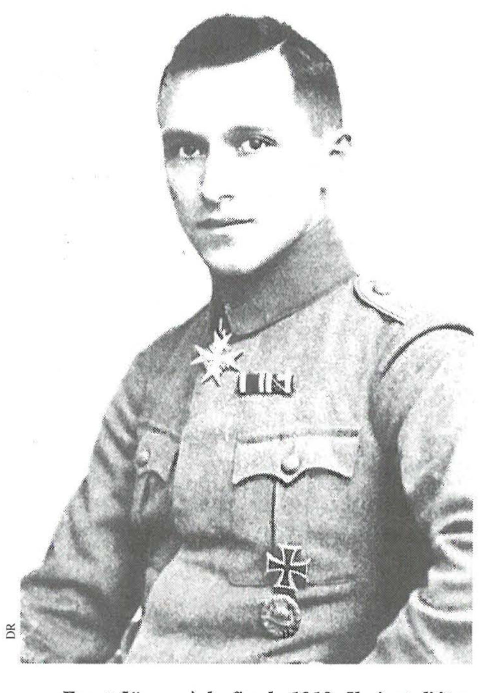
PAR CHARLES VAUGEOIS

« Plus on mènera une vie cynique, spartiate, prussienne ou bolchevique, mieux cela vaudra... Seule une forte conscience de soi, incarnée dans une couche dirigeante jeune et brutale, peut nous délivrer du vieux cordon ombilical... »

Rendu célèbre par ses livres de guerre, Jünger n'est pas un inconnu quand il se lance, en 1925, dans le flot tumultueux de la « Révolution conservatrice ». Pendant quelques années, jusque vers 1930, ce mouvement intellectuel polymorphe offre aux réprouvés de la jeune génération du front le sentiment qu'ils sont, suivant le mot d'Ernst von Salomon, *« les porteurs maudits de forces créatrices »*, les porteurs de l'avenir.

Ni activiste, ni conspirateur, ni chef de mouvement, Jünger s'impose sur le seul terrain des idées en accordant sa collaboration à plusieurs revues des anciens corps-francs. Au dire d'Ernst von Salomon, il est alors le seul écrivain de la droite révolutionnaire dont les écrits suscitent parfois des commentaires dans la presse de grande diffusion.

À l'époque, il se proclame nationaliste et s'en explique dans une préface qu'il accorde en 1926 à *Aufmarsch des Nationalismus*, essai de son frère, Friedrich-Georg : *« Nous revendiquons le nom de nationalistes... Nous ne revendiquons pas l'universalité. Nous la rejetons, depuis les droits de l'homme et le suffrage universel jusqu'à la culture et aux vérités générales... Nous ne voulons pas l'utile, le pratique ou l'agréable, nous voulons le nécessaire – ce que veut le Destin... »* (1)


DR

Ernst Jünger à la fin de 1918. Il vient d'être décoré de l'ordre « Pour le Mérite ». Publiés en 1920 sous le titre* Orages d'acier*, ses carnets de guerre l'ont imposé d'emblée comme un écrivain incomparable.

Trois ans plus tard, en 1929, sa vision s'étant quelque peu modifiée, il saisira l'occasion de préciser que, pour lui, le nationalisme n'est pas un absolu. *« Le mot nationalisme est un drapeau fort utilisable pour fixer clairement la position de combat originale d'une génération pendant les années chaotiques de transition ; ce n'est aucunement, comme le croient beaucoup de nos amis et aussi de nos ennemis, l'expression d'une valeur supérieure : il désigne une condition, mais non pas notre but »* (2).

En 1925, les choses n'étaient pas encore aussi claires, ce qui n'a rien de surprenant, le recul et la réflexion faisant défaut. Jünger en est à ses premiers pas en politique. À l'époque, il estime que le personnage encore peu connu d'Hitler, comme celui de Mussolini, annonce *« un nouveau type de chef »* (*Standarte*, 13 septembre 1925). Longtemps après, dans son *Journal de guerre* (édition de 1985), il aura l'honnêteté d'évoquer le choc que fut pour lui la découverte du tribun à ses débuts : *« Je connaissais à peine son nom lorsque je l'ai vu dans un cirque de Munich où il prononçait l'un de ses premiers discours... J'ai été saisi, comme si je subissais une purification. Nos efforts incommensurables, pendant quatre années de guerre, n'avaient pas seulement conduit à la défaite, mais à l'humiliation. Le pays désarmé était encerclé par des voisins dangereux et armés jusqu'aux dents, il était morcelé, traversé par des corridors, pillé, pompé. C'était une vision sinistre, une vision d'horreur. Et voilà qu'un inconnu se dressait et nous disait ce qu'il fallait dire, et tous sentaient qu'il avait raison. Il disait ce que le gouvernement aurait dû dire, non pas littéralement, mais en esprit... Et ce n'était pas un discours qu'il prononçait. Il incarnait une manifestation de l'élémentaire, et je venais d'être emporté par elle... »*

À l'origine, entre le jeune tribun et le jeune combattant rendu célèbre par la publication des *Orages d'acier* (1920), le courant passe. Hitler lui envoie avec une dédicace la première édition de *Mein Kampf*. Par retour du courrier, Jünger le remercie en lui adressant ses livres de guerre. Sur la page de garde de *Feuer und Blut*, il a inscrit cet hommage daté du 9 janvier 1926 : *« À Adolf Hitler, Führer de la Nation ! Ernst Jünger »*.

La même année, Hitler annonce sa visite chez Jünger à Leipzig, puis se décommande, son itinéraire ayant été modifié. *« Cette visite se serait sans doute déroulée sans résultat,* commentera Jünger dans son *Journal de guerre... Mais elle aurait certainement apporté le malheur. »*

L'année suivante, en 1927, Hitler offre à l'écrivain un mandat de député au Reichstag. Proposition déclinée, Jünger considérant que

« l'écriture d'un seul vers a plus d'intérêt que la représentation de 60 000 imbéciles au Parlement ». C'est du moins l'explication qu'il fournira après.

Ce n'est pourtant pas encore la rupture. Le 27 décembre 1929, période finale de son engagement politique, Ernst Jünger écrit encore dans la revue *Die Kommenden* : *« Nous souhaitons du fond de notre cœur la victoire du national-socialisme, nous connaissons le meilleur de ses forces, l'enthousiasme qui le porte, nous connaissons le sublime des sacrifices qui lui sont consentis au-delà de tout doute. Mais nous savons aussi qu'il ne pourra se frayer un chemin en combattant* [...] *que s'il renonce à tout apport résiduel issu d'un passé révolu. »*

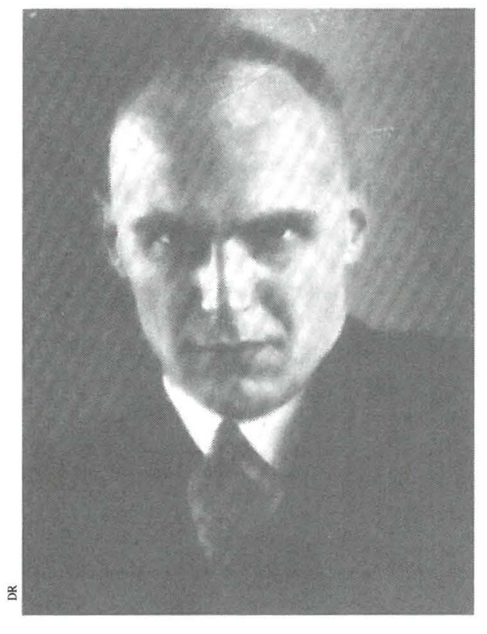
Le sens de la réserve est énigmatique, mais elle est là. En fait, malgré l'article du *Kommenden*, l'écrivain a déjà pris ses distances avec le national-socialisme et avec l'action politique en général.

Lors de l'arrivée au pouvoir d'Hitler en 1933, Jünger et beaucoup d'autres figures de la Révolution conservatrice deviendront des opposants virtuels. Le IIIe Reich leur semble un simulacre négatif de leurs espérances. Si les nouveaux dirigeants de l'Allemagne montrent des dons politiques et de la volonté, ils manquent à leurs yeux des qualités essentielles, culture, hauteur morale, sens élevé des responsabilités, distance froide dans la détermination des choix.

Même à l'époque des premiers grands succès internationaux, alors qu'Hitler et son équipe brisent une à une les chaînes du traité de Versailles, ils ne se laissent pas séduire. Certains entrent même dans une opposition irréductible qui les conduira à la mort. Ils ont pressenti que les projets de domination raciale et territoriale dessinés par Hitler entraîneront l'Allemagne et l'Europe vers la catastrophe la plus épouvantable de leur histoire.

Concernant Jünger, la prise de conscience a épousé son évolution personnelle. Dans le cours de l'année 1929, il a publié la première version du *Cœur aventureux* qui marque une rupture avec ses écrits antérieurs et un repli sur la sphère intérieure que pouvait cependant laisser présager son roman *Sturm* publié en feuilleton à la fin de 1923.

Le livre déconcerte les admirateurs des écrits de guerre et des textes politiques. Il avoue un esthétisme purement littéraire, la futilité voulue et l'onirisme recherché qui font l'attrait mystérieux ou irritant des écrits de maturité. Jünger montre qu'il s'est largement détaché des rêves et des engagements des



DR

***L'écrivain Ernst von Salomon (1902-1972) à l'époque de la parution des* Réprouvés *(1930), livre qui transforme en mythe l'aventure des corps-francs à laquelle il a participé de bout en bout. Rencontrant Ernst Jünger à sa sortie de prison en 1929, il dira sa déception de ne pas trouver chez son aîné une vision politique qui dirigeât ou justifiât son action :* « Je dus reconnaître bientôt que cette exigence restait étrangère à la mission de Jünger. »**

années précédentes. Rencontrant Ernst von Salomon en 1929, il lui dit : *« J'ai choisi un poste d'observation élevé d'où je peux regarder les punaises se dévorer entre elles »* (3).

L'exil intérieur

Le parti pris individualiste, le dandysme du nouveau Jünger ne signifie pas que son intérêt pour les réflexions de haute portée ait cessé. En témoignera la publication en 1932 de son essai *Le Travailleur*, texte puissant et dur, qui semble très éloigné du *Cœur aventureux*, publié deux ans plus tôt.

Martin Heidegger fera au *Travailleur* l'honneur d'un séminaire en 1940. Il dira de cet essai qu'il offre une description exemplaire du nihilisme européen issu de la guerre. De fait, le livre est tout entier marqué par la perspective de la « mobilisation totale » des masses et des énergies annoncée par 14-18. Il peut aussi se lire comme un défi à la modernité qu'il propose de combattre avec ses propres armes, en la forçant jusqu'à ses dernières extrémités.

Le Travailleur est le reflet de son temps. C'est un document de premier ordre sur les forces alors au travail en outre-Rhin : *« Ce qui doit inspirer de l'estime à l'étranger qui visite l'Allemagne*, y écrit Jünger, *ce ne sont pas les façades conservées depuis le temps passé, ni les discours solennels pour célébrer le centenaire des classiques, ni les préoccupations qui constituent le thème des romans et des pièces de théâtre – ce sont plutôt les vertus de pauvreté, de travail et de courage qui offrent aujourd'hui le signe visible d'une culture bien plus profonde que ne peut rêver l'idéal culturel bourgeois.* [...] *Pour le reste, plus l'on mènera une vie cynique, spartiate, prussienne ou bolchevique, mieux cela vaudra* [...]. *Seule une forte conscience de soi, incarnée dans une couche dirigeante jeune et brutale, peut trancher assez en profondeur pour nous délivrer du vieux cordon ombilical avec la vigueur nécessaire... »* (4)

La presse du parti nazi critiquera l'ouvrage avec une extrême violence. Dans son édition bavaroise du 22 octobre 1932, le *Völkischer Beobachter*, organe du parti, sous la signature de Thilo von Trotha, consacre un long article à sa dénonciation. Il lui reproche son *« attitude fondamentalement individualiste »*, et conclut en suggérant qu'avec un tel ouvrage, Jünger se rapproche *« de la zone des balles dans la nuque »*. Qu'est-ce qui justifiait une telle menace ? Jünger *« ignore la question fondamentale du sang et du sol »*, commente Trotha. Nulle part, en effet, sous la signature de l'essayiste, on ne trouve jamais trace du déterminisme racial qui caractérise le national-socialisme.

En janvier 1933, lors de l'arrivée d'Hitler au pouvoir dans un gouvernement de coalition, Jünger s'est définitivement éloigné de la politique. Suspecté de complicité avec les « nationaux-bolcheviques », il fait l'objet d'une perquisition en avril 1933. En 1934, il dit publiquement son refus d'entrer à l'Académie des écrivains de Prusse et décline toutes les autres propositions officielles. Par crainte de la Gestapo, l'écrivain détruit son journal des premières années du IIIe Reich, perte qui nous prive des jalons permettant de suivre l'évolution qui est alors la sienne.

Son roman *Les Falaises de marbre*, publié en 1939, en est cependant le témoin irréfutable. Ce livre est apprécié comme une condamnation codée du régime. Pourtant, respectant le soldat héroïque de la Grande Guerre et l'écrivain des *Orages d'acier*, Hitler interdira toute persécution : *« On ne touche pas à Jünger ! »*

Ch.V.

---

(1) La traduction intégrale de cette préface, réalisée par Karin Moeglin, a été publiée dans le numéro 48 (1995) de la revue *Nouvelle École*.

(2) *« Nationalismus und Nationalismus »*, *Tagebuch*, 21 septembre 1929.

(3) Ernst von Salomon, *Le Questionnaire*. Gallimard, 1953, p. 241.

(4) Traduction française de Julien Hervier, Bourgois, pp. 255-260.

UN ALLEMAND ENVAHI PAR LA FRANCE

Parmi les liens secrets qui nous rattachent à ce monde d'outre-Rhin, Ernst Jünger est peut-être, à l'aube de ses cent-deux années, le nœud le plus fort et le plus solide. Sa figure d'exilé volontaire, qui chasse les papillons aux antipodes, disserte dans son journal des frères Goncourt ou des mérites tactiques de la guérilla, nous parle d'un autre monde.

Ce cousin cultive la germanité rogue : *« Je pense que les Français savent apprécier lorsqu'un Allemand se présente comme tel, au lieu de chercher à tout prix à se donner un visage qui n'est pas le sien. »* D'où vient-il, de Heildelberg où il est né, ou des romans français qui nous peignent les officiers prussiens... les von Ebrennac du *Silence de la mer*, épris de littérature française, ou le chevalier Hans de l'*Ondine* de Giraudoux ?

On le sait, même sa fuite à dix-sept ans dans la Légion étrangère passe par Verdun, lieu magique de dispersion de l'empire carolingien. Il y cherchera l'Afrique, les sources du Nil et le soleil. Repris et réexpédié de Sidi-bel-Abbès en Allemagne, il ne goûtera l'ivresse du combat que sur le sol de France, en 1914. Sur un carnet, il notera l'attrait du feu, la beauté de la nature en dépit des bombardements de fer. Il en sortira trois récits de guerre dont le plus fameux d'entre eux, *Orages d'acier* fera s'exclamer André Gide : *« Il est incontestablement le plus beau livre de guerre que j'ai lu ! »* Tous ces livres nous disent l'estime pour le soldat français, *« son élan »* et son courage : *« le plus apte à se mouvoir sous le feu »* (*Orages d'acier*). Cette éducation européenne se fait grâce à l'autre – le combattant ennemi – français, anglais, qu'il va estimer et célébrer toute sa vie durant.

La défaite de 1918 le trouve dans cette armée réduite par le traité de Versailles. Une armée sans guerre. Il la quitte pour Naples et les études de zoologie ; mais aussi les souvenirs de Murat et du cardinal de Bernis. Il commencera par la biologie marine et finira à Berlin agitateur d'une Allemagne écartelée par l'inflation et l'expressionisme, démembrée par les Alliés et minée par les divisions. Il rejoint les dynamiteurs des anciens *« Freikorps »* et brûle d'un nationalisme incandescent.

Dès 1929, Jünger s'éloigne de la politique pour écrire seul, en pensant à son pays. Il visite les écrivains français à deux reprises en 1927 et 1937 et rencontre André Gide, Jean Schlumberger et Julien Green. Mais, l'échec politique personnel de Jünger fera la victoire de l'écrivain.

Il aura le pressentiment d'un âge à venir où les nations disparaîtront sous l'effet de la domination de la Technique avec *Le Travailleur,* son super-héros, comme figure ordonnatrice. Ce livre étrange et déroutant de 1932 sera ce qu'il appelle son *« ancien testament »*. Le nouveau testament s'ouvrira avec *Les Falaises de marbre* (1939), livre d'un combat symbolique entre la tradition et la barbarie. *« Livre prémonitoire »*, dira Carl Jung et qui fascinera Julien Gracq.

La Seconde Guerre mondiale fera de lui un Parisien forcé et un homme envahi par le monde extérieur. Il retrouve ce peuple latin ou « roman » qu'il estime si fort. Ce dernier s'ouvre à lui : peuple en déroute en mai 1940, officiers désorientés qu'il invite à Montmirail le 18 juin 1940, et puis la ville de Laon qu'il protège : *« Je la serrai contre mon cœur comme si elle était devenue toute petite »* (*Jardins et routes*).

Paris, ville lumière et *« seconde patrie spirituelle »*, lui offrira ses ruelles et les souvenirs des romans de Balzac, des journaux de Stendhal... mais aussi de nouveaux amis (Cocteau, Drieu La Rochelle, Jouhandeau, Paul Léautaud et Paul Morand, Picasso et Braque) et de nouveaux ennemis (la police secrète, le SD, qui lutte contre l'armée et une rencontre délicate avec Céline datée du 7 décembre 1941). De sa chambre de l'hôtel Raphaël, son bureau d'adjoint au chef d'état-major du commandant en chef militaire en France (MBF), Ernst Jünger transformait tout en lieu de l'esprit. Cet esprit européen souffre pour l'autre : *« Pas un seul instant, je ne dois oublier que je suis entouré de malheureux, d'êtres souffrant au plus profond d'eux-mêmes. Si je l'oubliais, quel homme, quel soldat, serais-je ? »* (1). Plus encore, ses lectures françaises le renforcent dans l'idée d'une communion franco-allemande, bien éloignée des slogans politiques de l'heure.

Cette union, il la prépare dans le manifeste secret qu'il ébauche et cache à l'hôtel Majestic. Ce court écrit, *La Paix*, au titre significatif, envisagé dès 1942, qui ébauche l'idée d'une union spirituelle de la France et de l'Allemagne, aboutira sur le bureau de Rommel à La Roche-Guyon en 1944. En France, dira-t-il, *« les ressources en "formes" correspondent à l'excédent de forces inorganisées chez l'Allemand et ils sont l'un et l'autre saturés »* (2).

La seconde défaite de son pays lui interdira de revenir en France jusqu'au visa tant attendu de 1950. Jünger renouera alors avec la Méditerranée, qu'il avait goûtée dès 1913, lors de son départ pour Sidi-bel-Abbès, puis à l'occasion de ses voyages vers les îles. Un séjour à Antibes attisera son goût pour la Provence et les chasses subtiles.

Plus tard, de nombreux voyages en Charente (1961, 1973, 1975), dans la Brière (1987) et en Bourgogne (1987), rappelleront à Jünger une France plus proche de la nature et de ses traditions.

Cet attachement n'est pas seulement le fruit de l'histoire, aussi décidera-t-il de se consacrer à certains de ses auteurs français favoris et traduira, *In Memoriam* de Paul Léautaud, les *Maximes* de Rivarol, et consacrera à ce dernier un court essai en guise de préface en 1956.

On y retrouve le goût des aphorismes et des fragments de la littérature française du XVIIIe siècle, ainsi que la sympathie contre-révolutionnaire du Jünger conservateur. Il goûte en Rivarol *« non seulement l'avocat de la monarchie qui défend une cause perdue, mais aussi* [celui] *qui combat pour son propre compte* [...]. *Nous pouvons dire qu'en Rivarol, l'artiste se défend contre les puissances temporelles dont il a reconnu les menaces mortelles dès ses débuts. »*

À Rivarol et Léon Bloy qu'il découvrit sur les conseils de Carl Schmitt, il faut aussi ajouter la nostalgie napoléonienne qui parcourt l'œuvre, de *La Paix* au *Nœud Gordien,* et distille la nostalgie d'une monarchie universelle ou à tout le moins d'une Europe enfin unifiée.

Il ne s'agit pas pour Jünger de la confrontation du Français nationaliste et cartésien avec l'Allemand stéréotypé irrationaliste et romantique. Car il nous parle d'un univers sans idées générales ni opinions publiques lorsqu'il questionne les cultures.

Son but est ailleurs et déjà précisé à l'occasion de la publication de *La Paix* en 1948, lorsqu'il déclare tenir *« Aujourd'hui comme toujours, le rattachement entre l'Allemagne et la France pour le fait le plus important qui soit »* (3).

PIERRE WANGHEN

---

(1) *Journal parisien.* 18 juillet 1942.
(2) *La Paix.* p. 127.
(3) Banine, *Portrait d'Ernst Jünger.* La Table Ronde, 1971, p. 47.

De la guerre à la réconciliation

PAR FRANÇOIS-GEORGES DREYFUS

Germanophobe dans sa jeunesse, adversaire implacable de l'Allemagne de 1914 à 1945, et même un peu au-delà, comment le général de Gaulle en est-il venu à la grande réconciliation de 1963 ? Histoire d'un itinéraire exemplaire.



GAMMA

Août 1962. Au cours d'une visite officielle en Allemagne, le général de Gaulle et son ami le chancelier Konrad Adenauer font acclamer la réconciliation franco-allemande et l'unité européenne.

Toute sa vie, le Général s'est fait une certaine idée de l'Allemagne, mais il est vrai aussi qu'elle a considérablement varié selon les époques. La seule constante est que le Général savait l'allemand et connaissait bien l'Allemagne.

Naturellement, le jeune Charles de Gaulle, jusqu'à la guerre de 1914, est, comme la très grande majorité de ses compatriotes, hostile au Reich wilhelmien et il entre en guerre avec enthousiasme. Grièvement blessé devant Verdun, de Gaulle va passer plus de deux ans dans un camp de prisonniers, en particulier à la forteresse d'Ingolstadt. Durant toute cette période, il perfectionne son allemand, lisant et dépouillant régulièrement la presse et les ouvrages allemands, comme en a témoigné Rémy Roure. Cela lui permet de rédiger un petit livre remarquable sur la crise du commandement allemand durant la Grande Guerre, *La discorde chez l'ennemi* (publié dès 1924), que l'on cite souvent et que l'on n'a guère lu. Bien plus, c'est durant cette période qu'il prend contact avec la « Révolution conservatrice », dont l'impact sera considérable sur l'Allemagne de l'entre-deux-guerres comme sur la France contemporaine. Qu'on le veuille ou non, ceux que l'on appelle les « non-conformistes des années trente », en particulier ceux qui se regroupent autour d'« Ordre nouveau », ou de « Plans » ont eu des liens avec les tenants de la Révolution conservatrice. C'est à cette époque que parurent *Les Considérations d'un apolitique* de Thomas Mann, le *Déclin de l'Occident* et *Prussianité et Socialisme* d'Oswald Spengler, sans oublier les travaux de Walther Rathenau sur la « société mécanisée ». Ils frapperont suffisamment de Gaulle pour que, à plusieurs reprises, il utilise le terme de *« mécanisation de la société »* dans le même sens que Rathenau.

Après la guerre, le jeune commandant de Gaulle continue de suivre les problèmes allemands : il partage la conviction de ses contemporains, l'Allemagne demeure une menace et il est germanophobe. Il suffit de relire *La France et son armée* pour s'en convaincre. Mais, atten-

tif à ce qui se passe dans le Reich, Charles de Gaulle prend conscience que la réflexion stratégique de la Reichswehr se fonde sur la crainte d'offensives conjointes des Français, des Tchèques et des Polonais contre le territoire allemand en Prusse orientale, en Silésie ou en Allemagne du Sud, prises en tenailles par les forces polono-tchèques ou franco-tchèques. Il suffisait de lire la *Zeitschrift für Geopolitik* des années 1932, 1933 et 1934 pour s'en convaincre ; c'est d'ailleurs une idée que le maréchal Pilsudski tenta de faire triompher en février 1933 mais que gouvernement et état-major français repoussèrent du pied. Réfléchissant à ces problèmes, Charles de Gaulle, alors affecté au secrétariat général de la Défense nationale, va mettre noir sur blanc un projet d'armée de métier. Si, en 1933, la France a récusé le projet Pilsudski, c'est d'abord qu'elle n'a pas les moyens d'une telle action sans une longue préparation : on le verra bien le 7 mars 1936, lorsque Gamelin prétendra ne rien pouvoir faire sans mobilisation générale, alors que certains généraux, tel le général Flavigny, pensaient le contraire et estimaient avoir immédiatement les possibilités de réagir.

Cette armée de métier que préconise alors Charles de Gaulle est bien évidemment destinée d'abord à servir contre la Wehrmacht. Nul ne l'écoutera et on aura beau jeu de critiquer le livre publié en 1934 qui – même s'il ne prévoyait pas l'action de l'aviation – était précurseur.

Lorsque, en 1940, de Gaulle appelle, le 18 juin, à continuer le combat, ce n'est pas contre le « fascisme » qu'il appelle à lutter mais bien contre le Reich allemand. Il serait intéressant de voir d'ailleurs combien de fois de Gaulle a utilisé les termes de fascisme ou de nazisme ! Durant toute la période de la France libre, c'est à la puissance allemande, au danger allemand que de Gaulle s'en prend. C'est contre l'Allemagne qu'il invite à prendre les armes et l'intéressant ouvrage de Crémieux-Brilhac, *La France libre* (Gallimard, 1996) est très significatif à cet égard. Bien plus que le nazisme, c'est la tradition du nationalisme allemand qui est l'objet de l'hostilité du Général. Au reste, quand il condamne Vichy, ce qu'il condamne d'abord c'est un régime *« sorti d'une criminelle capitulation »* qui *« s'exalte en pouvoir personnel »* (Message à la Résistance de 1942).

Même quand il envisage les contours d'une Europe occidentale (comme en mars 1944), place est faite à l'Allemagne d'après-guerre, mais elle est exiguë : pour lui, à la fin du conflit, la France doit être présente en Rhénanie (il ne parle pas d'annexion), la Sarre doit être placée sous contrôle français et la Ruhr internationalisée : il suffit de lire *En écoutant de Gaulle*, le journal du capitaine Guy, pour se rendre compte combien, en 1945-1948, de Gaulle est encore anti-allemand.

Toutefois, le Général se rend compte de l'état dramatique dans lequel se trouve l'Allemagne occupée, divisée, ruinée. Or, à l'horizon apparaît un autre danger, la Russie stalinienne qui dispose en France des réseaux solides du Parti communiste. Dès lors, la vision gaullienne à l'égard de l'Allemagne se modifie. Déjà, dans le discours de Bar-le-Duc, en juillet 1946, apparaît l'idée d'une « Europe européenne », intégrant l'Allemagne, qui devra s'affirmer face aux deux grands, les États-Unis et l'Union soviétique.

L'atlantisme contre l'Europe franco-allemande

Dès ce moment, l'Allemagne n'est presque plus l'ennemie héréditaire, même si l'on continue de se méfier d'elle.

En septembre 1949, à Bordeaux, au moment où la RFA va désigner démocratiquement le Bundestag, de Gaulle proclame qu'il n'y aura d'Europe que le jour où *« sans intermédiaires, "Francs et Germains" pourront regrouper ensemble leurs moyens économiques, politiques et militaires »*.

Sans doute en 1950-1951, puis en 1952-1954 et encore en 1956-1957, le Général prendra position contre la CECA, contre la CED, contre la CEE, mais ce n'est pas l'entrée de l'Allemagne dans ces communautés qui gêne le Général, mais la structure fédéraliste de ces institutions qui, au nom de la supranationalité, désintègre les États.

On va pouvoir le constater dès juin 1958. Le Général prenant le pouvoir, se considère lié par le traité de Rome et reçoit très rapidement à Colombey-les-Deux-Églises, Konrad Adenauer, chancelier fédéral. Pendant six ans (1), jusqu'en 1964, les relations franco-allemandes connaissent une coopération chaleureuse. De Gaulle et les Allemands se rapprochent malgré le poids américain, grâce à la volonté du Général et du Chancelier soutenus en Allemagne par Franz-Josef Strauss. Ce sera le plan Fouchet qui, en 1960-1961, prévoit une collaboration étroite entre les six, conduits déjà par le couple franco-allemand. Si le projet échoue, ce n'est point le fait des Allemands qui ont, au contraire, tout fait pour soutenir de Gaulle mais la volonté des Néerlandais qui ne veulent à aucun prix se couper des Anglo-Saxons.

Après l'accueil enthousiaste réservé par les Allemands au Général (août 1962), s'engagent les négociations qui vont conduire au traité de l'Élysée (22 janvier 1963). Ce traité est ambitieux : il organise la coopération diplomatique, militaire et culturelle entre les deux pays : réunion trimestrielle des ministres, mensuelle ou bimestrielle des directeurs de ministère et des chefs d'état-major.

En même temps, on cherche à *« parvenir à une position analogue »* des deux États sur les grandes affaires internationales, à *« aboutir à des conceptions communes »* sur *« le plan de la stratégie et de la tactique »* comme des armements. Au plan culturel et éducatif, on prévoit le développement des connaissances linguistiques, la recherche de l'équivalence des diplômes, on jette les bases de l'Office franco-allemand pour la jeunesse.

Mais ce traité, qui va très loin, scandalise les Américains et les fédéralistes européens, dont Jean Monnet, qui vont faire pression pour que, lors de la ratification, les Allemands lui adjoignent un préambule. Ce texte spécifie les liens privilégiés entre *« l'Europe et les États-Unis »* et précise l'importance attachée à l'Alliance atlantique. Dès lors, ce traité qui voulait servir de base à l'édification d'un véritable pilier européen, codirigé par les Français et les Allemands, moins dépendant des États-Unis, est vidé de sa substance ; c'est un véritable échec pour Adenauer et plus encore pour le Général qui va dès lors rechercher un contrepoids à l'influence américaine dans un rapprochement avec l'URSS. Mais le traité de l'Élysée aura une conséquence considérable. C'est au cours de la période 1960-1963 que la germanophobie des Français se mute en une germanophilie qui se renforcera au cours des années suivantes.

Ainsi, le général de Gaulle, si pendant la plus grande partie de son existence (50 ans sur 80), fait preuve d'hostilité à l'égard de l'Allemagne, il a consacré la fin de son existence à la réconciliation des deux peuples. Et si aujourd'hui on peut parler du couple franco-allemand, plus qu'à Schuman ou à Monnet comme on le dit communément, c'est à Charles de Gaulle, qu'on le doit.

F.-G. D.

François-Georges Dreyfus est professeur à la Sorbonne. Il a publié plusieurs ouvrages, notamment en 1982 aux PUF, *De Gaulle et le gaullisme. Essai d'interprétation*, et tout récemment, *Histoire de la Résistance*, aux éditions de Fallois.

(1) On se reportera à l'excellent ouvrage de G.-H. Soutou, *L'Alliance incertaine*. Fayard, 1996.

Un pays malade de sa culpabilité

Günter Maschke est écrivain indépendant. Il est né en 1943. Engagé très tôt dans le mouvement étudiant de l'ultra-gauche, exilé pendant plusieurs années, notamment à Cuba, il est revenu sur ses illusions en découvrant l'œuvre de Carl Schmitt puis celle de l'écrivain espagnol Donoso Cortés, dont il a traduit et publié en allemand l'œuvre principale. Maschke ne nourrit aucune illusion sur ses compatriotes, *« un peuple complètement rééduqué »* et américanisé, dit-il.

Enquête sur l'histoire : Depuis le jour où le Mur a été abattu, et depuis le 3 octobre 1990, jour officiel de la réunification, dans quelle mesure la situation a-t-elle changé ?

Günter Maschke : La servilité des Allemands à l'égard des puissances étrangères s'est encore accrue. Comme nous sommes devenus terriblement grands, nous sommes bien décidés, désormais, à prouver, par tous les moyens, notre bonne nature bien inoffensive. L'argumentaire développé par le camp national ou par les gens de l'établissement qui ont encore un petit sens de la Nation ne s'est nullement renforcé. Notre seul désir est de tranquilliser le monde entier, en lui disant que l'unité allemande n'est qu'une étape en vue de l'unification européenne, la fin de la Nation. Mais la faiblesse de l'Allemagne entraîne également la faiblesse de l'Europe. L'unification de l'Europe signifie l'union de spécificités nationales en décomposition : l'union de faibles qui, dans le cas allemand, ne s'acceptent même pas eux-mêmes, et qui de plus sont en faillite.

ESH : À votre avis, l'Allemagne ne serait donc pas en mesure de mener une politique extérieure autonome ?

GM : À chaque occasion qui se présentera sur la scène de la grande politique, on verra que non seulement nous sommes incapables de mener une action réelle, mais, pire, que nous ne le voulons pas. Les Allemands sont disposés à agir pour les intérêts des États-Unis, c'est-à-dire pour les intérêts d'une puissance ennemie de l'Allemagne autant que de l'Europe. Ou alors, ils appuient les intérêts des Nations Unies (ONU), c'est-à-dire les intérêts d'une alliance créée contre l'Allemagne et dont la charte contient toujours l'article 53 (clause des États ennemis) ! Cette attitude ne traduit aucunement le retour à une relation normale à la puissance, au contraire.

ESH : Pourquoi ?

GM : Parce qu'il y a le problème de la culpabilité, et celui du refoulement : nous avons refoulé nos instincts politiques profonds et naturels. Tant que ce refoulement et cette culpabilité seront là, tant que leurs retombées concrètes ne seront pas définitivement éliminées, il ne pourra pas y avoir de politique allemande.

ESH : Voulez-vous dire que les conséquences de la défaite de 1945 se font toujours sentir ?

GM : La « raison d'État » réside chez nous dans les faiblesses que nous cultivons jalousement, que nous conservons comme s'il s'agissait d'un Graal. Mais, l'omniprésence de Hitler, cette fois comme croque-mitaine, signifie que Hitler règne toujours sur l'Allemagne, parce que c'est lui, en tant que contre-exemple, qui détermine les règles de la politique.

ESH : Le fantôme de Hitler continue donc à hanter l'Allemagne ?

GM : Chez nous, la police ne peut pas être une police, l'armée ne peut pas être une armée, le supérieur hiérarchique ne peut pas être un supérieur hiérarchique, un État ne peut pas être un État, un ordre ne peut pas être un ordre, etc. Car tous les chemins mènent à Hitler. Cette obsession prend les formes les plus folles qui soient. Les spéculations des « rééducateurs » ont pris l'ampleur qu'elles ont parce qu'ils ont affirmé avec succès que Hitler résumait en sa personne tout ce qui relevait de l'État, de la Nation et de l'Autorité. En réalité, le système mis sur pied par Hitler n'était pas un État mais une « anarchie autoritaire », une alliance de groupes ou de bandes qui n'ont jamais cessé de se combattre les uns les autres pendant les douze ans qu'a duré le national-socialisme. Hitler n'était pas un nationaliste, mais un impérialiste raciste. Pour lui, la nation allemande était un instrument, un réservoir de chair à canon, comme le prouve son comportement du printemps 1945.

ESH : Qu'en est-il de l'ancienne RDA que l'on présentait parfois en France comme une « Prusse rouge » ?

GM : L'Allemagne centrale, l'ex-RDA, ne nous apporte aucun renouveau spirituel. Les intellectuels de ces provinces-là sont en grande majorité des adeptes extatiques de l'idéologie libérale de gauche, du pacifisme et de la panacée « droit-de-l'hommarde ». Ils n'ont conservé de l'idéologie officielle de la SED (l'ancien parti communiste au pouvoir) que le miel humaniste et fourrent leur nez dans les bouquins indigestes et abscons de Sternberger et de Habermas. Mesurez le désastre : les 40 ans d'oppression SED n'ont même pas eu l'effet d'accroître l'intelligence des opprimés !

ESH : Existe-t-il un débat d'idées en Allemagne ?

GM : Le pluralisme n'existe plus. Chez nous, aujourd'hui, ce qui domine, c'est une mise au pas intérieure complète, où, pour l'apparence, on laisse subsister de petites différences mineures. Les bonnes consciences se réjouissent de cette situation : elles estiment que la RFA a résolu l'énigme de l'histoire. C'est là notre nouveau wilhelminisme : *« on y est arrivé, hourra ! »* ; nous avons tiré les leçons des erreurs de nos grands-pères. Voilà le consensus et nous, qui étions, paraît-il, un peuple de héros (*Helden*), sommes devenus de véritables marchands (*Händler*), pacifiques, amoureux de l'argent et roublards (un mélange de contrition et d'appétit de jouissance, voilà le visage actuel de l'Allemagne). Qui plus est, la fourchette de ce qui peut être dit et pensé sans encourir de sanctions s'est réduite continuellement depuis les années soixante. L'espace de liberté intellectuelle qui nous reste se rétrécit comme une peau de chagrin. Une fatalité pour l'intelligence !

PROPOS RECUEILLIS PAR VIRGINIE TANLAY

DE CHARLEMAGNE À HELMUT KOHL

Douze siècles d'histoire de l'Allemagne

PAR PHILIPPE CONRAD

Que sait-on de la longue histoire allemande, des événements et des hommes qui l'ont marquée ? La figure de Charlemagne rappelle qu'avant de se diviser, Allemands et Français eurent une même origine et un même destin. Survol précis et sans préjugés des douze siècles qui ont fait l'Allemagne.

771. Après la mort de son frère Carloman, qui avait succédé avec lui en 768 à leur père Pépin le Bref, Charlemagne devient seul roi des Francs.

772. Début des campagnes de Charles contre les Saxons et destruction de l'Irminsul, leur arbre sacré.

775. Construction de Karlsburg sur la Lippe.

777. L'Assemblée de Paderborn établit la domination carolingienne sur la Saxe.

782. Révolte de Widukind, roi des Saxons. Massacre, à Verden, de 4 500 otages saxons refusant le baptême. Widukind se soumet en 785 et le capitulaire saxon impose par la force le christianisme.

788. Soumission du duc Tassillon de Bavière. Après les souverains mérovingiens et les Pippinides d'Austrasie, qui avaient dompté Alamans, Franconiens et Thuringiens, Charles a réussi à donner à l'espace germanique un premier cadre politique, conforté par les campagnes victorieuses menées contre les Avars installés dans la plaine hongroise de 791 à 799.

800. Charles est proclamé à Rome empereur d'Occident.

843. Partage de Verdun. Les fils de l'empereur Louis Ier le Pieux se partagent l'Empire. Charles le Chauve aura la Francie occidentale à l'ouest de la Meuse, de la Saône et du Rhône. Lothaire, qui conserve le titre impérial, obtient une Lotharingie qui va de la mer du Nord à l'Italie et qui sera rapidement morcelée



DR

Charlemagne. Portrait peint par Albrecht Dürer en 1512. L'artiste a représenté l'empereur en manteau du couronnement, l'épée de cérémonie d'une main, le globe de l'autre, et la tête coiffée de la couronne qui est conservée à Vienne. De part et d'autre, Dürer a peint l'aigle impériale germanique et les fleurs de lys françaises, marquant ainsi de la façon la plus claire que Charlemagne est à la fois allemand et français, c'est-à-dire européen.

au fil des successions. La partie orientale de l'Empire devient, sous l'autorité de Louis, le royaume de Germanie.

887. L'élection d'Arnulf fonde le premier royaume de Germanie.

911. À la mort de Louis l'Enfant, dernier représentant de la lignée carolingienne en Germanie, Conrad, duc de Franconie, est élu roi de Germanie. Il règne jusqu'en 918. Cette élection coupe le lien, déjà très relâché, avec l'empire franc. Elle met fin à l'empire carolingien. Le titre impérial sera restauré dans un cadre différent par Othon Ier le Grand en 962. L'année 911 marque la naissance de l'État national allemand.

919-936. Règne d'Henri Ier l'Oiseleur, fondateur de la dynastie saxonne qui doit lutter pour imposer son autorité aux grandes principautés territoriales que sont toujours la Bavière, la Franconie ou la Souabe.

933. Henri l'Oiseleur repousse l'invasion des Hongrois à Merseburg. Ce qui contribuera fortement à asseoir sa dynastie. À sa mort (936), son fils Othon Ier sera reconnu roi sans difficulté.

936-973. Règne d'Othon Ier le Grand.

955. Othon bat les Hongrois au Lechfeld. La menace hongroise est définitivement conjurée. Établissement de la marche de l'Est, la future Autriche.

962. Fondation au profit d'Othon, couronné à Rome, du Saint Empire romain. Dès le début

LA LÉGENDE DE L'ENNEMI HÉRÉDITAIRE

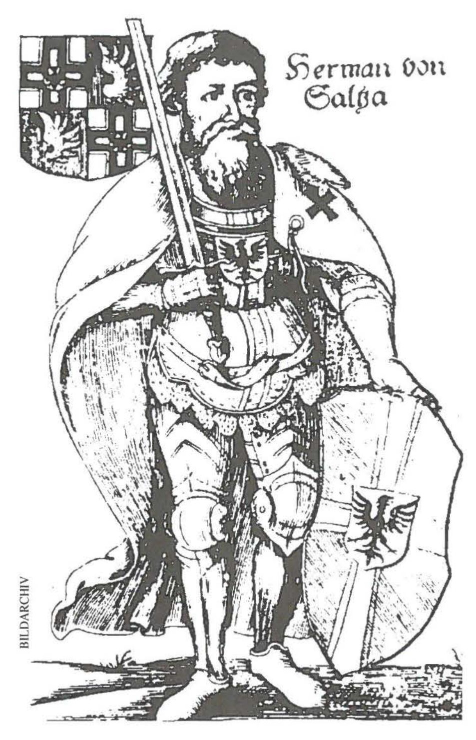
Les faits étant établis, qu'en déduire sur les rapports « franco-allemands » ?

Première donnée : la nette conscience d'une origine commune. Cette idée a été défendue au milieu du XIIe siècle par Othon de Freising, en un passage d'anthologie. [...] En France même, l'origine commune des deux royaumes n'est pas oubliée : à la fin de l'automne 1241, lorsqu'il écrit à l'empereur Frédéric II pour demander la libération de prélats que celui-ci a capturés, Louis IX s'étend longtemps sur la question.

Seconde donnée : il n'y a jamais eu de « problème frontalier » entre l'Allemagne et la France durant le haut Moyen Âge. La Lorraine n'était, pas plus que la ligne du Rhin, objet de contestation. L'« ennemi héréditaire » de la France, au XIVe et encore au XVe siècle, était l'Angleterre, non l'Allemagne. La bataille de Bouvines avait bien opposé des Français à des Allemands, mais il ne s'agissait pas d'un affrontement national, mais d'un problème dynastique : Philippe Auguste avait pour allié le jeune Hohenstaufen, Frédéric. La poussée progressive de la France vers l'Est à partir de la fin du XIIIe siècle s'explique par la faiblesse du royaume allemand après la période improprement dite « Grand Interrègne », qui s'ouvre à la disparition des derniers Staufen.

L'existence d'une hostilité foncière entre la France et l'Allemagne est une invention de Maximilien Ier, reprise avec enthousiasme par les humanistes allemands : cette prétendue rivalité traduisait une très réelle rivalité dynastique entre Habsbourg et Valois, mais l'on ne trouve pas trace d'un véritable antagonisme national avant les guerres de conquête de la Révolution et de l'Empire. Il atteint son paroxysme entre 1870 et 1920 ; c'est donc un phénomène des plus récents. Ce n'est pas dire qu'il faille donner une coloration idyllique à ce qui a précédé. La politique d'expansion française vers l'Est, telle que l'a décrite Fritz Kern en 1910, n'est nullement un produit de son imagination. Tout cela, au vrai, était affaire de princes, sans qu'intervînt aucune animosité populaire. Peut-être faut-il songer à un facteur de cet ordre au plus tôt sous Louis XIV, lors de la trop célèbre campagne du Palatinat que les troupes françaises ravagèrent méthodiquement, incendiant sans aucun motif stratégique plusieurs villes, dont Heidelberg, Spire et Worms, et laissant sur place un ressentiment tenace.

CARLRICHARD BRÜHL
Naissance de deux peuples,
Traduit de l'allemand par Gaston Duchet-Suchaux. Fayard, 1994.



Herman von Salza, confident de l'empereur Frédéric II de Hohenstaufen, quatrième grand maître (1210-1239) et véritable fondateur de l'Ordre des chevaliers teutoniques.

de son règne, il se rend maître de l'Église qui deviendra l'instrument de l'unité, en l'arrachant au pouvoir des ducs.

973-982. Règne d'Othon II, qui formera une armée pour aller combattre les Arabes en Italie du Sud.

1024-1039. Règne de Conrad II, fondateur de la dynastie franconienne ou salienne.

1074. Début de la Querelle des Investitures entre le pape Grégoire VII et l'empereur Henri IV. La désignation des évêques représente une question politique d'importance et cette querelle est compliquée par les prétentions pontificales au pouvoir temporel. Le pape et l'empereur sont de plus rivaux en Italie du Nord et la lutte du Sacerdoce et de l'Empire va se prolonger pendant plus de deux siècles. En 1077, l'empereur Henri IV est contraint de se soumettre au pape à Canossa. Cette humiliation prendra une dimension symbolique dans la mémoire allemande. Après avoir pris sa revanche sur Grégoire VII, chassé de Rome en 1084, Henri IV est finalement vaincu en 1093 par la coalition du pape Urbain II et des villes lombardes.

1122. Au concordat de Worms, l'empereur Henri V met fin à la Querelle des Investitures.

1138-1152. Règne de Conrad III, fondateur de la dynastie Hohenstaufen.

1143. Fondation de Lübeck, premier grand port commercial allemand sur la Baltique.

1152-1190. Règne de Frédéric Barberousse, l'un des plus grands souverains allemands du Moyen Âge. Il parvient à briser le plus redoutable des féodaux, le Guelfe, Henri le Lion (1129-1195), duc de Saxe et de Bavière, partisan de l'expansion germanique à l'est et hostile à la politique italienne de l'empereur. Ce dernier meurt au cours de la IIIe croisade. Une légende, tout d'abord attachée à Frédéric II, veut qu'il dorme dans la montagne de Kyffhaüser en Thuringe, en attendant de revenir rendre sa grandeur à l'Allemagne.

1197. Mort de l'empereur Henri VI, qui a hérité par son mariage avec Constance du royaume normand des Deux-Siciles. Sa mort ouvre une lutte pour la succession entre Othon IV de Brunswick, le vaincu de Bouvines, et le Hohenstaufen Philippe de Souabe.

1212. Le fils d'Henri VI, le jeune Frédéric II de Hohenstaufen (né en 1194), devient empereur avec l'aide du pape Innocent III. Il sera l'un des princes les plus étonnants du Moyen Âge. Plus sicilien qu'allemand, il obtiendra par la négociation la rétrocession de Jérusalem, entrera en conflit avec Innocent III, sera excommunié et échouera finalement dans son rêve de restauration impériale. Il meurt en 1250. Sur ordre des papes, Manfred est tué en 1266, Conradin (16 ans), exécuté en 1268, et Conradin II, petit-fils de l'empereur, pendu en 1269.

1226. Les chevaliers de l'ordre de Sainte-Marie des Teutoniques s'installent en Prusse et poursuivent le *Drang nach Osten*, la poussée vers l'Est entamée au siècle précédent par Albert l'Ours de Brandebourg et Henri le Lion duc de Saxe. Cette poussée ajoute la Poméranie, la Prusse orientale et la Livonie à l'espace germanique, au détriment des populations slaves.

1256-1273. Le Grand Interrègne suit la mort de Frédéric II.

1273. Rodophe de Habsbourg est élu roi de Germanie le 1er octobre et couronné empereur trois semaines plus tard à Aix-la-Chapelle.

1309. L'empereur Henri VII ajoute la Bohême à l'Empire.

1348. Fondation à Prague de la première université allemande.

1356. L'empereur Charles IV de Luxembourg, qui a renoncé définitivement aux conquêtes italiennes, promulgue la Bulle d'Or qui réglemente l'élection impériale, assurée par sept électeurs, trois ecclésiastiques, les archevêques de Mayence, Cologne et Coblence, et quatre princes laïcs, le roi de Bohême, le comte palatin du Rhin, le duc de Saxe-Wittenberg et

le margrave de Brandebourg. C'est la garantie de l'affaiblissement du pouvoir impérial par rapport aux grandes maisons princières que sont les Wittelsbach de Bavière, les Landgraves de Thuringe, les ducs de Saxe, les ducs Habsbourg d'Autriche, les Burgraves Hohenzollern de Nuremberg, qui vont bientôt s'emparer, en 1415, de l'Électorat de Brandebourg.

XIVe-XVe siècles. Période d'apogée de la Hanse des marchands allemands, qui étend ses activités de Bergen à Bruges, de Londres à Riga et à Novgorod, ce qui entraîne l'essor rapide des ports de Hambourg, Brème, Kiel et Dantzig. De manière générale, cette époque voit un brillant essor du commerce allemand autour de la Baltique, mais aussi sur l'axe rhénan par lequel s'opère désormais la liaison entre l'Italie du Nord et les Pays-Bas, après que la guerre de Cent Ans a ruiné l'axe qui menait, au siècle précédent, de la vallée du Rhône en Flandre par les foires de Champagne. C'est à cette époque que des villes comme Augsbourg, la patrie des banquiers Fugger, ou Nuremberg connaissent leur plus grande fortune.

1410. La victoire remportée par les Polonais à Tannenberg sur les chevaliers teutoniques marque un coup d'arrêt à l'expansion germanique vers l'Est.

1438. Élection d'Albert II de Habsbourg. La couronne impériale restera désormais définitivement entre les mains de cette famille.

1493-1519. Règne de Maximilien Ier de Habsbourg. Son mariage avec Marie de Bourgogne, fille de Charles le Téméraire, lui apporte une grande partie de l'héritage de ce dernier, notamment la « franche » comté de Bourgogne et les Pays-Bas. En mariant leur fils Philippe le Beau à Jeanne la Folle, l'héritière d'Isabelle et de Ferdinand, les rois catholiques d'Espagne, il offre à son petit-fils, Charles Quint (Charles Ier d'Espagne) un empire européen qui va de Séville à Vienne et de Bruges à Prague, et qui sera bientôt augmenté des conquêtes américaines. Mais l'empereur va trouver sur sa route la France des Valois. C'est alors que commence le long conflit entre la France et les Habsbourg d'Autriche et d'Espagne.

1517. Le moine augustin Martin Luther affiche à Wittenberg ses thèses contre les indulgences. Il dresse contre Rome l'opinion allemande et brûle ensuite en public la bulle pontificale qui le menaçait d'excommunication.

1520. Luther lance un appel à la noblesse allemande pour qu'elle rejette la hiérarchie ecclésiastique et s'empare des biens d'Église. Il refuse de se rétracter lors de la Diète de Worms en 1521 et, mis au ban de l'Empire, il bénéficie de la protection de l'Électeur de Saxe. Il traduit alors la Bible en allemand, affirmant ainsi la primauté de la langue nationale.



Portrait de l'empereur Maximilien Ier de Habsbourg par Dürer, en 1519. Fortement imbu de l'esprit de la chevalerie, prince de la Renaissance, Maximilien Ier, qui épouse la fille de Charles le Téméraire, est le fondateur de la puissance habsbourgeoise.

1523-1535. La réforme plonge l'Allemagne dans une crise sociale et religieuse de grande ampleur. Les nobles qui répondent à l'appel de Luther s'emparent des biens d'Église. Ils affrontent ensuite la révolte de la guerre des paysans de 1524-1525. Le messianisme égalitariste des anabaptistes de Thomas Müntzer et Jean de Leyde trouve son terme tragique dans l'écrasement de cette dissidence à Münster en 1535.

1525. Acquis à la Réforme, Albert de Hohenzollern, grand maître de l'Ordre teutonique et héritier de l'Électorat de Brandebourg depuis que sa famille, originaire d'Allemagne du Sud, s'en est emparé en 1415, sécularise les domaines de l'ordre pour en faire le duché héréditaire de Prusse.

1529. Les Turcs sont contenus sous les murs de Vienne après avoir anéanti, par leur victoire de Mohacs, en 1526, le royaume de Hongrie. La lutte contre les Turcs devient l'une des priorités pour deux siècles.

1530. À la Diète d'Augsbourg, les princes rebelles (« protestants ») formulent leur nouveau credo face à l'empereur Charles Quint qui, momentanément débarrassé de son adversaire français après la victoire de Pavie (1525) s'efforce désormais de restaurer en Allemagne l'ordre catholique.

1531. Les princes protestants s'organisent au sein de la Ligue de Smalkalde et reçoivent, à partir de 1534, le soutien de la France.

1555. La paix d'Augsbourg rétablit la paix en Allemagne mais l'empereur doit accepter un compromis selon lequel les sujets adoptent la religion de leur prince, ce qui divise pour longtemps l'espace germanique entre une Allemagne du Nord acquise à la Réforme et une Allemagne du Sud qui va constituer bientôt, avec l'Autriche et la Bavière, le bastion avancé de la Contre-Réforme catholique.

1556. Abdication de Charles Quint. Son fils Philippe II reçoit les possessions espagnoles, néerlandaises, bourguignonnes et italiennes, son frère Ferdinand Ier hérite du titre d'empereur mais ne règne que sur les pays allemands (jusqu'en 1564).

1576-1612. Après Maximilien II (1564-1576), règne de Rodolphe II, qui encourage la Contre-Réforme catholique.

1608. Formation de l'Union évangélique protestante par l'Électeur palatin Frédéric V.

1609. Formation de la Ligue catholique par Maximilien de Bavière. Lettre de majesté de l'empereur Rodolphe II, qui accorde une certaine autonomie aux divers États des Habsbourg.

1618. Réunion définitive de la Prusse et du Brandebourg.

La défenestration de Prague ouvre la guerre de Trente Ans.

1619-1637. Règne de l'empereur Ferdinand II, vainqueur des Tchèques révoltés à la bataille de la Montagne blanche (1620). Mais sa volonté de reconstituer l'unité religieuse de l'Empire amène aux protestants allemands le soutien du Danemark, puis de la Suède de Gustave-Adolphe. Après avoir mené une guerre « couverte » contre les Habsbourg jusqu'en 1635, la France de Richelieu entre à son tour dans le conflit, synonyme de ruines et de destructions catastrophiques pour l'Allemagne.

1648. Les traités de Westphalie, signés à Münster et Osnabruck, marquent la victoire de la diplomatie française. La France récupère la majeure partie de l'Alsace mais s'assure avant tout « la division des Allemagnes ». Un huitième Électeur, le duc de Bavière, rejoint le collège électoral impérial, qui va siéger désormais de manière permanente à Ratisbonne. Les trois archevêques, le roi de Bohême qui est le souverain Habsbourg et le duc de Bavière garan-

LA LUTTE DE L'AUTRICHE CONTRE LE TURC

La vague ottomane a submergé les Balkans aux XIVe et XVe siècles. À Kossovo, à Nicopolis, à Varna, à Constantinople enfin, les armées des sultans Mourad Ier, Bajazet l'Éclair, ou Mehmed II le Conquérant ont vaincu les forces chrétiennes, subjugué la Serbie, décimé la chevalerie occidentale, écrasé les Hongrois et fait disparaître de l'histoire ce qui restait d'un empire byzantin millénaire. Pendant trois siècles, l'Europe va être confrontée avec ce péril mortel, notamment au XVIe siècle quand les armées de Soliman le Magnifique pousseront une première fois jusqu'aux murs de Vienne, après avoir rayé de la carte – à l'issue de la bataille de Mohacs livrée en 1526 – la Hongrie chrétienne. Au cours des décennies qui vont suivre, l'Espagne de Charles Quint et de Philippe II, appuyée par les galères de Venise, va faire front en Méditerranée, où seront perdues Rhodes et Chypre mais où Malte résistera victorieusement à tous les assauts et où l'on verra les armées chrétiennes s'emparer d'Oran et de Tunis. À Lépante, en 1571, don Juan d'Autriche donnera un premier coup d'arrêt décisif. À la même époque la France des Valois n'hésite pas à jouer de l'alliance de revers avec le Turc musulman, qui peut faire hiverner sa flotte à Toulon. La noblesse de France ne sera pourtant pas absente de cette lutte ; le duc de Beaufort tombera devant Candie, le marquis de La Feuillade et le comte de Souches joueront un rôle décisif dans les victoires remportée en 1664 lors de la campagne conclue par la victoire du Raab. Le roi de France, en revanche, ne participe que fort peu à l'effort commun du fait de la lutte qui l'oppose par ailleurs à l'Empereur sur le Rhin.

Au XVIIe et XVIIIe siècles, c'est l'Autriche des Habsbourg qui va supporter l'essentiel du fardeau et qui va faire barrage à la poussée ottomane avant d'entamer la reconquête méthodique des territoires perdus. En 1683, sous les murs de Vienne défendus par Ernest de Starhemberg, le duc Charles de Lorraine et le roi de Pologne Jean Sobieski infligent aux janissaires du grand vizir Kara Mustapha une défaite décisive. Dès l'année suivante, les vainqueurs entament la reconquête de la Hongrie. Victorieux à Mohacs en 1687, Charles pousse jusqu'en Transylvanie et en Slavonie. Les victoires remportées en 1689 en Macédoine et en Albanie annoncent une future libération des Balkans, différée en raison de la reprise de la guerre sur le Rhin. Dix ans plus tard, la victoire remportée par le prince Eugène à Zenta oblige le Turc à traiter. À Karlowitz, en 1699, Hongrie et Transylvanie sont libérées du joug ottoman. En 1716, les Impériaux du prince Eugène écrasent de nouveau les Turcs à Peterwardein et s'emparent du banat de Temesvar. En 1718, une nouvelle victoire est remportée devant Belgrade et le traité de Passarowitz donne à l'Autriche la Petite Valachie et le nord de la Serbie. En 1790, les Autrichiens s'emparent de Belgrade mais la menace qui fait peser sur l'Europe l'évolution de la France révolutionnaire amène l'Empereur à la restituer au sultan et ce sont les Serbes eux-mêmes qui assureront leur libération. Du XVIe au XVIIIe siècle, les États habsbourgeois ont ainsi constitué le boulevard militaire d'une Europe que la poussée ottomane a failli plusieurs fois emporter.

tissent la pérennité de la puissance habsbourgeoise puisque la majorité catholique est ainsi acquise mais l'autorité de l'empereur se limite en fait, sinon en droit à ses territoires héréditaires.

1657. Le « Grand Électeur » Frédéric-Guillaume, qui règne sur le Brandebourg et la Prusse de 1640 à 1688, réussit à secouer la suzeraineté polonaise sur la Prusse. Il bâtit un État moderne, bat en 1675 les Suédois à la bataille de Fehrbellin et accueille en 1685 une partie des protestants français chassés par la révocation de l'édit de Nantes.

1658. Fondation de la Ligue du Rhin, qui place de fait l'Allemagne du sud sous influence française.

1681. Louis XIV s'empare par surprise de Strasbourg et poursuit ainsi la politique de « réunions » menée aux dépens de l'Allemagne depuis 1679.

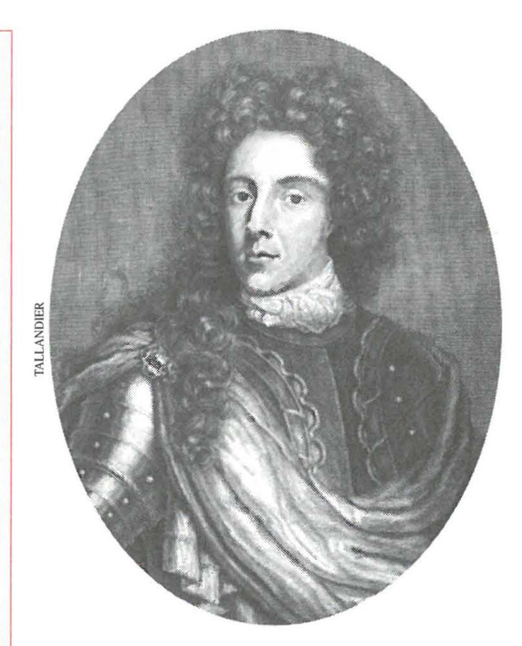
1683. Les Turcs sont arrêtés devant Vienne.

1686-1697. L'Empire est engagé dans la guerre de la Ligue d'Augsbourg contre la France. C'est à l'occasion de ce conflit que les Français réalisent le tristement célèbre « dégât » du Palatinat.

1697. Le prince Eugène écrase les Turcs à Zenta.

1701. L'Électeur de Brandebourg, Frédéric III, est autorisé par l'empereur Léopold Ier à porter le titre de roi de Prusse et reçoit la couronne à Koenigsberg, en une région qui ne faisait pas partie du Saint-Empire, à l'intérieur duquel personne d'autre que le Habsbourg ne pouvait porter à ce moment le titre de roi.

1711-1740. Règne de l'empereur Charles VI, qui organise en 1713, par la Pragmatique Sanction, la succession au profit de sa fille Marie-Thérèse.



Le prince Eugène de Savoie (1663-1736). Méprisé par Louis XIV, il passe au service de l'Empereur dont il deviendra le meilleur chef de guerre doublé d'un grand politique. Libérateur de la Hongrie et de la Transylvanie par sa victoire de Zenta (1697) sur les Turcs, il écrase encore une fois les Ottomans devant Belgrade en 1717. Il écarte ainsi de façon définitive le péril turc qui planait sur l'Europe depuis le XVIe siècle.

1713-1740. Règne en Prusse du Roi-Sergent Frédéric-Guillaume Ier, qui dote son État d'une armée d'un type nouveau, recrutée par la conscription instaurée en 1733 et formée à une rigoureuse discipline.

1717. Le prince Eugène est vainqueur des Turcs et libère Belgrade.

1740-1748. Guerre de Succession d'Autriche. La France est alliée du roi de Prusse, Frédéric II, qui s'empare de la Silésie autrichienne.

1742. La France fait élire empereur l'Électeur de Bavière sous le nom de Charles VII.

1743. Frédéric II, modèle du « despote éclairé » fonde l'Académie des sciences de Berlin.

1748. Le traité d'Aix-la-Chapelle met fin à la guerre commencée en 1740. Marie-Thérèse demeure impératrice, mais Frédéric II conserve la Silésie. La France a *« travaillé pour le roi de Prusse »* sans tirer profit de son intervention dans ce conflit.

1756-1763. Guerre de Sept Ans. Renversement des alliances, la France, désormais alliée de l'Autriche contre la Prusse. Frédéric II est battu par les Russes à Kunersdorf en 1759, après avoir écrasé à Rossbach les Français du maréchal de Soubise, en 1757. La paix d'Hubertsburg fait de nouveau du roi de Prusse, qui conserve la Silésie, le vainqueur du conflit.

À l'image de la Prusse, l'Allemagne du XVIIIe siècle est largement soumise à l'influence culturelle de la France des Lumières et à Nymphenburg, en Bavière, ou à Potsdam, en Prusse, ce sont de petits Versailles que se font construire les souverains. Il faudra la puissante poussée du courant romantique pour que le *Sturm und Drang* succède à l'*Aufklarung* et réveille dans l'inconscient collectif germanique l'appel de la mémoire la plus longue. D'une ampleur et d'une signification beaucoup plus importante que son homologue français, le romantisme allemand, que représentent des auteurs comme Klopstock, Lessing, Herder, Schlegel, Holderlin ou Goethe, va être une composante essentielle d'un réveil national qui se dressera contre l'universalisme des Lumières, que la France de la Révolution et de l'Empire s'efforcera d'imposer à l'Europe.

1785. Frédéric II de Prusse constitue une Ligue des princes visant à rassembler sous sa direction les États d'Allemagne du Nord. On voit déjà se profiler la lutte entre Prusse et Autriche pour l'unité allemande.

1772, 1793, 1795. Partages successifs le la Pologne entre la Prusse, l'Autriche et la Russie.

1792. La France révolutionnaire entre en guerre contre l'Autriche et la Prusse, alliées depuis l'entrevue de Pillnitz de 1791, au cours le laquelle Léopold II et Frédéric-Guillaume II s'étaient entendus face au danger révolutionnaire. La Révolution a pourtant fait naître initialement d'immenses espoirs dans une Allemagne alors fortement influencée par la culture française.

795. Traité de Bâle. Fin de la guerre entre a France et la Prusse. La République se voit econnaître la possession de la rive gauche du hin.

797. Traité de Campoformio. L'Autriche econnaît à son tour sa défaite, confirmée lors es traités de Lunéville de 1801, de Presbourg e 1805 et de Vienne de 1809.

803. Recès impérial réorganisant l'Allemagne après la perte de la rive gauche du hin. De nombreuses principautés disparaisent et la carte politique s'en trouve simplifiée usqu'une quarantaine d'États succèdent aux ois cents qui se partageaient l'Allemagne à la eille de la Révolution française.

806. Napoléon met un terme au Saint-mpire romain germanique et constitue une nfédération du Rhin sous influence françai-. L'Autriche est de fait exclue d'Allemagne



DR

Frédéric II le Grand (1712-1786), roi de Prusse en 1740. Archétype du despote éclairé, philosophe, musicien, poète, ami de Voltaire et de la culture française, au demeurant homme de guerre redoutable, il fait de la Prusse la première puissance allemande au détriment de l'Autriche.

où la France semble instaurer son hégémonie (Murat est grand-duc de Berg et Jérôme Bonaparte, roi de Westphalie) mais, quand la réaction nationale allemande va se dessiner, c'est la Prusse qui s'en fera le porte-drapeau.

L'armée prussienne est totalement écrasée à Iéna et Auerstedt par Napoléon et Davout. Napoléon entre en vainqueur à Berlin.

1807. La Prusse fait principalement les frais de la paix franco-russe conclue à Tilsitt. Elle perd la moitié de son territoire, doit payer de lourdes indemnités et se voit privée de capacités militaires.

1807-1808. Fichte, qui avait été initialement un admirateur de la Révolution française, prononce à Berlin ses *Discours à la nation allemande* qui appellent le pays au sursaut.

1807-1813. Sous l'impulsion de Scharnhorst, Gneisenau, Stein et Hardenberg, l'État prussien est reformé de fond en comble pour préparer le redressement nécessaire.

1812. La défaite subie par Napoléon en Russie amène la Prusse à s'allier à celle-ci par la convention de Tauroggen et à entreprendre une guerre de libération à laquelle va participer toute l'Allemagne.

1813. Lors de la bataille de Leipzig, les contingents allemands de l'armée napoléonienne rejoignent le camp adverse et décident de la défaite de Napoléon.

1815. Le congrès de Vienne maintient la division de l'Allemagne et substitue au défunt Saint Empire une Confédération germanique formée de trente-neuf États et présidée par l'empereur d'Autriche (titre adopté par François II du fait de son consentement à la disparition du Saint Empire).

1817. La jeunesse nationaliste et libérale réunie à la Wartburg en souvenir de Luther, qui avait été accueilli en cet endroit par l'Électeur de Saxe, réclame l'unité allemande. La Sainte Alliance qu'inspire Metternich réprime ce mouvement et confirme, au congrès de Carlsbad de 1819, son attachement au statu quo.

1825-1834. Réalisation du Zollverein, une union douanière de presque tous les États d'Allemagne à l'exclusion de l'Autriche, sous l'influence des théories de l'économiste Friedrich List et du ministre prussien von Motz. C'est une étape essentielle dans la marche vers l'unité.

1835. Apparition du chemin de fer en Allemagne.

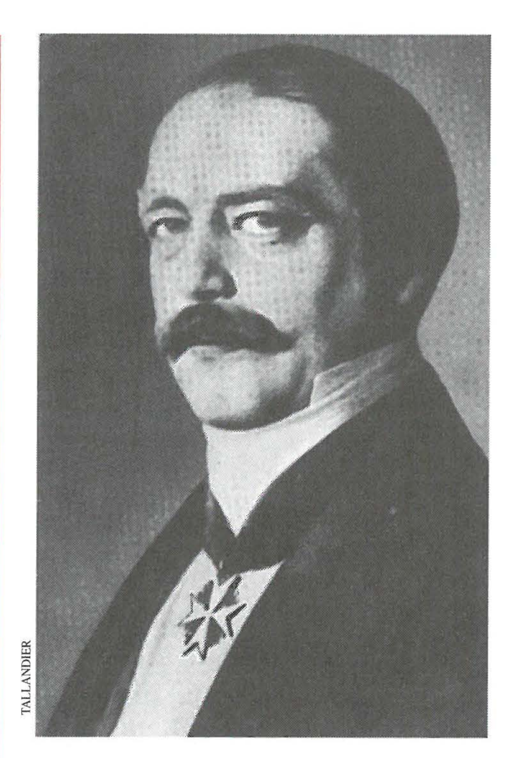
1840-1861. Règne en Prusse de Frédéric-Guillaume IV.

1848. Révolution à Berlin et à Vienne. Metternich doit s'enfuir. Le roi de Prusse accepte l'octroi d'une constitution. En mai, réunion à Francfort d'un parlement allemand élu au suffrage universel. Il incarne l'espérance d'une unité allemande qui se réaliserait par la voie du suffrage universel. Le projet d'un État fédéral va se heurter à l'opposition entre partisans de la Grande Allemagne, qui inclurait tous les États autrichiens y compris ceux peuplés de Magyars, de Slaves ou d'Italiens et ceux de la Petite Allemagne qui, derrière la Prusse, veulent un État exclusivement allemand. Neveu de l'empereur Ferdinand qui vient d'abdiquer devant l'émeute, le jeune François-Joseph Ier monte sur le trône d'Autriche.

1849. La couronne impériale est offerte au roi de Prusse par les parlementaires de Francfort mais il ne veut pas *« d'une couronne ramassée dans le ruisseau »*. Les libéraux sont écrasés à Dresde, les députés de Francfort réfugiés à Stuttgart dispersés par les soldats prussiens et Frédéric-Guillaume IV propose alors une Union restreinte qui serait le fruit de la volonté des princes.

OTTO VON BISMARCK

L'image qu'il a laissée est trompeuse. Le chancelier de fer en bottes et cuirasse, c'est ainsi qu'on l'a représenté, mais ce n'est pas ainsi qu'il était, même au physique. De haute taille, certes, et empâté par l'âge, mais avec une tête fine et une voix haut perchée d'intellectuel. On ne le vit jamais calme ni détendu. Comme Richelieu, c'était un grand nerveux et un anxieux, sujet aux crises de larmes. Il souffrait de névralgies et sa dureté était le résultat d'un entraînement pour prendre le contrôle de soi. Né près de Magdeburg en 1815, issu de la petite noblesse d'Allemagne du nord, l'étudiant de Gottingen et de Berlin, largement autodidacte, mène une vie assez dissipée jusqu'à son mariage en 1847. Hostile au libéralisme, il entame en 1847 une carrière politique de député au Landtag de Prusse. Face aux troubles révolutionnaires de 1848-1850, il est l'un des champions de la réaction antilibérale. Devenu diplomate, ce nationaliste prussien représente successivement son pays à la Diète de Francfort, à Saint-Pétersbourg et à Paris. Nommé Premier ministre en 1862 par le roi Guillaume Ier, il dote la Prusse de l'outil militaire qui va lui permettre de forger l'unité allemande à son profit. C'est chose faite à l'issue de trois guerres, celle des Duchés contre le Danemark en 1864, la guerre austro-prussienne conclue par la victoire de Sadowa en 1866 et la guerre franco-allemande de 1870-1871, qui débouche sur la proclamation de l'Empire. Adepte de la realpolitik, ce conservateur éclairé sait attacher au nouvel État les différents États allemands et conjure les dangers de la révolution sociale dans une Allemagne en pleine croissance industrielle par la mise en œuvre d'un socialisme d'État qui en fait le pays le plus moderne d'Europe. Sur le plan extérieur, il cherche à isoler une France avide de revanche, mais avec modération et en l'encourageant de fait dans ses entreprises coloniales. L'Entente des trois empereurs de 1872, la Duplice austro-allemande de 1879, la Triplice avec l'Italie en 1882, le traité de réassurance avec la Russie en 1887 doivent maintenir le statu quo européen. Partisan pour le Reich d'une hégémonie continentale, il apparaît trop timoré au jeune empereur Guillaume II, adepte d'une « politique mondiale » et il est écarté en 1890. Il meurt à Friedrichsruh en 1898.


TALLANDIER

Otto von Bismarck (1815-1898).

1850. Lors de la reculade d'Olmütz, le roi de Prusse doit céder à la volonté de l'Autriche, qui a restauré l'ordre chez elle et s'oppose à une unité allemande sous domination prussienne.

1853. L'accord du Zollverein est renouvelé, ce qui contribue au succès du décollage industriel, facilité par la découverte, en 1846, dans les territoires rhénans de la Prusse, des énormes ressources charbonnières de la Ruhr. L'Allemagne se transforme en quelques décennies, pour devenir en 1890 la première puissance industrielle d'Europe.

1862. Bismarck devient chancelier en Prusse. Il pense que l'unité allemande se fera *« par le fer et par le sang »* et non par la voie démocratique suivie en 1848.

1864. La guerre des Duchés rassemble tous les États de la Confédération germanique contre le Danemark.

1866. Guerre austro-prussienne. Victoire prussienne à Sadowa. La paix de Prague écarte définitivement l'Autriche d'Allemagne. La Prusse, par l'annexion du Hanovre, réalise sa continuité territoriale, de la frontière russe à la frontière française, et constitue sous sa direction, en 1867, une Confédération d'Allemagne du Nord.

1870-1871. Guerre franco-allemande. Bismarck y trouve l'occasion de mobiliser, aux côtés de la Confédération, les États catholiques d'Allemagne du Sud contre « l'ennemi héréditaire » français. La victoire allemande aboutit, le 18 janvier 1871, à la proclamation à Versailles de l'Empire allemand. L'Empire est un État fédéral comprenant vingt-cinq États mais le titre impérial héréditaire revient au roi de Prusse Guillaume Ier.

1871. Le traité de Francfort enlève à la France l'Alsace-Lorraine, ce que ne souhaitait pas Bismarck, conscient des conséquences passionnelles de cette annexion.

1872-1878. Bismarck se heurte à l'opposition du Centre catholique (Zentrum) conduit par Windthorst, c'est l'époque du Kulturkampf, à propos duquel le chancelier affirme *« qu'il n'ira pas à Canossa »*.

1875. Fondation de la Reichsbank. Unification du mouvement socialiste, d'inspiration marxiste, au sein du parti social-démocrate créé au congrès de Gotha.

1878. Lors du congrès de Berlin, Bismarck apparaît comme l'arbitre de l'Europe.

1882. Triple alliance entre Allemagne, Autriche-Hongrie et Italie. Les rivalités austro-russes dans les Balkans n'ont pas permis à Bismarck de maintenir l'alliance des trois empereurs (Allemagne, Autriche, Russie) qui devait, selon lui, assurer la stabilité européenne en isolant la France.

1882-1889. Bismarck met en œuvre, en introduisant une législation sociale qui est de loin la plus avancée d'Europe, un « socialisme d'État » qui a pour objectif de désamorcer la contestation socialiste. La prospérité générale et l'amélioration rapide des conditions de vie du plus grand nombre mettent alors l'Allemagne industrielle à l'abri des troubles révolutionnaires. Les socialistes en tireront les conséquences en se convertissant au révisionnisme, c'est-à-dire à un réformisme réaliste et prudent.

1890. Le jeune empereur Guillaume II écarte Bismarck et s'efforce de mettre en œuvre une politique mondiale (*Weltpolitik*), là où le vieux chancelier n'aspirait qu'à garantir à l'Allemagne une hégémonie continentale.

1891. Fondation de la Ligue pangermaniste.

1898. Discours de Kiel, dans lequel Guillaume II affirme que *« l'avenir de l'Allemagne est sur l'eau »*, ce qui inquiète l'Angleterre et va la rapprocher de la France et de la Russie.

Concession du chemin de fer de Bagdad. L'Allemagne est très présente dans l'Empire ottoman.

1905-1911. Crises franco-allemandes à propos du Maroc.

1914-1918. Première Guerre mondiale, dont la responsabilité est partagée entre tous les belligérants. Faute d'avoir pu vaincre rapidement la France à l'été 1914, l'Allemagne

doit mener une guerre longue sur deux fronts et la victoire finalement remportée à l'Est est annihilée par l'intervention américaine aux côtés de l'Entente. L'armistice intervient avant que l'opinion allemande ait eu le sentiment d'une défaite irrémédiable.

1918. De graves mutineries ayant commencé dans les ports du Nord dès le 3 novembre, la révolution triomphe à Berlin le 9 novembre. Guillaume II abdique, la République est proclamée mais le chancelier Ebert (socialiste), qui ne veut pas se laisser déborder par les spartakistes, s'entend avec l'état-major.

1919. Les corps-francs de volontaires qui se sont mis au service du gouvernement provisoire social-démocrate écrasent à Berlin à deux reprises, en janvier et en mars, des soulèvements spartakistes. Ils interviennent également dans la plupart des grandes villes allemandes passées à l'insurrection. La lutte se termine, provisoirement, avec la libération de Munich en mai 1919. Entre-temps, l'assemblée constituante élue en janvier s'est réunie à Weimar et a doté le pays d'une constitution républicaine. Signature du traité (*Diktat*) de Versailles, le 28 juin, bientôt suivie le 19 septembre de celle du traité de Saint-Germain avec l'Autriche.

1919 à 1923. L'Allemagne de Weimar connaît une histoire des plus tourmentées, nouvelles tentatives de révolution communiste en 1920 et 1923, putsch de droite Kapp-Luttwitz en 1920 à Berlin, putsch nazi de Munich en 1923, attentats perpétrés par les sociétés secrètes nationalistes issues des corps-francs, occupation de la Ruhr par les Français en 1923 qui entraîne une inflation vertigineuse. La situation s'améliore avec la politique économique et financière engagée en 1924 par Hialmar Schacht, avec le nouveau cours des relations franco-allemandes marquées par un rapprochement très poussé à l'initiative de Briand, et par une certaine stabilité politique retrouvée après l'élection à la présidence, en 1925, du maréchal Hindenburg. Ces acquis sont remis en cause à partir de 1930 quand la crise mondiale frappe l'Allemagne de plein fouet. C'est dans une société sinistrée par la crise et le chômage (6 500 000 sans-emploi en janvier 1933), et avec un système politique impuissant à dégager une majorité de gouvernement, que le parti national-socialiste d'Adolf Hitler réalise son irrésistible ascension.

1933. Le 30 janvier, Hitler devient chancelier du Reich et transforme en six mois un État républicain et parlementaire en un État totalitaire, fondé sur le culte du chef et le parti



Dans son **Histoire de l'Allemagne** *(Le Seuil, 1994), Joseph Rovan explique les ralliements massifs à Hitler lors de son accession au pouvoir en 1933 par* **« un gigantesque malentendu : il apparaissait aux masses comme un consolideur, alors qu'il était un destructeur, comme un homme d'ordre alors qu'il était une sorte d'anarchiste [rêvant] de convulsions tragiques ».**

unique. Il quitte la SDN à l'automne et fait approuver par un plébiscite le nouveau cours des choses.

1934. Lors de la Nuit des longs couteaux (30 juin), Hitler liquide les dissidences apparues dans le parti nazi (purge de la SA). En août, la mort de Hindenburg lui permet de cumuler sur sa personne les fonctions de président de la République et de chancelier.

1935-1936. Encouragé par le succès du plébiscite sarrois, Hitler réalise le réarmement de l'Allemagne, rétablit la conscription et remilitarise la rive gauche du Rhin en mars 1936.

1938-1939. Après avoir rendu à l'Allemagne sa liberté en matière militaire et l'avoir sortie de son isolement en se rapprochant de l'Italie fasciste, Hitler s'en prend maintenant aux clauses territoriales du traité de Versailles. En mars 1938, il réalise l'Anschluss (souhaité à l'origine par tous les Autrichiens), récupère en septembre le territoire allemand des Sudètes aux dépens de la Tchécoslovaquie, impose en mars 1939 son protectorat à la Bohême-Moravie en faisant disparaître la Tchécoslovaquie des traités de 1919 et s'en prend ensuite à la Pologne à propos de Dantzig. La signature du pacte de non-agression germano-soviétique en août 1939 lui laisse les mains libres pour attaquer ce dernier pays, allié de la France et de l'Angleterre qui déclarent alors la guerre à l'Allemagne.

ERNST NOLTE ET LA QUERELLE DES HISTORIENS

Un des mérites [d'Ernst Nolte] est d'avoir très tôt passé outre à l'interdiction de mettre en parallèle communisme et nazisme : interdiction plus ou moins générale en Europe occidentale. Dès 1963, dans son livre sur le fascisme […], Nolte a avancé les grandes lignes de son interprétation historico-philosophique, à la fois néo-hégélienne et heideggérienne, du XXe siècle. Le système libéral, par ce qu'il offre de contradictoire et d'infiniment ouvert sur l'avenir, a constitué la matrice des deux grandes idéologies, communiste et fasciste.

De là vient qu'on ne peut étudier les deux idéologies séparément […]. Mais elles s'inscrivent aussi dans un ordre chronologique : la victoire de Lénine a précédé celle de Mussolini, pour ne rien dire de celle de Hitler. La première conditionne les deux autres, aux yeux de Nolte, qui ne cessera d'approfondir ce rapport dans ses livres ultérieurs (surtout *Der Europaïsche Bürger Krieg, 1917-1945*, 1987) : sur le plan idéologique, l'extrémisme universaliste du bolchevisme provoque l'extrémisme du particulier dans le nazisme. Sur le plan pratique, l'extermination de la bourgeoisie accomplie par Lénine au nom de l'abstraction de la société sans classes crée une panique sociale au point de l'Europe le plus vulnérable à la menace communiste ; elle fait triompher Hitler et la contre-terreur nazie.

Pourtant, Hitler ne mène lui-même qu'un combat perdu d'avance contre ses ennemis : il est pris lui aussi dans le mouvement universel de la « technique » et utilise les mêmes méthodes que l'adversaire. Tout comme Staline, il pousse les feux de l'industrialisation. Il prétend vaincre le judéo-bolchevisme, ce monstre à deux têtes de la « transcendance »sociale, mais il veut unifier l'humanité sous la domination de la « race » germanique. Il ne restera donc rien, dans cette guerre programmée, des raisons de la gagner. Ainsi le nazisme trahit-il par son cours sa logique originelle.

FRANÇOIS FURET
Le passé d'une illusion.
Robert Laffont, Calmann-Lévy, 1995.

DEUX POIDS, DEUX MESURES

Nuremberg, ce fut la justice des vainqueurs punissant les vaincus. Mais les crimes de Staline et de Beria resteront impunis. La manière dont les Allemands ont poursuivi les dirigeants de l'ex-RDA est significative. Les Allemands de l'Ouest avaient enregistré dans des archives spéciales, à Salzgitter en Basse-Saxe, les crimes contre l'humanité perpétrés par le régime de Berlin-Est. Et entre-temps, les archives de la Stasi, de l'Académie militaire de Potsdam et du Parti communiste SED ont révélé que les forfaits et exactions du régime est-allemand étaient pires que tout ce que nous avions appris et imaginé durant la guerre froide.

A-t-on sanctionné les dignitaires de ce régime et leurs compagnons de route ? Eh bien, non. Les procès contre les anciens de la Stasi et les Grepos qui ont abattu des fuyards le long du Mur se terminent sur des non-lieux ou des peines dérisoires. On défère à la justice les simples soldats plutôt que les officiers et les dirigeants. On n'a pas condamné les geôliers ni les bourreaux de l'archipel du Goulag est-allemand, à Bautzen, Hoheneck et autres prisons où des dizaines de milliers de détenus ont souffert et sont morts. Et après la remise en liberté du principal responsable, Erich Honecker, en janvier 1993, comment voulez-vous juger ses subordonnés et exécutants à l'aide des dossiers de Salzgitter ?

Chez nous, en Occident, le système « deux poids, deux mesures », est pratiqué en permanence. Quand le criminel appartient à un parti politique de gauche, il est couvert par une sorte de grâce sanctifiante. Quand il est membre d'un parti de droite, son crime est impardonnable.

OTTO DE HABSBOURG
Mémoires d'Europe, entretiens avec Jean-Paul Picaper.
Critérion. Paris, 1994, pp. 142-143.


SIPA PRESS

Helmut Kohl et François Mitterrand à Berlin, le 8 septembre 1994 pour l'évacuation des troupes alliées. Chancelier de l'Allemagne fédérale depuis 1982, Helmut Kohl restera dans l'histoire l'homme de la réunification (3 octobre 1990). On n'oubliera pas non plus ses efforts pour l'affermissement de l'entente franco-allemande au sein de l'Europe. Né le 3 avril 1930, mesurant 1,93 mètre avec un poids de 120 kg (secret d'État), il a fait toute sa carrière au sein de la CDU (Union chrétienne démocrate d'Allemagne).

1939-1945. Seconde Guerre mondiale. Après les succès foudroyants remportés de 1939 à 1941, l'Allemagne, confrontée avec une formidable coalition, est finalement vaincue et le régime nazi est totalement emporté dans cette défaite. L'Allemagne, qui supportera longtemps l'opprobre des persécutions raciales du Troisième Reich, perd près du tiers de son territoire de 1937. Douze millions d'Allemands ont fui les territoires de l'Est au fur et à mesure qu'avance l'Armée Rouge. Le pays est divisé à partir des accords conclus entre les alliés à Téhéran, Yalta et Potsdam, en quatre zones d'occupation octroyées aux vainqueurs.

1947. L'annonce du plan Marshall et la volonté occidentale de contenir la poussée communiste marquent le début de la guerre froide avant que les vainqueurs de 1945 aient eu le temps de régler politiquement la question allemande.

1949. Création de la République fédérale allemande à partir des trois zones d'occupation occidentale. Staline réagit en créant la République démocratique allemande. Konrad Adenauer, président du parti chrétien démocrate qui a remporté les élections, devient le premier chancelier de l'Allemagne fédérale.

1951. L'Allemagne participe à la construction européenne à ses débuts en créant avec la France, l'Italie et les pays du Benelux la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

1953. Révolte populaire à Berlin-Est contre les Soviétiques (16-18 juin).

1954. Après l'échec de la Communauté européenne de défense, les accords de Paris et de Londres autorisent le réarmement allemand et l'intégration des forces allemandes à l'OTAN.

1955. L'Autriche est évacuée par les forces d'occupation et s'engage à demeurer neutre.

1957. Traité de Rome. Création de la Communauté économique européenne.

1961. Construction du mur de Berlin, que vient compléter le rideau de fer établi sur la frontière interallemande dès le début de la guerre froide.

1963. Le traité de l'Élysée, signé entre le général de Gaulle et le chancelier Adenauer, concrétise la réconciliation franco-allemande et la volonté d'une action commune des deux pays en vue de l'Europe.

1965. Alors que sous l'impulsion de Konrad Adenauer et de Ludwig Erhard, l'Allemagne occidentale est redevenue la première puissance économique d'Europe, devenu chancelier, le socialiste Willy Brandt va mettre en œuvre son Ostpolitik, qui vise à trouver des compromis avec Moscou. Il reconnaît la RDA et la frontière Oder-Neisse avec la Pologne comme frontière orientale de l'Allemagne. Décisions confirmées lors de la conférence d'Helsinki de 1975.

1981-1983. Le déploiement des euromissiles américains en réponse à celui des fusées soviétiques SS 20 suscite une immense vague pacifiste en Allemagne qui apparaît alors comme l'éventuel champ de bataille des deux Grands.

1989. L'ouverture du rideau de fer à la frontière austro-hongroise voit des dizaines de milliers d'Allemands de l'Est chercher refuge à l'Ouest pendant l'été. Au cours des mois qui suivent, les régimes communistes s'écroulent les uns après les autres en Europe de l'Est et, le 9 novembre, le mur de Berlin est renversé.

1990. La négociation « 4 + 2 » engagée entre les USA, l'URSS, la France, le Royaume-Uni et les deux États allemands aboutit à la réunification du pays, qui retrouve sa pleine souveraineté internationale mais reste soumis à l'interdiction de certaines armes et à la limitation de ses forces militaires conventionnelles. Helmut Kohl apparaît comme le grand artisan de la réunification.

Ph. C.

Naissance d'une nation

PAR PIERRE BÉHAR

Avec ou sans État, les Alle-mands ont toujours eu le senti-ment de leur communauté de des-tin. Histoire d'une nation qui s'est longtemps passé d'État.

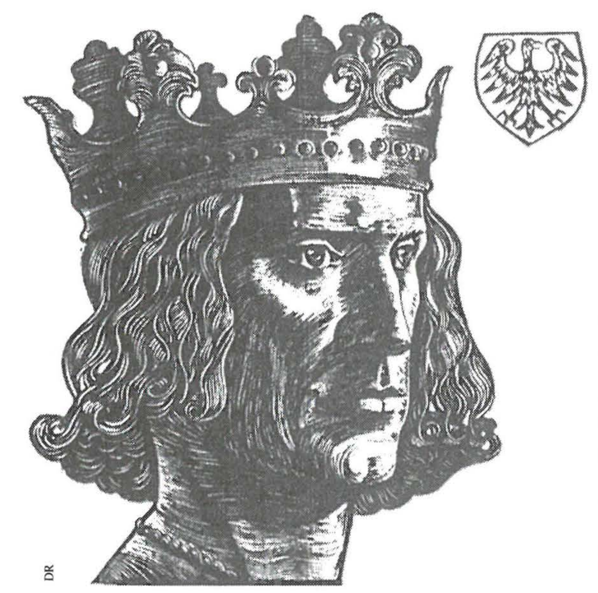
Rien n'est plus commun et plus erroné que de croire l'unité allemande née seulement en 1871. Cette illusion repose sur une confusion entre État et nation. Quand bien même l'expression légale, administrative, diplomatique et militaire de la nation qu'est l'État serait, pour l'Allemagne, une création récente, il n'en demeurerait pas moins que le sentiment de constituer une nation, autrement dit une communauté fondée sur une langue, une culture, une histoire communes, n'a jamais cessé d'habiter les esprits outre-Rhin, comme ceux d'Italie, d'Irlande ou de Pologne tout au long du morcellement ou de l'asservissement de leur pays. Bien plus, c'est l'intensité de son sentiment national qui permit à l'Allemagne, depuis le gouffre d'inexistence politique où elle avait été plongée entre le Grand Interrègne de 1250 et le XIXe siècle, de reconstituer malgré toutes les épreuves son unité politique. Ce sentiment national remonte à l'Antiquité. Dès cette époque, les Germains constituaient une unité culturelle ; certes, déchirée de dissensions intestines, mais ni plus ni moins que les Gaulois, dont la communauté culturelle ne suscite aucun doute. De cette unité de civilisation, la *Germanie* de Tacite apporte au demeurant la preuve incontestable.

La constitution de la nation allemande en État remonte au IXe siècle. Elle précède, et loin, celle de l'État français, sinon en droit,



DR

Serment de Strasbourg, 14 février 842. Louis le Germanique et Charles le Chauve, fils de Charlemagne, s'engagent à s'unir contre leur frère Lothaire, héritier nominal de l'empire carolingien. Le texte est rédigé en langue tudesque et en langue romane qui annoncent l'allemand et le français. Tandis qu'en Germanie, dès le IXe siècle, la royauté s'affirme dans toute sa grandeur, les souverains de la future France sont, pendant longtemps, réduits à l'impuissance.





Le roi de Germanie Henri Ier l'Oiseleur (ci-dessus). À droite, son fils, Othon Ier le Grand qui règne de 936 à 973 et fonde, en 962, le Saint-Empire romain.

du moins en fait. Des ruines de l'Empire de Charlemagne, l'État allemand est le premier à naître. C'est officiellement de novembre 887 que date, avec l'élection d'Arnulf, la fondation du royaume de Germanie. Elle résultait des patients efforts déployés par Louis le Germanique de 840 à 876. Ce nouveau royaume rassemble les Francs, les Saxons, les Thuringiens, les Bavarois et les Souabes. Affermi par Henri Ier, dit Henri l'Oiseleur, de 919 à 936, il atteint son apogée dès le règne de son fils, Othon Ier, de 936 à 973.

Cette constitution d'une royauté en Germanie était dans la nature des choses. *« La royauté,* souligne Georges Duby, *venait du passé germanique, apportée par les peuples que Rome, bon gré mal gré, avait accueillis chez elle sans rien retrancher aux pouvoirs de leurs chefs. Ceux-ci avaient pour principale fonction de les conduire à la guerre* [...]. *Mais les rois barbares détenaient un autre privilège plus mystérieux, plus nécessaire encore au bien commun, le pouvoir magique de s'entremettre entre leur peuple et les dieux. Cette puissance leur venait de la divinité elle-même, par filiation : le sang divin coulait dans leurs veines. »* (1)

L'institution au VIIIe siècle du sacre du roi des Francs doit être considérée comme une *« christianisation de ses pouvoirs magiques ».* Ainsi, dès 751, Pépin le Bref avait été sacré par saint Boniface, l'archevêque de Mayence ; en 754, à Saint-Denis, le pape Étienne III donna l'onction sainte à ses fils et couronna la reine d'un diadème : cette cérémonie confirmait le sacre de la personne de Pépin en l'étendant à toute sa dynastie. La conception germanique de la nature sacrée du roi et de sa famille se trouvait intégralement christianisée.

En France, les esprits, habitués à opposer la longue suite de leurs rois au chaos des successions germaniques, sont naturellement enclins à considérer la royauté comme fondamentalement française. Si cette vue est exacte, c'est au sens où il s'agit d'une notion apportée par les Francs, population germanique s'il en fut. C'est à cette fondation germanique que la France doit son nom, la suite de ses rois et la conception que ceux-ci se firent de leur pouvoir.

Les limites de l'influence romaine

En réalité, c'est en Germanie que, dès le IXe siècle, la royauté s'affirme dans toute sa grandeur. Dans le reste de l'Empire de Charlemagne, dont en 843 le traité de Verdun a sanctionné l'éclatement, les souverains de la partie occidentale, qui va s'appeler la France, n'exercent leur pouvoir réel que sur le duché d'entre Seine et Loire – qui ne recevra qu'à partir d'Hugues Capet le titre de « domaine royal ». Ils vont être pour longtemps réduits à l'impuissance par des vassaux qui n'en ont que le nom. Le pouvoir du roi de Germanie en revanche va s'imposer à l'ensemble de l'Allemagne. La création de l'État allemand précède celle de l'État français. C'est la raison pour laquelle le roi des Germains Othon Ier va, le 2 février 962, relever à son profit le titre vacant d'Empereur d'Occident.

La dignité impériale accomplissait la dignité royale. Depuis que Charlemagne l'avait restaurée à la Noël de 800, *« la magistrature impériale était une autre institution divine qui se situait un peu plus haut [que la royauté] dans la hiérarchie des puissances, au degré intermédiaire entre les rois de la terre et les dominations célestes »* (2). L'Allemagne avait été la première à réaliser son unité politique : il lui revenait de rétablir l'Empire, dont l'Europe éprouvait la lancinante nostalgie. Reprenant le flambeau du Franc Charlemagne, le Saxon Othon Ier, dit le Grand, inaugurait les destins de l'Europe moderne sous les auspices de la prépondérance allemande. Car ce n'était, une fois encore, que l'Empire romain, tel que l'avait connu l'Antiquité, que prétendait rétablir Othon : ce n'est que par la suite qu'on parlera de « Saint-Empire », *sacrum imperium,* par rivalité avec la terminologie byzantine ; et l'appendice « de nation germanique » ne lui sera pas accolé avant le XVe siècle.

En dépit de sa puissance, cet Empire avait de graves faiblesses, d'autant plus pernicieuses qu'elles échappaient pour la plupart au regard de ses maîtres ; pire encore, celles qui leur apparaissaient leur semblaient des avantages.

Tout, en effet, se liguait contre l'Allemagne pour lui offrir une destinée impériale fatale à son destin national. Sa situation géographique d'abord. Ses territoires ne présentaient pas la moindre unité naturelle. Ses limites ne pouvaient être fixées que par la résistance opposée par ses voisins aux migrations de ses peuples désireux de quitter des contrées inhospitalières.

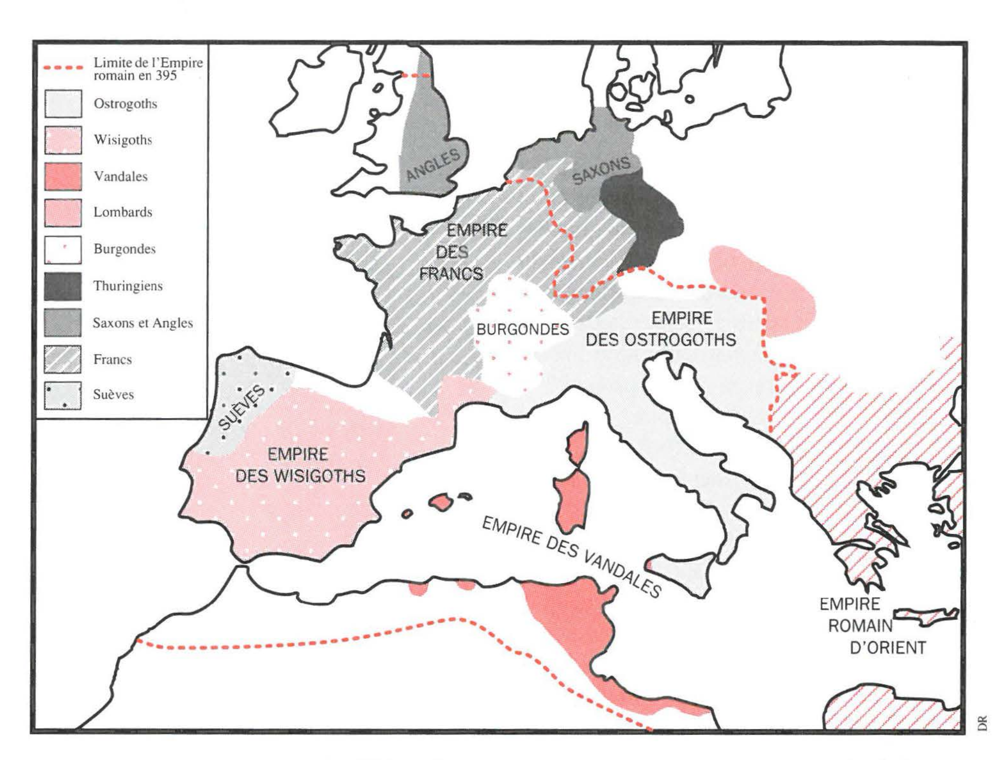
Il en résultait deux conséquences essentielles. Vers l'extérieur, la masse des Germains continentaux et leur défaut d'équilibre interne les invitaient à modifier la forme même de leur pays en les lançant dans des conquêtes, à l'ouest, à l'est, mais surtout au sud. À l'intérieur, cette indétermination des frontières ne favorisait pas la constitution d'une unité nationale : les esprits, en Allemagne, concevaient l'État sous la forme d'une simple agglomération, à peine une fédération, grosse de risques d'éclatement.

Le manque de cohésion interne était d'autant plus grand que ce défaut d'unité territoriale se doublait d'une profonde scission culturelle. Elle était le fait des Romains. Soucieux de se garantir contre les invasions qui menaceraient leur Empire, ils avaient, la conquête de la Gaule achevée, entrepris celle de la Germanie. De 12 à 9 avant Jésus-Christ, Drusus l'avait menée à terme. Le désastre de Varus face à la révolte d'Arminius (Hermann), en 9 après Jésus-Christ, avait été réparé par la reconquête effectuée par Germanicus, qui, en

l'an 17, était de nouveau sur l'Elbe. Ce fut alors que le destin se joua. Les aigles de Varus reprises, Tibère fit rentrer Germanicus à Rome, abandonnant aux Germains les terres reconquises. « *L'honneur de Rome était vengé ; on pouvait donc laisser à leurs querelles intestines les Chérusques et ces autres nations rebelles* » (Tacite, Annales, I, XXVI). C'est librement que Rome rendit sa conquête, n'en conservant pour sa sécurité qu'une frange délimitée par les cours du Rhin et du Danube : Rome scinda la Germanie. Trajan, puis Hadrien concrétisèrent la frontière par un *limes* fortifié, qui partait de Bonna, la future Bonn, et s'appuyait sur les légions cantonnées dans les camps retranchés qui deviendront ultérieurement Xanten, Wiesbaden, Mayence, Strasbourg, Heidelberg, Ratisbonne, mais aussi dans des villes fortifiées, telles Cologne, Coblence ou Trêves.

La scission de la Germanie ne s'inscrivit pas seulement dans sa géographie. Elle s'inscrivit aussi dans les esprits. La division de la Germanie allait durer sept siècles. Alors que les Germains conquis par Rome allaient, au même titre que les futurs Français, Espagnols, Anglais recevoir en partage la civilisation gréco-latine, la Germanie au-delà du *limes* lui demeurerait étrangère.

Cette première division culturelle en entraîna une seconde. À l'heure où Constantin, faisant inscrire le signe du Christ sur ses enseignes, instituait l'univers chrétien héritier de l'univers latin, toute la Germanie au-delà du *limes* restait, une fois encore, étrangère aux grands phénomènes européens, s'opposant politiquement, culturellement et religieusement au reste du monde civilisé par Rome.



Limites de l'Empire romain (en 395) et répartition des peuples germaniques à la fin du Ve siècle.

L'héritage dangereux d'Othon le Grand

Les Germains demeurés païens, en particulier les Frisons, les Thuringiens, les Saxons, ignoraient tout de la philosophie grecque et romaine, des religions monothéistes de l'Orient, des mystères de Dionysos, de tout ce qu'avaient connu les plus anciennes cultures d'une Europe qui avait adopté le christianisme.

Aussi leur évangélisation fut-elle particulièrement difficile. Saint Boniface parvint à christianiser les populations les plus méridionales de la Germanie indépendante, poussant jusqu'aux portes de la Thuringe ; les Saxons lui opposèrent une résistance farouche, les Frisons le lapidèrent le 5 juin 754. Il revint à un prince franc, Charles, que l'histoire connut sous le nom de Charlemagne, de procéder par la force à la première réunification des Germains, en imposant depuis sa capitale d'Aix-la-Chapelle, le christianisme nicéen par le fer et par le sang aux peuples germaniques demeurés fidèles au paganisme. Il y mit trente-deux années, de 772 à 804. Encore ne les avait-il alors pas tous convertis ; son œuvre devait être reprise par ses successeurs. C'est par les massacres, les bûchers, les déportations massives que le christianisme fut imposé aux Germains à l'est du Rhin et au nord du Main. De cette sanglante conversion, leur mémoire devait conserver un souvenir impérissable. On en retrouvera les marques dans les siècles futurs.

Tel était l'héritage d'Othon. On en voit les faiblesses : ni géographiquement ni culturellement, son immense État – alors le plus grand pays unifié d'Europe – n'offre d'unité. Son unité géographique n'est définie que par les limites imposées par ses voisins : son unité religieuse et culturelle imposée par la force n'est pas dans les esprits.

Othon dut, lui aussi, batailler contre ses vassaux. Dès son élection, à vingt-quatre ans, en 936, il poursuit l'œuvre de son père Henri. S'appuyant sur le peuple et les grands dignitaires ecclésiastiques, il annexe la Franconie à la Saxe, impose son frère à la Bavière, sa fille à la Lorraine, son fils à la Souabe, brise une ultime révolte, et, écrasant les Hongrois, rétablit dès 955 la royauté allemande dans tous les droits qu'elle avait progressivement perdus depuis la disparition de Charlemagne. Face à une royauté française en procès de dissolution devant des féodaux, la monarchie d'Othon fait reculer la féodalité. L'Allemagne n'est pas seulement, dans cette nouvelle Europe, la première nation à avoir constitué son unité ; elle est aussi la seule. L'union de la nation allemande en un État, voici plus de mille ans, et la singularité de ce phénomène dans l'Europe du Xe siècle, en constituent le fait essentiel.

Son pouvoir sur l'Allemagne confère à Othon son pouvoir sur l'Europe morcelée, lui permettant d'arbitrer le différend relatif à la succession au trône de France, de réduire à sa discrétion le royaume de Bourgogne et de se faire reconnaître roi d'Italie. Ce pouvoir lui permet surtout de mener à son terme la reprise de la politique carolingienne en se faisant, le 2 février 962, sacrer empereur d'Occident. Il ne lui restait plus qu'à se faire reconnaître par l'empereur d'Orient : reconnaissance sanctionnée par le mariage de son fils, le futur Othon II, avec la jeune princesse Théophano, la Porphyrogénète.

Tout se liguait pour convier l'État allemand à un destin impérial qui le détournerait de son œuvre d'unification nationale. Rien n'eût été cependant plus urgent, pour asseoir les fondements de son avenir, que de s'adonner à l'unification patiente du pays, de la même façon que les rois de France, qui, à partir d'un centre, allaient, au long des siècles, consolider leur pouvoir et l'unité nationale par l'unification, la soumission et finalement la destruction de la féodalité.

L'Allemagne demeura au stade d'une union périphérique, ou, plus exactement,

d'une simple confédération fondée sur la conservation de la féodalité, rattachée à la monarchie par le seul lien de vassalité, susceptible de se rompre au moindre relâchement du pouvoir royal. La nation s'était précocement constituée en État ; mais au lieu de la payer de retour en procédant à son unification interne – assurant de la sorte sa propre pérennité –, l'État se développa en Empire. L'Empire empêchait l'État de se consacrer à ses fins. En ajoutant au royaume d'Allemagne le royaume d'Italie, il devint multiétatique, et surtout multinational. Il adjoignait à une nation allemande, encore morcelée, une nation italienne que, par définition, la nation allemande ne pourrait jamais assimiler. Au lieu d'employer ses ressources à consolider son État, la nation allemande allait les user à tenter d'imposer une construction qui contenait en elle-même les principes de sa destruction.

Il ne faut pas s'y tromper. La fameuse querelle du Sacerdoce et de l'Empire, qui scanda toute l'histoire de ce dernier, peut être présentée comme un conflit entre deux visions du monde : pour Rome, le titre d'empereur ne pouvait être conféré que par le sacre, qui donnait au souverain son caractère sacré ; aux yeux des Allemands, ce même sacre n'était que la reconnaissance, la sanction des vertus divines dont était investi le monarque en tant que roi de Germanie. Elle peut être également considérée comme une lutte politique entre les deux pouvoirs issus de la Rome antique, celui de César et celui du pape. Elle fut dans son essence un antagonisme de deux nationalismes : la preuve la plus évidente est qu'en dehors d'exceptionnelles rencontres, les Allemands ne laissèrent pas d'apporter leur soutien à l'empereur et les Italiens leur appui au pape.

La grande figure du dernier empereur de la maison de Hohenstaufen, Frédéric II, marque l'achèvement, c'est-à-dire à la fois le sommet et le terme, de la destinée, ou plutôt de la fatalité impériale. De germanique, il n'a plus en vérité que le titre de roi d'Allemagne. Nourri, tout au long de sa jeunesse sicilienne, d'une synthèse des cultures méditerranéennes, entouré de sa garde sarrasine, de ses docteurs arabes et de ses traducteurs juifs, auteur de poèmes siciliens qui le feront célébrer par Dante comme le père de la poésie italienne, roi de Jérusalem, présent de son ami le sultan d'Égypte, Frédéric II, depuis Palerme, promontoire d'où il domine l'Orient et l'Occident, règne sur un Empire qui s'étend des rives de la Baltique à celles de la mer Morte. Il



L'empereur Frédéric II de Hohenstaufen (1194-1250), figure centrale de la lutte du Sacerdoce et de l'Empire. Aux papes qui nient l'autonomie de l'État et son droit naturel antérieur à l'Église, les empereurs opposent la doctrine inverse fondée sur l'héritage franc autant que sur le droit romain.

quitte l'Allemagne sitôt après en avoir été élu roi, en 1220. Il n'y sera plus représenté que par des vicaires. L'unique chose qu'il attend de l'Allemagne, ce sont des ressources en argent et en hommes pour mener à bien sa politique impériale. Sous son règne, l'Allemagne n'est plus ni la fin ni même le centre de l'Empire, elle n'en est plus que le moyen.

La fin de Frédéric II marque celle de l'Empire

À la mort subite, et peut-être suspecte, de Frédéric II en 1250, tout l'édifice impérial s'écroule. De victoire à la Pyrrhus en victoire à la Pyrrhus contre une péninsule qui rejetait leur autorité, les empereurs ont échoué dans leur dessein de soumettre le peuple italien. Cet échec résultait d'une contradiction géopolitique fondamentale. L'Allemagne, dont l'espace d'origine s'étendait au nord de la barrière des Alpes, s'était épuisée à reconstituer un Empire romain dont l'espace était le monde méditerranéen et le centre de gravité l'Italie.

Mais l'immense et insensé effort des Césars germaniques n'a pas seulement échoué à s'imposer au peuple italien. Il a, parallèlement, décomposé l'État allemand. Entretenu par la conjuration des intérêts des princes allemands et des papes, s'ouvre alors le chaos du « Grand Interrègne ». De 1250 à 1312, il n'y eut pas d'empereur ; et leur suite continue ne reprendra qu'en 1355. Quant à la couronne d'Allemagne, elle sera également vacante. Disputée entre le fils de Frédéric, Conrad – qui meurt dès 1254 – et Guillaume de Hollande – qui le suit dans la tombe en 1256 –, elle ne sera pas relevée, depuis cette dernière date, avant 1273. Encore sera-t-elle confiée à un nouveau venu, un certain Rodolphe de Habsbourg, en raison de sa faiblesse, garante de son impuissance à restaurer le pouvoir réel de la royauté germanique.

Contrairement à une opinion très répandue, ce n'est pas le 6 août 1806 qu'a disparu le « premier Empire », lorsque François II en déposa la couronne : ce n'était là que son acte de décès officiel. Sa fin réelle fut consommée en 1250, à la mort de Frédéric II. Le titre d'empereur fut dès lors dénué de réalité politique. Les grands efforts tentés par Charles Quint au milieu du XVIe siècle, puis par Ferdinand II en 1618 pour lui en rendre une, échoueront lamentablement. En 1648, au terme de la guerre de Trente Ans, l'empereur aura encore moins de pouvoir sur le « corps germanique ».

Si le premier enseignement de l'examen du Moyen Âge allemand est que l'Allemagne se constitua en État longtemps avant la France, le second est que cet État ne se reconstitua qu'après plus de six siècles d'inexistence : chiffre à peine concevable pour des esprits français, qui tiennent pour naturelle la continuité de l'État ; chiffre aussi que ceux qui nourrissaient l'espoir que, pour avoir vécu séparées durant un demi-siècle, les Allemagnes du XXe siècle le demeureraient toujours, eussent été avisés de méditer.

P. B.

Pierre Béhar est professeur de littérature et de civilisation allemandes. Il enseigne aux universités de Sarrebruck, Metz et Paris-VIII. En 1990, il a publié aux éditions Desjonquères *Du Ier au IVe Reich, permanence d'une nation, renaissance d'un État, sur la continuité de l'histoire germanique* et, en 1991, *L'Autriche-Hongrie, idée d'avenir, sur la géopolitique de l'Europe centrale.* Chez le même éditeur, il vient de publier *Les langues occultes de la Renaissance, sur les sources de la modernité européenne.*

---

(1) Georges Duby, *Adolescence de la chrétienté occidentale, 980-1140*. Genève, 1967, rééd. 1984, p. 15 a-b.

(2) G. Duby, op. cit., p. 16 a.

LUTHER ET LA RÉFORME

Avec la Renaissance, la Réforme est l'événement culturel essentiel qui inaugure les temps modernes. Elle est considérée par la tradition classique – fondée par Luther lui-même – comme l'antithèse de l'humanisme ; ce que confirment les recherches les plus récentes qui ont établi que, dès le second tiers du XVI[e] siècle, la Réforme avait supplanté l'humanisme dans son rôle dominant de la vie intellectuelle du Saint-Empire.

Lorsque l'on considère la figure de Luther, le père de la Réforme, on ne peut en effet s'empêcher de songer à celle du père de l'humanisme, Pétrarque. Il existe entre le moine allemand du XVI[e] siècle et le lettré italien du XIV[e] plus d'un trait commun, à commencer par le patriotisme – on serait tenté de dire : le nationalisme –, commun aux deux esprits. Le patriotisme de Pétrarque n'est pas, dans sa pensée, un élément secondaire. *« Ego vir italicus »* : seul un Italien peut comprendre la beauté des lettres antiques, œuvres d'Italiens. Les autres peuples ne sont que des barbares.

Ce même nationalisme culturel qui avait présidé en Italie à la naissance de l'humanisme, va présider en Allemagne à la naissance de la Réforme. Lorsque, en mai 1520, Luther écrit son manifeste *À la Noblesse chrétienne de la Nation allemande*, les dés sont jetés. On a pu reconnaître en celui-ci *« un programme complet de nationalisme à la fois religieux et politique »*.

Il faut en effet se garder de considérer l'histoire religieuse d'un point de vue exclusivement religieux. Seule l'histoire politique qui précède Luther permet de comprendre l'évolution du moine augustin.

D'un certain point de vue, l'histoire des derniers siècles du Moyen Âge se confond avec celle des tentatives d'émancipation des nations de la tutelle romaine. Pour ne prendre que l'exemple de la France, lorsque Philippe le Bel, en 1296, affirme son indépendance à l'égard du souverain pontife quant au temporel, on peut être assuré qu'il reflétait en cela le désir unanime de la nation derrière lui rassemblée. Si la France fut la seule nation du Moyen Âge qui, en accord avec son clergé, s'émancipa de la tutelle du Saint-Siège, ce ne fut pas faute pour les autres nations de ressentir de semblables désirs. L'Empire, notamment, avait entrepris bien avant la France sa lutte contre le Sacerdoce.



Martin Luther (1483-1546). Il a éveillé la conscience nationale des Allemands autant que leur sens musical.

Cette lutte n'a pris fin apparemment qu'à la mort de Frédéric II de Hohenstaufen. Celui-ci disparaît en 1250. L'année suivante, la *Sächsische Weltchronik*, la *Chronique universelle saxonne*, déclare : *« En ces temps, l'on dit que l'empereur Frédéric était mort ; mais le peuple prétendit qu'il était encore en vie ; longtemps subsista le doute. »* L'Empereur n'est pas mort ; il s'est simplement retiré au fond d'une montagne, d'où il reviendra rétablir un jour l'Empire dans sa splendeur première. Dans la plupart des chroniques, il s'identifie en outre à l'Empereur de la Fin des Temps, destiné dans l'imaginaire populaire à se dresser contre l'Antéchrist.

S'il est certain que la fin des temps est *« devant la porte »*, comme le dit Luther, cela signifie que l'Empereur caché va venir livrer bataille au pape confondu avec l'Antéchrist, et restaurer l'Empire. On attend soit Frédéric II lui-même, soit un *Fredericus redivivus*. Sebastian Brant, dans sa *Nef des Fols*, l'avait reconnu dans Maximilien. L'Allemagne, Luther avec, va l'espérer en Charles-Quint.

Contre François I[er], Charles de Habsbourg est élu à la dignité impériale grâce à un grand mouvement de patriotisme allemand. C'est sans doute Lucien Febvre qui évoque le mieux le climat de cette élection : *« Au moment décisif, lorsqu'il fallut en venir au vote, des tractations, des conventions, des ventes aux enchères, plus rien ne tint. Une grande vague de nationalisme germanique submergea toutes ces misérables petites choses. Sous la pression d'une opinion émue, troublée jusque dans ses profondeurs et qui réunissait dans une étrange unanimité les bourgeois, les nobles et les humanistes [...], tandis que 12 000 piétons et 2 000 cavaliers prêts à faire front contre le roi de France se massaient spontanément aux portes de Francfort, Charles de Habsbourg, le 28 juin 1519, sortait vainqueur de l'urne électorale. »* (1) Or le nouvel Empereur déçoit l'attente de l'Allemagne. La nouvelle de son élection, il la reçoit en Espagne, où il réside depuis septembre 1517. Que fait-il alors ? Rentre-t-il en Allemagne, où le peuple l'attend ? Non. Il reste en Espagne jusqu'à l'été de 1521, pendant ces années où l'Allemagne, persuadée de l'imminence de la fin du monde, ébranlée par le conflit entre Luther et Rome, a le plus besoin de son Empereur. Mais ce jeune Empereur tant espéré méprise l'Allemagne. Il crée de son fait un interrègne de deux ans pendant lequel le conflit de Luther, de querelle de théologiens, se transforme en un immense mouvement national. Car la réincarnation de Frédéric, à défaut d'être ce Charles de Habsbourg qui néglige l'Allemagne, ce peut être Luther.

Ni les humanistes ni le pape ne s'y trompent ; ni les Allemands non plus. Lorsque Aléandre vient à la fin de septembre 1520 publier la bulle condamnant Luther, il constate : *« Les neuf dixièmes de l'Allemagne crient :* "Vive Luther !" *et, tout en ne le suivant pas, le reste fait chorus pour crier :* "Mort à Rome !" *»*

C'est pour des raisons politiques, ou plus exactement nationales, que le peuple allemand se reconnaît en Luther, non pas pour une théorie du salut par la foi à laquelle seuls les théologiens pouvaient entendre quelque chose. Le passage de l'Allemagne à la Réforme relève, certes, de l'histoire religieuse, mais ne s'effectue pas pour des motifs religieux.

De même que l'humanisme permet à l'Italie de renouer avec son passé en rejetant une culture médiévale que Pétrarque appelle barbare, de même la Réforme luthérienne permet à l'Allemagne de renouer avec le sien, en émancipant le pays d'une tutelle italienne subie mais jamais acceptée. On comprend finalement pourquoi, en Allemagne, la Réforme a pu supplanter l'humanisme : elle en a tenu lieu.

PIERRE BÉHAR

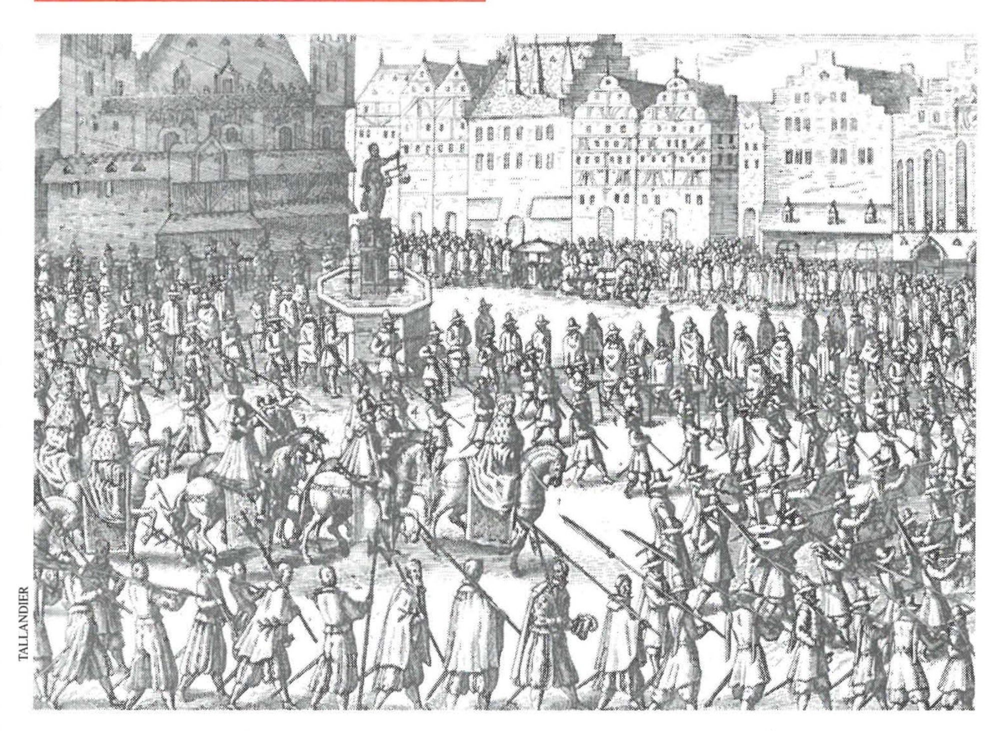
(1) *Un destin, Martin Luther.* Paris, 1968, p. 88.

UN DÉSASTRE HISTORIQUE

La guerre de Trente Ans

PAR HENRY BOGDAN

Pour commencer, une armée espagnole entre en campagne contre le Palatinat calviniste pour le compte de l'empereur catholique. Puis intervient le roi protestant du Danemark, et bientôt celui de Suède, en attendant la France, qui profite de cette première guerre européenne.



TALLANDIER

En 1617, élection de Ferdinand de Habsbourg sous le nom de Ferdinand II. Élève des Jésuites, partisan fanatique de la Contre-Réforme, il a pourtant bénéficié des suffrages d'une majorité de princes luthériens. Quand ces inconséquents comprendront leur erreur, il sera trop tard. Le nouvel empereur ne reculera pas devant la plus destructrice des guerres pour combattre l'hérésie.

Tout commence en Bohême, terre d'Empire. À Prague, le 23 mai 1618, un groupe de nobles protestants suivi d'une foule surexcitée fait irruption dans une salle du château où étaient réunis les représentants de l'empereur Mathias. Accusés d'avoir violé la Lettre de Majesté qui, depuis 1609, garantissait la liberté religieuse, deux des lieutenants royaux, Martinic et Slawata, sont précipités du haut d'une des fenêtres du château ainsi qu'un secrétaire. La défenestration de Prague marquait le début d'une guerre qui, pendant trente ans, dévasterait l'Europe centrale.

Ces événements s'inscrivaient dans le prolongement de la crise qui secouait l'Empire depuis la prédication de Luther. Malgré la paix d'Augsbourg qui, en 1555, avait reconnu aux princes le droit de choisir leur religion et de l'imposer à leurs sujets – *cujus regio, ejus religio* –, de nombreux problèmes restaient en suspens. Ainsi, les calvinistes étaient exclus du bénéfice de cette paix. De même, bien que la paix d'Augsbourg n'ait reconnu valides que les sécularisations des biens d'Église faites avant 1552, les sécularisations se poursuivaient. Et surtout depuis le concile de Trente, l'Église catholique s'était engagée dans une politique de reconquête des positions perdues.

Inquiets, certains princes protestants groupés autour de l'Électeur palatin Frédéric V avaient constitué en 1608 une alliance défensive, l'Union évangélique, à laquelle répondit du côté catholique la création, à l'initiative du duc Maximilien de Bavière, d'une Ligue pour la défense de la religion. Les événements de Prague mirent les deux alliances sur pied de guerre. À Prague, les conjurés avaient constitué un gouvernement provisoire, le Directoire. Le 20 mars 1619, la mort de l'empereur Mathias rendit vacant le trône de Bohême. L'héritier désigné et déjà élu roi en 1617 était l'archiduc Ferdinand de Styrie, un ardent défenseur de la contre-réforme catholique. La Diète de Bohême refusa de le reconnaître et désigna comme roi le Palatin Frédéric V. La Bohême ainsi se rebellait contre son roi légitime qui, le 28 août, venait d'être élu empereur sous le nom de Ferdinand II. Soutenu par la plupart des princes allemands, Ferdinand II décida d'agir contre les rebelles.

Frédéric V avait le soutien de l'Union évangélique. Quant aux princes catholiques et à la plupart des princes luthériens dont l'Électeur de Saxe, ils firent bloc autour de l'empereur contre le calviniste Frédéric V. À l'extérieur, seules, les Provinces-Unies appuyèrent le Palatin. Le roi d'Espagne, Philippe III, soutint son cousin Ferdinand II. Louis XIII, de

son côté, dépêcha une mission auprès des chefs de l'Union et de la Ligue et obtint en juillet 1620 leur renonciation à toute action militaire en Allemagne, permettant ainsi à l'empereur de concentrer toutes ses forces contre la Bohême. Le général wallon Tilly, avec l'armée de la Ligue mise à la disposition de l'empereur par le duc de Bavière, pénétra en Bohême et le 8 novembre 1620 devant Prague, écrasa l'armée du Directoire à la bataille de la Montagne blanche.

La victoire de Tilly mit fin à la rébellion. Frédéric V, le « roi d'un hiver », se réfugia en Hollande tandis que vingt-sept des principaux chefs du complot de 1618 étaient condamnés à mort et exécutés. La Lettre de Majesté fut abolie, les pasteurs expulsés et leurs fidèles mis hors la loi.

On aurait pu en rester là si l'intransigeance de l'empereur soutenu par le « parti espagnol » de la Cour n'avait pas semé l'inquiétude chez les princes protestants. Le 2 février 1621, Ferdinand II avait prononcé la mise au ban de l'empire du Palatin et la confiscation de ses biens. Puis, en 1623, la dignité électorale de Frédéric V fut transférée au duc de Bavière qui reçut une grande partie du Palatinat, aussitôt recatholicisé, l'autre partie sise sur la rive gauche étant placée sous le contrôle des troupes espagnoles venues des Pays-Bas. Les victoires de Tilly sur les partisans de Frédéric V en Basse-Rhénanie en 1623-1624 mirent fin aux derniers espoirs du Palatin.

L'Europe protestante redoutait la politique de restauration catholique menée par Ferdinand II. Déjà, en 1621, les Provinces-Unies avaient repris la guerre contre l'Espagne et depuis 1624, elles pouvaient compter sur le soutien financier de la France avec l'arrivée aux affaires de Richelieu. Celui-ci s'empressa de cautionner l'alliance scellée entre les Provinces-Unies, certains princes protestants allemands comme l'Électeur de Brandebourg et le landgrave de Hesse-Kassel, et le prince de Transylvanie Gabor Bethlen. L'internationalisation du conflit était en marche. Les échecs hollandais devant les Espagnols et la crainte d'une remise en cause de la paix d'Augsbourg provoquèrent au printemps 1625 l'intervention du roi de Danemark Christian IV. Ferdinand II accepta alors les offres de service d'Albert de Wallenstein, un aventurier issu d'une famille de petite noblesse tchèque, devenu immensément riche à la suite de ses mariages et surtout de spéculations foncières et mobilières. Wallenstein prenait à sa charge le recrutement de 30 000 mercenaires dont il serait le commandant en chef mais s'engageait à collaborer loyalement avec Tilly. Les victoires de Tilly et de Wallenstein permirent à Ferdinand II de réaliser ses projets. Par l'édit de restitution du 28 mars 1629 émanant de sa seule autorité, l'empereur décida de rendre à l'Église tous les biens irrégulièrement sécularisés depuis 1552. Cette mesure sema la panique chez les princes protestants désormais seuls depuis que le Danemark avait conclu avec l'empereur la paix de Lübeck du 7 juin 1629. Les princes catholiques eux-mêmes s'inquiétaient de la politique autoritaire de Ferdinand II. Wallenstein, alors au faîte de sa puissance, faisait l'objet de vives critiques. Tilly et le duc de Bavière obtinrent en août 1630 la destitution du condottiere et le licenciement de son armée.


DR

Albert de Wallenstein, (1583-1634). Le plus grand condottiere de la guerre de Trente Ans. Noble tchèque passé au service de l'empereur, il montre autant d'habileté dans la gestion de sa fortune que dans la conduite de la guerre. Vainqueur des Danois en 1629, il est cependant destitué l'année suivante. Devant les succès de Gustave-Adolphe, il est rappelé en 1632. Il chasse les Suédois de Nuremberg et livre la bataille indécise de Lützen au cours de laquelle Gustave-Adolphe est tué. Dès ce moment, Wallenstein songe à terminer une guerre dont il voit bien qu'elle ruine l'Allemagne. Ses desseins sont ruinés par les Jésuites et le parti espagnol qui poussent Ferdinand II à se débarrasser de lui. Ainsi est-il assassiné sur ordre de l'empereur.

Le renvoi de Wallenstein arrivait au plus mauvais moment pour Ferdinand. En effet, à l'appel des protestants d'Allemagne du Nord, le roi de Suède Gustave-Adolphe venait de débarquer et prenait aussitôt le contrôle de Mecklembourg et de la Poméranie. Simultanément, Richelieu, par le traité de Bärwalde (1er mars 1631), s'engagea à le soutenir financièrement. Pour Richelieu, que hantait la menace de l'encerclement par les Habsbourg d'Allemagne et d'Espagne, il fallait entretenir la guerre contre Ferdinand II afin d'empêcher celui-ci d'aider l'Espagne. Au printemps 1631, Tilly s'empara de Magdebourg au milieu de carnages épouvantables. Le sac de Magdebourg provoqua le ralliement à Gustave-Adolphe des Électeurs de Brandebourg et de Saxe demeurés neutres jusque-là. Tandis que les Saxons du général Arnim marchaient sur Prague, Gustave-Adolphe écrasait l'armée de Tilly à Breitenfeld le 17 septembre, puis s'installait à Mayence pour l'hiver.

Richelieu entre en scène

Tilly n'était plus en mesure de contenir l'armée suédoise. Dès avril 1631, l'empereur avait rendu son commandement à Wallenstein avec le titre de généralissime et le droit de négocier directement avec l'adversaire. En 1632, les Suédois passèrent à l'offensive. Vainqueur le 14 avril devant Rain où Tilly fut mortellement blessé, Gustave-Adolphe marcha sur Munich où il fit son entrée en compagnie du Palatin. En juillet, Wallenstein, longtemps inactif, se dirigea vers Nuremberg que Gustave-Adolphe venait d'occuper et l'obligea à se replier vers le nord. Wallenstein le poursuivit jusqu'à Lützen où, le 16 novembre 1632, il fut sévèrement battu. Cependant le roi de Suède trouva la mort dans la bataille. Wallenstein était conscient qu'il fallait trouver une issue à cette guerre qui ruinait l'Allemagne. Aussi entama-t-il des négociations avec la Saxe afin de la détacher de la Suède. À la Cour, on parla de trahison. La passivité du généralissime lors de l'attaque suédoise contre la Bavière en 1633 eut raison des réticences de Ferdinand II. Dans la nuit du 25 au 26 février 1634, Wallenstein fut assassiné à Eger sur ordre de l'empereur.

À ce moment-là, la coalition protestante se fragilisait. Après la défaite des Suédois à Nordlingen le 2 septembre 1634, l'Électeur de Saxe se rapprocha de l'empereur et signa la paix de Prague du 30 mai 1635 à laquelle se rallia l'Électeur de Brandebourg. Pour faciliter la paix, Ferdinand II s'était résigné à suspendre l'application de l'édit de restitution.

Le retour à la paix semblait maintenant possible. C'était compter sans Richelieu qui observait avec la plus grande attention l'évolution des événements. Déjà, en 1631, la France était intervenue en Lorraine contre le duc Charles IV, allié de l'empereur. Puis, après Nordlingen, des troupes françaises s'étaient établies en Alsace à la demande des villes protestantes. De même, Richelieu avait accordé sa protection à l'archevêque-électeur de Trèves. Tout en renforçant


TALLANDIER

Le roi de Suède, Gustav II Adolphe (1594-1632). Monté sur le trône en 1611, il est servi dans ses desseins par le chancelier Oxensternia. Il fait la paix avec le Danemark, la Russie et la Pologne, rétablissant la position de la Suède dans la Baltique à un niveau de puissance qu'elle n'avait jamais connu. Ayant accompli une profonde réorganisation de l'État et de son armée, il intervient en Allemagne comme un ouragan pendant la guerre de Trente Ans, remportant victoire sur victoire jusqu'à Lützen où il est tué. Sa fille, la future reine Christine, n'a que cinq ans.

ses alliances avec les Hollandais et les Suédois, la France s'impliquait directement dans les affaires allemandes et se posait en défenseur des « libertés germaniques ».

Au coup de force des Espagnols contre l'Électeur de Trèves, la France répondit le 19 avril 1635 par une déclaration de guerre de l'empereur au roi de France. La guerre de Trente Ans devenait ainsi un conflit européen généralisé. Longtemps, la France laissa aux Suédois et aux Weimariens le soin de mener la guerre en Allemagne. Les armées françaises, elles, combattaient l'Espagnol partout où il se trouvait, aux Pays-Bas, en Franche-Comté, en Italie du Nord, en Catalogne et sur les Pyrénées, dans une guerre où aux années sombres comme l'année 1636, « l'année de Corbie », succédaient des années plus fastes comme en 1643 avec la victoire de Condé à Rocroi, ce qui poussa l'Espagne à la prolonger jusqu'en 1659 avant d'admettre son échec. En Allemagne, la France ne fut véritablement active qu'à partir de 1643-1644 avec l'armée du Rhin réorganisée par Turenne. Les succès de la collaboration militaire franco-suédoise en 1647-1648 hâtèrent la conclusion des pourparlers de paix en cours.

Lors de la Diète de 1640-1641, le nouvel empereur Ferdinand III (1637-1657) avait accepté le principe de la réunion d'un congrès européen pour restaurer la paix. Le congrès dont les travaux ne commencèrent qu'en 1644 se tint dans deux villes de Westphalie, à Münster où siégeaient les délégués des États catholiques et à Osnabrück pour les États protestants. Après plus de quatre ans de travaux, les traités de Westphalie furent enfin signés le 24 octobre 1648.

Tout d'abord, ces traités mirent fin à la guerre entre l'empereur et la coalition franco-suédoise. La France, outre les trois évêchés de Metz, Toul et Verdun, contrôlait la ligne du Rhin avec la cession par l'empereur de ses droits et possessions en Alsace et de deux « portes » sur l'Allemagne, Brisach et Philippsburg, ainsi qu'une « porte » sur l'Italie du Nord, Pignerol. La Suède prenait solidement pied dans l'Empire avec l'acquisition de la Poméranie occidentale et de Stettin, et plus à l'ouest des évêchés de Verden et de Brême. Un traité particulier assura aux Provinces-Unies la reconnaissance de leur indépendance par l'Espagne avec de substantiels avantages territoriaux.

Les deux tiers de la population

En second lieu, la paix de Westphalie scella la réconciliation entre l'empereur et les princes allemands qui avaient pris les armes contre lui. On procéda à un réajustement de certaines frontières. À titre de compensation pour la perte de la Poméranie occidentale, l'Électeur de Brandebourg Frédéric-Guillaume de Hohenzollern reçut les évêchés d'Halberstadt et de Minden et l'expectative de l'archevêché de Magdebourg ; avec la Prusse et ses possessions de Basse-Rhénanie (Clèves, Mark et Ravensberg), il devenait le prince territorial le plus puissant. La Saxe conserva les deux Lusaces autrefois cédées par Ferdinand II. Le fils du Palatin déchu, Charles-Louis récupéra le Palatinat rhénan et on créa pour lui un huitième Électorat, tandis que le duc de Bavière conservait le Haut-Palatinat.

Enfin, l'organisation interne du Saint-Empire fut réformée. Selon cette *Constitutio westphalica*, l'empereur, toujours élu par les princes-électeurs, demeure l'autorité suprême d'un Empire aussi émietté qu'auparavant mais les pouvoirs de la Diète d'Empire sont accrus et surtout, les princes reçoivent la « supériorité territoriale » (*Landeshoheit*) c'est-à-dire une indépendance de fait. Enfin, la question religieuse fut définitivement réglée. La paix d'Augsbourg fut étendue aux calvinistes. Le principe *cujus regio ejus religio* resta la règle en théorie, mais dans la pratique, il fut appliqué avec souplesse et un certain esprit de tolérance, sauf en Bohême et dans les duchés d'Autriche. Enfin, les sécularisations effectuées jusqu'en 1624 furent validées.

Ainsi, la paix était revenue en Allemagne, mais à quel prix ! Le bilan démographique de la guerre était catastrophique et il fallut attendre jusqu'en 1750 pour que la population de l'Empire retrouve son niveau d'avant 1618. Le Brandebourg, la Poméranie, le Mecklembourg, les pays rhénans, la Franconie, la Bavière étaient passés d'environ vingt millions à moins de sept millions d'habitants. Mais à côté de ses ruines, une nouvelle Allemagne était en train de s'affirmer. À la conception médiévale de la monarchie chrétienne universelle symbolisée par le Saint-Empire s'était substitué celle d'un empire confédéral, formé d'États territoriaux souverains.

H. B.

Henry Bogdan est agrégé d'histoire et titulaire de plusieurs diplômes des Langues O. Il est chargé de conférences à l'EMSST et à l'Institut de l'Europe centrale et orientale de l'université d'Aix-Marseille. Spécialiste de l'Europe de l'Est, il est l'auteur de nombreux ouvrages, notamment *Histoire des pays de l'Est* et *Histoire des peuples de l'ex-URSS* (Perrin). Il vient de publier chez Perrin *La guerre de Trente Ans, 1618-1648*.


TALLANDIER

Armand du Plessis, cardinal de Richelieu (1585-1642). D'abord destiné à la carrière des armes, il devient évêque de Luçon. Remarqué par la reine mère, il entre au conseil du roi en 1624 et restera ministre jusqu'à sa mort, poursuivant sans trêve la restauration de l'autorité royale à l'intérieur et la lutte contre les Habsbourg (Espagne et Autriche) en Europe. Il combat les huguenots en France (siège de La Rochelle en 1628), mais s'allie aux rois et princes protestants en Europe contre l'Espagne et l'Autriche catholiques. Il entraîne la France dans la guerre de Trente Ans à partir de 1635.

Occupations françaises en Allemagne

Après avoir considéré l'Anglais comme leur adversaire privilégié, les Français ont, avec une belle unanimité, perçu le voisin allemand – affronté au cours de trois guerres terribles entre 1870 et 1945 – comme leur ennemi naturel. Le « Boche », le « Chleuh », le « Fridolin », est demeuré longtemps dans l'imaginaire collectif comme le responsable de tous les maux soufferts par la Patrie, de la perte de l'Alsace-Lorraine à la folle hécatombe de 1914-1918 ou aux drames de l'Occupation... C'est oublier un peu vite que, de l'autre côté du Rhin, la mémoire collective allemande a eu le temps d'accumuler, contre *« l'ennemi héréditaire »* dont parlait Bismarck en 1870, un volume de reproches qui n'a rien à envier aux nombreuses malédictions lancées par les Français contre leurs cousins germains.

Le simulacre de justice à l'issue duquel Charles d'Anjou, frère de Saint Louis, venu conquérir le royaume de Naples à l'appel du pape Urbain IV, fait exécuter en 1268 le malheureux Conradin, dernier représentant de la lignée des Hohenstaufen, la félonie de François Ier ne tenant aucun compte de la parole donnée à Charles Quint après sa défaite de Pavie et le traité de Madrid ne peuvent que confirmer nos déplorables dispositions au mensonge et à la trahison, encore aggravées par l'alliance contre nature conclue avec le Turc contre un souverain chrétien. L'aide apportée par les Valois aux protestants allemands pour affaiblir Charles Quint, la volonté clairement exprimée de Richelieu de maintenir en priorité la « division des Allemagnes » et la responsabilité de la France dans la poursuite de l'interminable guerre de Trente Ans révèlent à leur tour l'insondable turpitude de la monarchie française à l'égard du monde germanique. Sous Louis XIV, la formation de la Ligue du Rhin, les interventions constantes de la France, notamment à Cologne, pour y imposer l'archevêque de son choix, le coup de main de 1681, réalisé en pleine paix, contre Strasbourg, la politique dite des « réunions » qui, en appliquant le droit du plus fort rattache à la France de nombreuses villes et principautés de l'espace germanique, n'ont rien fait pour améliorer l'image des Gaulois chez leurs voisins. Il y eut surtout, en 1688-1689, le célèbre ravage méthodique du Palatinat, planifié par Louvois, qui voulait ainsi obliger les régions concernées à verser d'importantes contributions mais aussi interdire aux forces impériales, en pratiquant la politique de la terre brûlée, de disposer de bases de départ utilisables par la suite contre le royaume. Mannheim et Heidelberg brûleront après que le ministre de Louis XIV eut ordonné *« que la cavalerie puisse faire quelque promenade et porter le feu un peu avant dans le pays, de manière que l'on se presse de se soumettre à la contribution... »* Une quarantaine de villages furent ainsi brûlés du 23 novembre au 9 décembre 1688...



DR

Andreas Hofer, héros de la résistance du Tyrol à l'occupation française et à l'annexion du pays par la Bavière, alors alliée de la France napoléonienne. Son combat dure une brève année, de mars 1809 à sa capture, suivie de son exécution par les Français, le 20 février 1810. Jean Sévilla lui a consacré un livre publié par Perrin en 1991.

Le rayonnement des Lumières peut faire quelque temps illusion, les armées de la Révolution et de l'Empire vont apporter la liberté à la pointe des baïonnettes et vont susciter un vaste mouvement de résistance contre l'occupation. Après l'humiliation subie à Iéna et le sort réservé à la Prusse, sacrifiée sur l'autel de l'alliance franco-russe, la France devient l'ennemi par excellence, celui contre qui va s'engager la croisade de libération de 1813. Sa réputation n'est pas meilleure en Autriche après qu'elle a déclaré la guerre au « roi de Bohême et de Hongrie » en 1792 et guillotiné Marie-Antoinette, l'une des filles de l'impératrice Marie-Thérèse. L'occupation du Tyrol et l'exécution du résistant Andreas Hofer la feront aussi populaire dans ces régions que dans les villes espagnoles livrées à la même époque à la soldatesque impériale... Alors que madame de Staël voit dans l'Allemagne un pays de bourgeois bons vivants et souriants, les forces montantes du nationalisme romantique désignent déjà la France comme l'ennemi de la patrie allemande et réclament la « garde du Rhin ». La politique maladroite de Napoléon III, favorable au principe des nationalités mais hostile à une unité totale de l'Allemagne, ouvre à Bismarck – qui se gausse des demandes de « pourboires » de l'Empereur des Français après Sadowa – la voie d'une guerre qui constituera la phase finale de la marche vers l'unité. C'est dans un climat de surexcitation irresponsable que le *« taureau français, énervé par le torchon rouge »* que représente la dépêche d'Ems, va tomber dans le piège qui lui est tendu et déclarer une guerre terminée en désastre. Vient ensuite le temps de la Revanche, celui d'une germanophobie enseignée depuis l'école primaire à tous les petits Français, celui de Hansi, du *Tour de France par deux enfants* et des cartes en berne au mur des salles de classe. Une aspiration irrédentiste certainement légitime en 1871, moins justifiée en 1914 (en raison de la prospérité économique du Reichsland, promu en 1911 au statut d'État, et de la politique anticléricale qui a cours en France à ce moment). Au nom de la Grande Revanche espérée par deux générations, la France se lance alors, contre l'avis de Jaurès, dans une alliance russe lourde de conséquences, qui sera forcément perçue en Allemagne comme l'expression d'une volonté d'étouffement et d'encerclement. Après quatre ans et demi d'une guerre impitoyable, le diktat de Versailles, le poids des réparations et, enfin, l'occupation de la Ruhr en 1923 n'arrangeront pas les choses et le timide rapprochement conduit de 1924 à 1929 par Briand et Stresemann ne résistera pas à la crise et à l'arrivée de Hitler au pouvoir. Soixante ans plus tard, le rapprochement voulu par le général de Gaulle à partir de 1963 et les progrès de la construction européenne semblent avoir enfin conjuré les mauvais démons hérités du passé.

JEAN KAPPEL

La Prusse, État par excellence

PAR THIERRY BURON

Que sait-on de la Prusse, hormis les caricatures ? Jünger avait tout résumé : *« Le jugement qu'on porte sur les Prussiens est l'un des tests d'intelligence les plus sûrs qui soient. »*

La Prusse a une histoire singulière. Issu de rien au IXe siècle, ignoré jusqu'au XVIIe siècle, renvoyé au néant en 1947, cet État, au cours d'une existence millénaire, n'a presque jamais été, ni été vu comme les autres. Marche coloniale germano-slave et premier État allemand, monarchie élevée sur les ruines de l'ancien Reich et fondatrice du Deuxième, grande puissance qui se dissout dans la nation allemande, il aura connu des alternatives de gloire et d'abaissement et déterminé le cours de l'histoire de l'Allemagne, de l'Europe et du monde, au point de susciter tant en Allemagne qu'à l'étranger, des adhésions et des haines qui l'ont sublimé en idéal terrestre ou en incarnation du mal. Rien de plus controversé encore aujourd'hui que l'image de la Prusse.

Cette histoire est née du hasard et de la volonté, de la rencontre de deux terres déshéritées et du labeur d'une dynastie et d'un peuple. Au IXe siècle, la Marche de Brandebourg est créée par les Carolingiens pour germaniser les contrées sableuses, forestières et marécageuses de l'Elbe et de l'Oder. Sous les Ascaniens, devenus princes-électeurs allemands au XIIIe siècle, se constitue un poste avancé du germanisme face aux Slaves. Le destin de la Prusse sera colonial jusqu'au désastre de 1945.

Plus loin à l'Est, des bouches de la Vistule à celles du Niémen, les Polonais font appel aux Chevaliers teutoniques en 1225 pour éradiquer le paganisme des « vieux Prussiens ». Une guerre impitoyable d'un demi-siècle crée à coups de massacres et de fondations de villes une colonie germanique. Le destin de la Prusse sera conquérant, militaire et chrétien. Un peuple balte, écrasé et disparu donnera son nom à l'État qui a fondé la nation allemande. La guerre sera *« l'industrie nationale de la Prusse »* (Mirabeau).



Le Hofmeister de l'Ordre teutonique (à gauche), littéralement préfet du palais, était le premier conseiller du grand maître et son représentant auprès de l'empereur d'Allemagne. À ses côtés, un chevalier Porte-Glaive. Gravure du XIXe siècle. L'Ordre avait été fondé en 1198 sur le modèle des Templiers. Après l'échec des Croisades, avec le soutien du pape et de l'empereur, il fut envoyé conquérir les rives de la Baltique. Guerre cruelle, mais colonisation réussie. La structure de l'Ordre devint celle d'un État. Ainsi naquit la Prusse.

En 1415, la Marche de Brandebourg est cédée par l'empereur Sigismond, pour éponger sa dette, aux Hohenzollern, qui ont leurs possessions en Souabe et en Franconie. En 1613, ils passent au calvinisme. Une dynastie catholique au sud de l'Allemagne va créer une monarchie protestante au nord.

Dans ces deux territoires du bout du monde civilisé européen, les débuts sont laborieux et incertains. En 1466, à Grunwald-Tanneberg, les Teutoniques sont défaits par les Lituaniens et les Polonais qui rétablissent leur suzeraineté sur la Prusse pour deux siècles. Et dans une Allemagne riche et moderne, le Brandebourg est pauvre, attardé, ignoré.

Dans cette obscurité médiocre, en trois siècles, trois grâces, ou trois fruits d'une inflexible volonté. En 1511, un Hohenzollern est élu grand maître des Chevaliers teutoniques, il sécularise l'Ordre et prend le titre de duc. C'est

l'origine de la souveraineté. en 1618, l'Électeur de Brandebourg hérite du duché, unissant la Prusse au Brandebourg. C'est le noyau d'un grand État territorial. En 1701, l'Électeur arrache à l'empereur le titre de roi en Prusse. Le Brandebourg, situé à l'intérieur de l'Empire, est ravalé au rang de monarchie. À cheval sur la frontière de l'Empire, le royaume de Prusse devient rival de l'État des Habsbourg. C'est l'origine d'une longue course à l'hégémonie qui conduira à l'affrontement de Sadowa (1866).

Des temps modernes date le mythe d'une Prusse, État rationnel et moral, idéal et moderne. Cette imitation de monarchie occidentale, cette virtualité de l'État national, ralliant les bons esprits des Lumières et du romantisme, et mobilisant au service de sa puissance les talents extérieurs (Allemands, Hollandais, Huguenots, Hardenberg, Blücher, Scharnhorst), va incarner, de 1813 à 1871, l'espoir des patriotes que n'ont pas su mobiliser ni l'ancien Empire, disparu en 1806, ni les Habsbourg, battus en 1866, autrement que par des nostalgies chrétiennes et médiévales.

C'est le fameux paradoxe prussien, tant débattu avant et surtout après Sadowa. Cet État modeste et absolutiste, créateur d'une *« nationalité factice »* (Lavisse), devient au XIXe siècle une référence et un espoir pour les Allemands aspirant à l'État de droit et à l'unité. Il fascine la Russie qui court après un État rationnel et la France qui, après Sedan, rêve d'une revanche comme la Prusse après Iéna. La raison et la puissance semblent les vertus cardinales de la Prusse pour une « nation retardataire » et les États malheureux.

La Prusse a inventé, à force de volonté et de sacrifice, l'État moderne à partir de rien : une monarchie forte et respectée, voire aimée, dans sa gloire comme dans ses malheurs, et une dynastie ambitieuse et pénétrée de ses devoirs, qui a rarement failli, du Grand Électeur à Hindenburg, de Frédéric II à la reine Louise et à Guillaume Ier, le premier empereur « national » (contre son gré) ; une bureaucratie intègre, efficace et loyale dont le roi est le premier serviteur, du grand Frédéric aux réformateurs Stein et Hardenberg, jusqu'à Bismarck, le « réactionnaire rouge » ; une armée, objet de toutes les attentions et de tous les efforts, du Roi Sergent à Guillaume II en passant par Scharnhorst et Roon, instrument docile et idéal éthique jusqu'à la révolte du 20 juillet 1944 contre Hitler ; une diplomatie de l'égoïsme sacré enfin qui, préservant la puissance, a fondé l'unité nationale.



Frédéric-Guillaume, le Grand Électeur de Brandebourg (1620-1688). De son État, il fait le plus moderne de son temps, accueillant notamment 20 000 huguenots français chassés par la révocation de l'édit de Nantes.

Pour cela, il a fallu avec ténacité étendre et réunir des possessions disparates, Prusse à l'est, Brandebourg au centre, miettes à l'ouest ; conquérir, annexer, dominer, à l'est, au sud, à l'ouest et vers la mer, la Poméranie, la Silésie, puis des bribes d'évêchés et de villes, surmonter les reculs et les désastres du XIVe siècle, dans la guerre de Sept Ans, à Iéna, regagner un morceau de Pologne, diminuer la Saxe, s'installer fermement en Westphalie et en Rhénanie aux frontières de la France ; éliminer la Pologne, grignotée et partagée de 1772 à 1815, saigner méthodiquement une nation, jusqu'en 1945 ; doubler le territoire et slaviser à moitié le royaume, avant que le défi révolutionnaire et napoléonien n'éveille une vocation nationale.

Prusse et Allemagne

Il a fallu enfin que la mission de la Prusse éclatât dans des victoires « nationales » sur les principales puissances de l'Europe, la Suède à Fehrbellin en 1675, la France en 1813-1815 et à Sedan, l'Autriche à Sadowa et même la Russie, à Tanneberg encore, en 1914. L'histoire a ainsi fermé quelques voies qui auraient bloqué le destin de la Prusse : l'échec de Napoléon Ier et le fiasco du neveu, la paralysie des Habsbourg tiraillés entre un empire multiethnique et l'Empire, rêve national des Allemands, la bienveillance de la Russie longtemps solidaire d'une monarchie conservatrice, les complicités anticatholiques de l'Angleterre protestante et des libéraux de toute l'Europe, lui ont permis de se relever de ses désastres, guerre de Sept Ans, Iéna, reculade d'Olmütz. Mais ce sont les « vertus prussiennes », une volonté animée par la morale, la force au service de la raison, qui ont fait échouer les autres solutions de la question allemande, la révolution libérale et démocratique qui aurait dilué d'un coup la Prusse monarchique et aristocratique dans une Allemagne nationale républicaine et centralisée, le projet de Grande Allemagne ou d'Europe centrale fédéraliste des Autrichiens, la « troisième Allemagne » des États petits et moyens, contrepoids aux deux grandes puissances des marges de l'Allemagne.

Dès lors, la mission de la Prusse est portée par la modernité : l'État le mieux organisé, l'armée la plus forte, l'économie la plus dynamique lui assurent une quasi-hégémonie dans la confédération germanique. Au milieu du XIXe siècle, la Prusse a des atouts irrésistibles : une dynastie capable de « conquêtes morales », une image nationale soutenue par les Lumières et le romantisme, un Zollverein qui soude à la Prusse les intérêts allemands, et l'armée, qui réalise en trois courtes guerres, *« par le fer et par le sang »*, ce que les votes des parlements ont été incapables d'achever. Pour les Allemands, la Prusse est *« le pays de l'avenir »* (Fontane).

Dernier paradoxe : la victoire de 1871 ne crée pas une Grande Prusse, mais crée les conditions d'une absorption à terme dans la nation allemande. L'hégémonie prussienne dans le Reich de Bismarck et de Guillaume II n'est qu'institutionnelle, sociale, morale et provisoire. Mais tandis qu'elle se « germanise » sous le regard désolé des vrais conservateurs, la Prusse continue d'incarner une certaine idée de l'Allemagne, de la monarchie et de l'armée, de l'État et de la nation, pour le meilleur et pour le pire. Elle polarise un bric-à-brac de stéréotypes négatifs chez tous les adversaires et toutes les victimes de l'unité et de la puissance allemandes : après la plaisante patrie des poètes et des philosophes, voici le temps des casques à pointe et des Junkers, des bureaucrates soumis et du dressage militaire, l'austère ennui des landes désolées et des casernes d'habitation, le militarisme et la réaction, le matérialisme et le pangermanisme, le socialisme et la barbarie, Bismarck et Marx, l'orgueil et l'arrogance. Or le militarisme, le nationalisme agressif, le pangermanisme, le socialisme sont des produits de l'âge unitaire et démocratique. Depuis 1871, la Prusse est devenue un fantasme. Face aux totalitarismes du XXe siècle, elle redevient un esprit et une morale.

En 1918, la Prusse n'est plus qu'une ombre. Sans dynastie et presque sans armée, sans nationalité même factice, et donc sans patriotisme, elle sauve encore son unité grâce

PRINCIPE PRUSSIEN

Il n'y a pas de *mythe* prussien. Dans le monde, la prussiannité constitue un *principe.* C'est à partir des mythes que jaillissent les cultures des peuples ; c'est en fonction des principes que se construisent les États [...]. Nous ne voulons pas connaître le sort des peuples qui n'ont eu que leur culture pour se contenter. Ces peuples, les Grecs par exemple, ont tiré la plus grande gloire de leurs qualités artistiques, et pourtant ils sont indignement tombés en décadence. Mais nous ne voulons pas non plus nous contenter de la destinée des peuples qui furent exclusivement des bâtisseurs d'États, comme ce fut le cas des Romains, qui, grâce à leur génie politique, parvinrent à dominer tout le monde antique, mais qui, sur le plan culturel, restèrent dans une situation de dépendance. Dans l'avenir, il nous faudra donc, en tant que nation, tenter de parvenir au but sublime qui consiste à fondre ensemble la culture et la politique. Il nous faudra allier la créativité foisonnante qui, de tout temps, fit le génie et la tragédie des peuples germaniques et qui, depuis toujours, repose en nous, avec l'idée politique consciente et clairvoyante, rassembleuse d'énergie, que la Prusse nous a léguée et qui a constitué l'épine dorsale de notre peuple dans son histoire récente.

ARTUR MŒLLER VAN DEN BRUCK

aux socialistes et aux conservateurs soucieux de préserver les bases de la révolution pour les uns, de la tradition, pour les autres. Face aux incertitudes de l'époque, elle est plus que jamais la référence et l'espoir des penseurs politiques (Spengler, Niekisch). Après la défaite et la révolution, le mouvement nazi ne pouvait qu'achever le naufrage. Hitler, *« la revanche de l'Autriche pour Sadowa »*, ne reprend du prussianisme que la mission nationale, l'obéissance aveugle, l'instrument militaire et l'expansion à l'Est, sans tout le reste. Après la journée de Potsdam qui associe en 1933 *« l'ancienne et la nouvelle Allemagne »* et la mort de Hindenburg en 1934, la normalisation de la Prusse entamée par Papen en 1932 est poussée à son terme : les assemblées sont supprimées, le Reich prend en charge le gouvernement de la Prusse. L'hécatombe des officiers pendant la guerre et la répression qui frappe les révoltés du 20 juillet 1944, les Moltke, Yorck, Hardenberg, Schulenburg, complètent cette liquidation sociale et morale. Des exemples du Grand Frédéric et de Bismarck, Hitler ne garde que la conviction de triompher



TALLANDIER

Carl von Clausewitz (1780-1831). Combat contre la France depuis 1793. Lieutenant en 1795. Devient à partir de 1808 le plus intime collaborateur de Scharnhorst. Ardent patriote, entre au service de la Russie contre Napoléon en 1812. Participe aux guerres de Libération. Nommé en 1818 directeur de l'École de guerre. Il commence alors à rédiger l'ouvrage fameux,* De la guerre *qui théorise pour l'avenir l'expérience des guerres napoléoniennes.

à travers tous les désastres et l'orgueil de l'infaillibilité. Mais il y aura toujours dans les consciences *« une autre Prusse »*.

Santé prussienne

Dans ces conditions, c'est un cadavre et non *« la racine de tout le mal »* que Churchill fait supprimer par l'oukaze allié du 25 février 1947. La Prusse n'était déjà plus qu'un fantôme ou un fantasme. Les deux États allemands sont créés en 1949, sous les auspices des vainqueurs, en réaction contre la tradition prussienne : la RFA du Rhénan Adenauer est occidentale, décentralisée, catholique autant que protestante ; la RDA du Saxon Ulbricht et du Sarrois Honecker est socialiste et internationaliste, *« surgie des ruines »* du militarisme et des Junkers ; elles s'installent sur les membres disjoints du territoire prussien. L'ironie de leur histoire veut qu'à la recherche d'une légitimité, elles aient rendu un hommage plus ou moins honteux à la Prusse, au moyen d'une administration, d'une armée et d'une éthique politique à Bonn, d'une discipline d'État et d'une armée conservatrice de l'ordre russo-soviétique dans la « Prusse rouge », et qu'elles aient rivalisé dans les années 80, par des colloques, des expositions et des anniversaires, pour s'accaparer les lambeaux de la légitimité prussienne. Pourtant, la Prusse est loin, lorsque, en 1989, une « révolution par en bas », fait tomber le mur de Berlin et qu'une diplomatie sans guerre obtient la réunification.

La Prusse s'est faite, de Richelieu à Napoléon III, en partie grâce à la France ; elle unifie l'Allemagne en 1871 contre la France. Instrument de la puissance de la France, elle devient à Sadowa et à Sedan, celui de son malheur. En quelques années, l'image positive de la Prusse en France bascule dans l'horreur. Le triomphe prussien met brutalement fin à la satisfaction de soi de la France et inaugure par une foule de publications qui s'attellent au devoir national d'expliquer, d'avertir et de régler les comptes, *« la crise allemande de la pensée française »* (1). Avant Sadowa, deux mythes emportent l'adhésion, le mythe de droite d'une Prusse alliée de la France contre les Habsbourg et garante de la désunion de l'Allemagne, donc utile, et celui de gauche, d'une Prusse protestante et libérale, amie de la nationalité et du progrès, donc sympathique à Hugo, Michelet, Taine et Renan. Néanmoins, des réticences se manifestent chez quelques-uns, comme le catholique Veuillot, hostile à une Prusse, foyer de romantisme et d'athéisme, ou le réaliste Thiers qui craint les unités nationales à la frontière de la France. Le choc de Sadowa, *« éclipse de la conscience humaine »*, ébranle un patriote de gauche tel que Quinet. Le libéral Prévost-Paradol aperçoit déjà *« le tombeau de la grandeur française »*. La défaite française de Sedan (2 septembre 1870), suscite une dénonciation passionnée de l'Allemagne prussianisée, c'est-à-dire militariste, arrogante, barbare, qui atteindra des sommets de haine pendant la Grande Guerre. Alors, l'antiprussianisme français englobera l'ensemble de la nation allemande. La conscience nationale intériorise la victoire prussienne. Écrivant *La réforme intellectuelle et morale* sous l'effet du désastre de 1870, Renan oppose décadence française et santé prussienne : *« Pendant que nous descendions insouciants la pente d'un matérialisme inintelligent ou d'une philosophie trop généreuse, laissant presque se perdre tout souvenir d'esprit national, un tout autre esprit, le vieil esprit de ce que nous appelons l'ancien régime, vivait en Prusse* [où] *une noblesse privilégiée, des paysans soumis à un régime quasi féodal, un esprit militaire et national poussé jusqu'à la rudesse, une vie dure, une certaine pauvreté générale* [...] *maintenaient les conditions qui ont été jusqu'ici la force des nations. »* C'est sans doute le seul cas où un État étranger ait à ce point suscité et polarisé le pessimisme et le sentiment de décadence d'une grande nation.

T. B.

(1) Titre de l'étude de Claude Digeon, Paris, PUF, 1959.

Voir aussi R. von Thadden, *La Prusse en question. Histoire d'un État perdu.* Paris, Actes-Sud, 1985. Et S. Haffner et W. Venohr, *Profils prussiens.* Paris, Gallimard, 1983.

ON L'APPELAIT « L'AUTRICHIENNE »

Le 8 mai 1770, Marie-Antoinette (elle a alors quinze ans et vient d'arriver en France) écrit à sa mère, l'impératrice Marie-Thérèse : *« Quel bon peuple que les Français ! Je suis reçue à Strasbourg comme si j'étais une enfant aimée qui revient chez elle... Seulement on me fait trop de compliments. »*

« Seulement on me fait trop de compliments ». Pauvre petite fille... Vingt ans plus tard, celle qu'un chroniqueur du temps avait surnommée *« la petite fiancée du peuple français »* devint la *« reine scélérate »*, *« la hyène autrichienne »*, *« l'Allemande »*, *« l'étrangère monstrueuse »*.

Quinze ans en 1770, donc. Elle est belle, elle est jeune, elle est fine. Et elle séduit le peuple et la Cour. On aime son rire, ses mots, sa façon de bouger et de danser. Et quand les poètes, connus ou anonymes, se mêlent de la célébrer, ils ne craignent pas le lyrisme à l'antique : *« Vous savez tous qu'elle eut pour mère / Des Césars l'auguste héritière. / Mais convenez, mes bons amis / Qu'elle aurait eu, simple bergère, / En dépit de Vénus, la pomme de Pâris. »*

La pomme de Pâris et l'amour de Paris. Son voyage de Strasbourg à Versailles sera, selon ses propres termes, *« comme un songe »*. Les routes sont jonchées de fleurs, des adolescents dansent autour de son carrosse, on se presse pour lui crier des mots d'amour. Engouement d'un temps ? Non : passion durable.

Quand, en juin 1773, elle apparaît aux Tuileries, on frise l'émeute. On se bouscule, on se bat, on se presse pour voir et applaudir *« l'enfant aimée »*.

L'enfant, devenue femme et reine, continuera de séduire. Au moins jusqu'à sa première grossesse (1777). Les premiers pamphlets, les premières calomnies, les premières vraies infamies (*Les Amours de Charlot et Toinette*, en 1779, par exemple) viennent du Palais-Royal.

À partir de 1789, avec des libelles comme *Le Godmiché* (1789), *L'Autrichienne en goguette* (1789) ou *Bordel royal* (1791), les révolutionnaires n'auront qu'à se mettre dans les pas de leurs aristocratiques et haineux prédécesseurs.



DR

Portrait de l'archiduchesse Maria-Antonia à l'âge de sept ans, par J. E. Liotard. Elle francisa son nom quand elle vint épouser le dauphin Louis. En fait, par son père, François de Lorraine, elle était française.

Comprend-elle tout de suite que ces méchants pamphlets vont l'emmener jusqu'à la guillotine ? Évidemment non ! Le 30 novembre 1775, elle écrit à sa mère : *« Nous sommes dans une épidémie de chansons satiriques. On en a fait sur toutes les personnes de la Cour, hommes et femmes, et la légèreté française s'est même étendue sur le roi. Pour moi, je n'ai pas été épargnée. »*

Et elle n'a encore rien vu. Quand la Révolution fait d'elle une « Messaline » et que les menaces physiques se précisent, elle ouvre de grands yeux. Elle ne les refermera plus jusqu'à la guillotine. C'est qu'on ne la traite plus de *« reine colifichet »* à présent, mais de *« monstre femelle qu'il faut assassiner »*...

On sait combien, jusque dans le procès, l'obsession pornographique (paillardisme, tribadisme, inceste, bestialisme) anima les hommes de la Révolution à l'égard de Marie-Antoinette.

S'y ajoutera un chant de haine raciste inextinguible quant aux origines de la reine : Marie, Antoine, Josépha, Johanna (c'est son nom de baptême) est désormais *« Antoinette d'Autriche »*. Et d'abord parce qu'il faut l'amputer d'une partie du nom qu'elle a pris en venant en France : *Marie*-Antoinette. Comme si on souhaitait, en plus, lui ôter la protection du nom de la Reine du Ciel.

Il est paradoxal de noter à ce propos que Marie-Antoinette, *« l'étrangère »*, est l'une des reines les plus françaises de notre histoire : son père, François Ier, duc de Lorraine, dont la dynastie était issue au XVe siècle de René d'Anjou, n'était pas autrichien. Et il ne voudra jamais le devenir.

Mais on comprend bien que la *« reine scélérate »* doit être née, fatalement née, d'une Gorgone étrangère et qu'il ne saurait être question de rappeler une lignée paternelle et généalogique qui l'unit, excusez du peu, à Henri IV et Saint Louis.

Marie-Antoinette est désormais la *« mégère germanique »*. Et quand on veut la comparer à une reine du temps passé, c'est à la cruelle Basine, reine de Thuringe, qu'on la compare. Ou à Brunehaut qui, rappelait-on, écrasa la tête de son arrière-petit-fils contre un mur.

Quand arrive le procès de la veuve Capet, de la *« femme infernale »*, de la *« reine du mal »*, Marie-Antoinette porte déjà les stigmates du martyre. Ses traits sont ceux d'une vieille femme. Ses cheveux blonds sont devenus blancs. Et elle n'a plus, pour tout trésor, qu'une robe de deuil et de petits souliers de soie noire.

Pendant vingt heures, elle en remontrera à ses juges. Comme elle épatera la populace sur la charrette des condamnés et sur l'échafaud. *« La garce, au surplus, a été audacieuse et insolente jusqu'au bout »*, écrit le sinistre Hébert. Tout au long du parcours de la Conciergerie à la place de la Révolution, l'acteur Grammont, ancien homme de main des Orléans, s'est tenu à cheval à côté de la charrette, virevoltant et criant à la foule : *« La voilà, l'infâme Antoinette, elle est foutue, mes amis ! »*

Dans l'acte d'accusation de Marie-Antoinette, on peut lire qu'*« à l'exemple de Messaline, Brunehaut, Frédégonde et Médicis* [...] *Marie-Antoinette* [...] *a été un fléau et un vampire assoiffé du sang des Français »*.

Pourtant, le 16 octobre 1793, c'est dans le sien – de sang – que pataugera une tourbe ivre d'énergumènes coiffés du bonnet rouge...

ALAIN SANDERS

L'Allemagne à la découverte de son âme

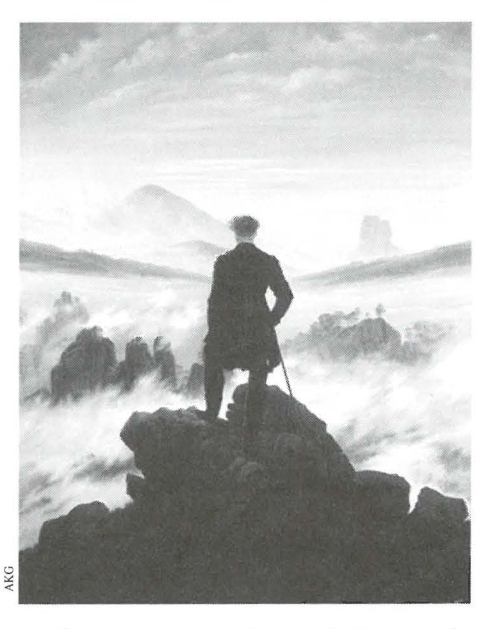
PAR PATRICK JANSEN

Les Allemands avaient salué avec enthousiasme la Révolution française. La défaite et l'occupation de la Prusse changèrent tout. Alors s'éveilla la tempête féconde du romantisme allemand.

Les historiens disent volontiers que Napoléon fut le véritable père de l'unité allemande et que c'est seulement sous la pression brutale de la domination française que s'est effectué en Allemagne le passage du cosmopolitisme triomphant de l'âge baroque au nationalisme plus ou moins exacerbé de la période romantique.

Certes, l'enthousiasme qui salua en Allemagne l'annonce des événements parisiens céda assez vite la place à l'indignation et même à la révolte quand la Révolution qui se voulait libératrice des peuples devint ouvertement le vecteur de l'impérialisme français et quand les massacres de septembre ou la Terreur montrèrent à l'envi quelle tyrannie sanglante peut sommeiller derrière les proclamations plus ou moins sincères de fraternité universelle.

Pourtant, les plus grands esprits avaient salué la prise de la Bastille. Les habitants de Königsberg qui, paraît-il, réglaient leurs montres sur la promenade quotidienne de Kant, le virent pour une fois modifier ses habitudes, persuadé qu'il était que l'heure était enfin venue d'extirper l'arbitraire et de fonder la souveraineté sur la loi. À Tübingen comme à Hambourg, on planta des arbres de la liberté et tout ce que le pays comptait de forces intellectuelles s'enthousiasma, du vieux Klopstock au jeune Hölderlin, en passant par Fichte, Schiller, Wieland ou Bürger. Goethe seul, ou presque, manifesta d'emblée plus de lucidité et même de franches réticences : tous ses écrits de l'époque témoignent de ses positions nuancées et dès 1797, son idylle héroïque, *Hermann et Dorothée* (qu'on ne lit plus guère, surtout en France), dressera un sombre tableau des ravages révolutionnaires sur la vie quotidienne.



AKG

Le promeneur au-dessus de la mer de nuages, ***célèbre toile de Caspar David Friedrich (1774-1840). À la différence du romantisme français foncièrement individualiste, le romantisme allemand exprime un retour aux sources de l'âme collective.***

En fait, les raisons de l'enthousiasme étaient pour le moins ambiguës. Certains voyaient dans l'approche rationaliste des Constituants français l'aboutissement même de l'esprit des Lumières ; d'autres au contraire croyaient retrouver dans l'énergie et l'enthousiasme révolutionnaires l'écho des passions que le mouvement *Sturm und Drang* (*Tempête et assaut*, du titre d'une pièce de 1776, aujourd'hui bien oubliée, de Friedrich Maximilian Klinger, 1752-1831) venait outre-Rhin de mettre en pleine lumière.

Certes, ce n'était pas encore une franche affirmation de la spécificité de l'identité allemande qui s'était fait jour dans ce mouvement beaucoup plus novateur et plus violent intellectuellement que ne sera le romantisme, mais seulement l'exaltation fougueuse de l'originalité, de l'individualisme, du génie et des passions, bref le refus sans ambages de la froide rationalité de l'Aufklärung. Ce n'était pas rien. Plus que les larmes et le désespoir encore très rousseauistes de *Werther*, ce sont les *Brigands* de Schiller et leur révolte sans mesure qui incarneront sa postérité. De même, avec cent ans d'avance, *Ardinghello* (1787) de Johann Jacob Heinse (1746-1803) exalte avec des accents magnifiques et déjà stendhaliens une morale totalement nietzschéenne. Mais l'Allemagne, l'âme spécifiquement germanique en sont encore absentes.

On pourrait voir un symbole du changement des esprits dans le triomphe accordé, en mars 1789, quelques années seulement après le scandale des *Brigands*, à la leçon inaugurale de Schiller à l'université d'Iéna et à ses recherches sur l'histoire de la guerre de Trente

Ans. Mais Goethe, lui aussi, a depuis longtemps braqué ses regards sur le caractère spécifiquement germanique des plus hautes œuvres du génie médiéval européen. C'est de 1770 que date son séjour à Strasbourg, et l'émerveillement qu'il y a éprouvé devant la cathédrale, littéralement à la manière d'un coup de foudre amoureux ; c'est là qu'il a rencontré Herder, l'homme qui ne voit qu'artifice dans les modes venues de Paris et qui est persuadé que chaque peuple possède une voix unique et irremplaçable ; ce fascinant Herder, qui vient de Königsberg, la ville de Kant, et donc en quelque sorte la capitale de l'Aufklärung, mais où E.T.A. Hoffmann, ce prince de l'imagination romantique, va bientôt naître (en 1776). Polyvalence et art des métamorphoses de cette ville des confins de la Germanité, fille des Teutoniques et des Porte-Glaive puis mère de la Raison pure, qui aujourd'hui a perdu jusqu'à son nom mais qui demain sans doute retrouvera un rôle de premier plan à la frontière de l'Europe et d'une Russie retrouvée.

Les célèbres *Discours à la Nation allemande* que Fichte prononce dans un Berlin occupé par les Français de décembre 1807 à mars 1808, sont donc moins l'irruption imprévue d'une pensée allemande enfin identitaire que sa formalisation radicale. En 1807, Ernst Moritz Arndt (1769-1860), dans *L'Esprit du temps*, venait déjà de stigmatiser la culture cosmopolite et l'imitation française qui avaient avili la nation allemande avec l'active complicité de ceux qui, comme Frédéric II, avaient, dans un esprit fratricide, opposé nord et sud de l'Allemagne par étroit nationalisme prussien.

Le message de Fichte

Johann Gottlieb Fichte (1762-1814) va plus loin. Dans un premier temps, il avait comme beaucoup applaudi aux victoires jacobines. Il en voit désormais les conséquences pour le peuple allemand, car c'est à l'Allemagne tout entière qu'il s'adresse et non à la seule Prusse. Certes, les Allemands sont à ses yeux responsables de leur sujétion présente : par leur imitation servile de l'étranger, par l'abandon de leur mémoire propre, par l'ignorance de leur spécificité. Toutefois, le peuple allemand est porteur du plus grand avenir s'il sait redevenir pleinement conscient de lui-même : il est, aux yeux de Fichte, le seul qui réponde pleinement à la notion de peuple, il est le peuple idéal car originel, un peuple resté pur, car non mêlé d'éléments étrangers comme



À Weimar, statues de Goethe et Schiller, deux pères du romantisme allemand.

le sont la France ou les nations latines ; lui seul dispose d'une langue pure ; il est pour ainsi dire le vrai peuple de Dieu, et doit donc se préserver en une communauté autarcique, afin de pouvoir jouer l'immense rôle régénérateur qui lui est promis.

Cette vision messianique de la mission morale d'un peuple est, on le voit, aux antipodes de l'universalisme kantien dont Fichte fut pourtant à ses débuts un admirateur ébloui. Elle est très en phase, en revanche, avec les études de linguistique indo-européenne qui commencent alors à se développer autour de Franz Bopp, disciple de Herder, et qui, au-delà du problème spécifique de la langue, cherchent à mettre en lumière les parentés ethniques à l'intérieur de la grande famille européenne. Frédéric Schlegel, en particulier, est alors le premier à défendre l'idée du polygénisme linguistique contre le mythe biblique de la tour de Babel et à établir un lien net entre langues et races. Selon les plus extrémistes de ces savants, les Allemands seraient ainsi les derniers à avoir quitté l'*Urheimat*, la patrie originelle, et pour cette raison auraient conservé plus que d'autres la pureté non seulement de leur langue, mais aussi de leur sang.

Les autorités politiques ne se trompent pas à l'importance du programme de Fichte : c'est lui qui sera le premier recteur de l'Université nouvelle de Berlin fondée par Humboldt.

On voit d'emblée tout ce qui sépare dès ses débuts la pensée nationale allemande de son équivalent français : il ne s'agit pas ici de constituer une nation ou un nationalisme à partir d'un territoire, du pré carré capétien pro-

CLASSICISME FRANÇAIS ROMANTISME ALLEMAND

Pour qui s'intéresse à l'aura dont l'imagination du lecteur fait crédit à la personne de l'écrivain, le classicisme français et le romantisme allemand représentent sans doute les deux pointes d'un écart limite. Le classicisme français nous a légué une collection d'œuvres achevées. Mais, derrière ce rayon de bibliothèque, rien ne bouge plus guère pour nous que de temps à autre le menu grignotement du rat : ce que nous imaginons qui pouvait s'échanger, la plume posée, dans ces confabulations de solennelles perruques nous semble par trop indigne du texte parfait derrière lequel nous ne regrettons pas qu'elle se soient éclipsées entièrement. Piques d'auteur, les plus aigres et les plus envenimées qui furent jamais, brigues académiques comme des querelles d'office, flagornerie basse, clins d'œil appuyés vers la liste des « pensions », nous y soupçonnons non sans quelques indices une odeur de médiocre cuisine : les temps étaient durs alors, nous ne le savons que trop, à la dignité de l'artiste : si magnifiquement qu'ils parlent, ce sont des sportulaires qui parlent – leurs livres refermés, nous n'avons plus envie d'écouter ce murmure fantôme des lèvres vivantes, comme un murmure de forêt, qui pour tant d'autres dans notre imagination les prolonge. Mais pour le groupe du romantisme allemand, il en va autrement : peu importe la déception formelle que nous causent des œuvres tantôt manquées, souvent bâclées, plus d'une fois inachevées : chacun d'eux pour nous porte encore au front le signe d'une promesse qui dépasse infiniment en portée ses moyens d'artiste. L'idée nous hante qu'il bougeait là plus de choses que les livres ne nous en ont transmis, qu'il s'amassait là une charge spirituelle plus forte que la somme des esprits divers qui s'y trouvaient rassemblés. La vie de groupe – ce besoin d'une communauté d'esprit et de sentiment qui est un des premiers traits du romantisme – semble avoir apporté momentanément à chacun comme un supplément d'âme. D'un esprit à l'autre, on le sent, non seulement les idées s'échangent, mais la sève circule. C'est un printemps sacré.

JULIEN GRACQ
***Préférences.* José Corti, 1989.**

HERDER : À L'ÉCOUTE DE LA VOIX DES PEUPLES

Fils d'un maître d'école de Prusse orientale, élevé très modestement, Johann Gottfried Herder (1744-1803) eut une formation d'autodidacte avant de suivre, à Königsberg, les cours de Kant, et d'étonner par l'étendue de son savoir.

Un temps prédicateur à Riga, il y écrit ses *Fragments sur la littérature allemande moderne* qui fondent sa réputation. Venu en voilier de Riga à Nantes, il découvre la tempête et l'océan qui lui donnent la révélation de la véritable poésie. L'artificialité de Paris, au contraire, lui déplaît souverainement.

Herder refuse l'universalisme des « Lumières ». Il n'y a pas de bon goût universel, mais seulement des sociétés qui grandissent et se transforment comme les êtres vivants : chaque peuple possède un génie original, et c'est cette âme du peuple qui est la source de toute fécondité.

« Les chants populaires sont les archives des peuples, le trésor de leur science et de leur religion, de leur théologie et de leurs cosmogonies, des hauts faits de leurs ancêtres et des péripéties de leur histoire, l'image de leur cœur, le tableau de leur vie domestique avec ses joies et ses douleurs, des fiançailles à la tombe. »

Herder l'illustre dans ses *Voix des peuples* (1778-1779) où il transcrit en vers allemands des ballades populaires étrangères des origines les plus diverses. Beaucoup seront mises en musique, par Schubert et plus encore par Carl Loewe et par Johannes Brahms.

Herder appelle de ses vœux le moment où les poètes allemands, enfin libérés des influences étrangères (il regrettait que l'Allemagne ne fût point une île, ce qui lui aurait épargné la Renaissance italienne et plus encore la détestable imitation française), sauront eux aussi occuper la place qui leur revient : *« Il n'y a qu'un coup de sonde à donner dans le sol allemand et la poésie nationale en jaillira. »*

Rien d'étonnant donc que la jeune génération (celle de Goethe) se soit pleinement reconnue dans cet appel de Herder, tandis que celui-ci consacrait ses dernières années à une réflexion de grande envergure sur une *Philosophie de l'histoire de l'humanité*.

gressivement agrandi au fil des conquêtes et des alliances matrimoniales. La nation véritable est le produit d'une croissance, elle doit rester une partie intégrante de la nature.

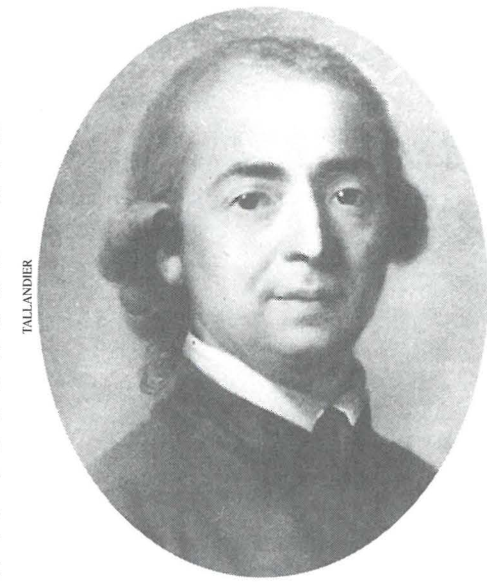
La conception allemande affirme ainsi son caractère organique contre la vision mécaniste et réductionniste du rationalisme et de toutes les théories du contrat. Il n'y a pas de droit naturel anhistorique, postulant l'égalité des hommes sur une norme éthique, mais de simples droits historiques. Il ne s'agit point de transformer l'homme, au besoin par la violence, comme le souhaite la Révolution française, mais de l'accomplir dans la continuité de l'histoire, de favoriser partout la diversité libre et vivante contre la tyrannie de l'égalité abstraite. Un philosophe comme Adam Müller (1770-1824) fonde ainsi le droit positif sur le *Volksgeist*, l'esprit spécifique d'un peuple déterminé. Plus qu'une nation, il s'agit bien de former un peuple, une communauté de sang et de destin.

Contre la théorie du droit naturel, et sa froide égalité, c'est donc le retour de l'histoire, des traditions nationales et surtout de l'originalité propre de chaque culture. Contre l'hégémonie française, le patriotisme allemand cherchera dans le passé les références de sa grandeur nationale. Contre l'Aufklärung, il s'efforcera de repenser la notion de *Reich*, d'empire, si fondamentalement différent de la simple nation à la française, non seulement tel qu'il fut dans le passé mais aussi comme modèle éventuel pour l'avenir.

Contes et légendes

On comprend mieux dès lors l'engouement des artistes et des poètes pour ce Moyen Âge chrétien qui constitua l'apogée de l'empire ou pour l'époque de la Réforme, avec Luther luttant contre la papauté : on republie le vieux chant médiéval des *Niebelungen*, ou celui de *Gudrun* ; Tieck chante *Tannhaüser* ou la *Belle Maguelone* (génialement mise en musique par Brahms quelques décennies plus tard) ; Kleist après avoir célébré la victoire d'Arminius le Germain, ou plutôt d'Hermann, sur Rome fait revivre l'époque des Hohenstaufen dans *Catherine de Heilbronn* ; Goethe donne au Moyen Âge du *Second Faust* une dimension transhistorique et métaphysique ; mais il avait déjà su porter sur le théâtre l'indépendance brutale de *Götz von Berlichingen*.

De véritables écoles provinciales naissent : la Souabe fut le berceau des Hohenstaufen et de ce Frédéric en qui Nietzsche verra, sans


TALLANDIER

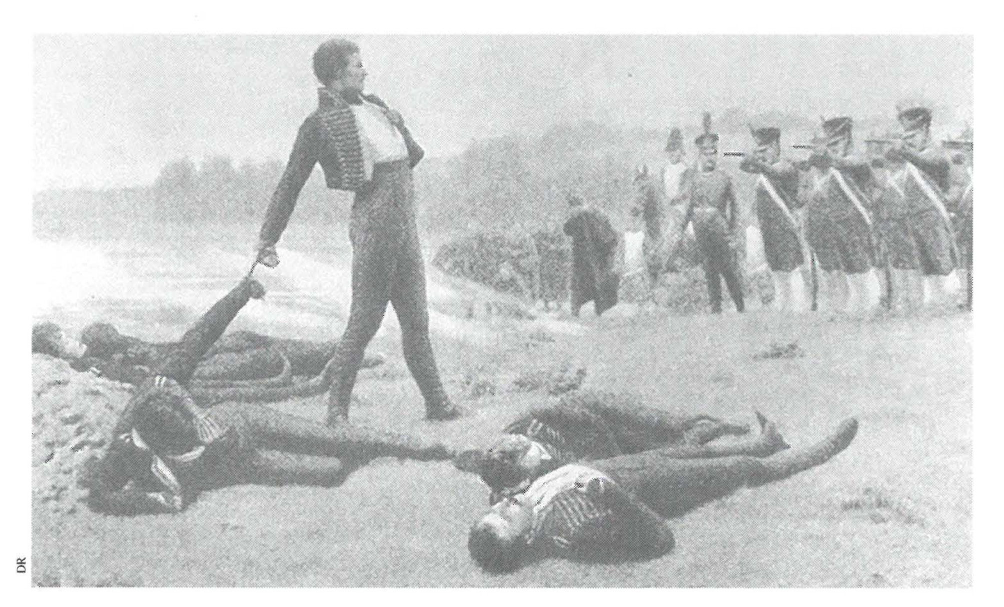
Johann Gottfried Herder (1744-1803), théoricien et poète de l'originalité irréductible des cultures, opposée à l'universalisme des Lumières.

doute à juste titre, le premier des Européens ; l'école souabe, avec Kerner, Uhland, Schwab ou Hauff, plus qu'aucune autre sans doute, s'attache à montrer qu'une patrie, c'est avant tout une réalité charnelle, loin des abstractions de l'État ou de la nation, mais faite de quotidien, de traditions partagées, de coutumes.

Ces coutumes, ces croyances, ces traditions, ces droits traditionnels de l'Allemagne, ils sont omniprésents dans les chants populaires que recueillent Achim von Arnim (1781-1831) et Clemens Brentano (1778-1842) et qu'ils publient patiemment de 1805 à 1808 dans *Le Cor merveilleux de l'enfant* (*Des Knaben Wunderhorn*), ce recueil qui inspirera les musiciens allemands tout au long du siècle. Ces vieilles légendes des forêts profondes de l'Europe, elles hantent les *Contes* que les frères Grimm offrent au public le plus vaste entre 1812 et 1819, laissant deviner qu'au-delà du rêve d'un Reich germanique se profile la nostalgie de l'unité européenne perdue.

De là viennent aussi ce retour en force d'un esprit religieux enraciné, ce besoin de miracle, de sublime, d'infini, de merveilleux, cette valorisation d'une communauté religieusement unie et hiérarchisée comme elle le fut au Moyen Âge, avant que l'esprit de la Réforme ou l'individualisme qui en découle viennent briser cette belle unanimité, peut-être rêvée.

Avant même la naissance de Karl Marx (à Trèves en 1818), et à l'opposé de la France où la loi Le Chapelier venait d'interdire les corporations, cette vision du passé refuse tout antagonisme entre les classes sociales et affirme que seule leur diversité au sein d'une hiérarchie donne sa plénitude à la notion de


DR

Après la défaite d'Iéna (1806) et l'occupation de Berlin par les Français, une sourde révolte éveille en Prusse le sentiment national allemand. En 1809, le major Schill lève un corps-franc de volontaires, semant la panique sur les arrières françaises en Westphalie, avant de périr à Stralsund. Onze de ses compagnons sont fusillés, enchaînés les uns aux autres, par les soldats du général Marchand. Ils meurent en criant : « Vive l'Allemagne libre ! » *Tableau de Hering.*

peuple. En un sens, les *Maîtres Chanteurs* de Wagner seront beaucoup plus tard (1867), la transposition définitive et idéale de ce Moyen Âge de rêve où la Communauté du peuple permet l'épanouissement de l'individu, non point contre les traditions mais vivifié par elles, où la totale conformité de l'artiste avec l'âme du peuple donne naissance à un art enraciné qui n'est point celui d'élites autoproclamées et coupées du réel mais l'expression même de la vision du monde spécifique d'une communauté tout entière.

On comprend la profonde déception des esprits allemands après les traités de 1815. On a beaucoup dit que le romantisme traduisait l'impuissance matérielle de l'Allemagne d'assumer son destin et la compensation qu'elle cherchait dans un monde de rêverie. Sans doute n'est-ce pas entièrement faux.

Certes, au niveau politique, l'Europe issue du Congrès de Vienne, par la volonté de Metternich de réduire l'influence prussienne, remettait à un futur lointain et hypothétique l'unité de tous les pays de langue allemande.

C'est pourtant de Prusse, mais beaucoup plus tard, que viendra l'unité ; les germes y sont déjà présents. C'est la Prusse de la reine Louise qui a été l'âme des « guerres de libération » et non l'Autriche de Marie-Louise, impératrice des Français.

L'organisation de l'Université de Berlin par Guillaume de Humboldt qui exalte patriotisme et orgueil national ; la résurrection des traditions militaires par les hommes d'État prussiens ou au service de la Prusse, comme le baron de Stein ; le mélange détonant du libéralisme et du romantisme, du culte du passé et des coutumes teutoniques préparent les esprits à la grande mutation. Assurément, en ces années où, de retour à Berlin, Hegel divinise philosophiquement l'État, les manifestations visibles d'une affirmation d'identité allemande unitaire sont parfois dérisoires, comme cette fête de la Wartburg de 1817, pour le tricentenaire de la Réforme, où l'on procède à un autodafé d'écrits réactionnaires, ou solitaires et désespérés, comme l'assassinat de Kotzebue, dramaturge et agent du tsar, par l'étudiant Sand. Mais le feu couve sous la cendre.

Certes, il faudra attendre encore quelques années avant que les Walkyries wagnériennes, vivantes incarnations de la Germania triomphante, viennent caracoler sur les théâtres, et que le cor de Siegfried y prenne le relais de celui d'Obéron, mais déjà les forêts profondes et la Gorge aux Loups du *Freischütz* y ont pour longtemps remplacé l'Égypte maçonnique de la *Flûte enchantée*, tandis que la Wartburg de *Tannhaüser* affirme, en deçà de Luther, la permanence de ce haut lieu de la Germanité.

Quand, en septembre 1842, Frédéric-Guillaume IV de Prusse (1840-1861) pose la première pierre des travaux d'achèvement de la cathédrale de Cologne, tous y voient comme un symbole de l'unité allemande, spirituelle aujourd'hui, politique demain. Moins de trois quarts de siècle se sont écoulés depuis que Goethe, face à la cathédrale de Strasbourg, prenait physiquement conscience de la grandeur du Moyen Âge européen et de l'irréductibilité du génie germanique.

P. J.

CULTURE ET CIVILISATION

Le déclin de l'Occident ne signifie rien de moins que le *problème de la civilisation.* Nous sommes ici en face d'une des questions fondamentales de toute histoire supérieure. Qu'est-ce que la civilisation, considérée comme la conséquence organique et logique d'une culture, comme son achèvement et sa fin ? Car chaque culture a sa propre civilisation. C'est la première fois que ces deux mots, qui désignaient jusqu'à ce jour une vague distinction d'ordre éthique, sont pris dans un sens périodique pour exprimer une *succession organique* rigoureuse et nécessaire. La civilisation est le *destin* inévitable d'une culture. Ici, le sommet est atteint. Les civilisations sont les états *les plus extérieurs et les plus artificiels* auxquels puisse atteindre une espèce humaine supérieure. Elles sont une fin ; elles succèdent au devenir comme le devenu, à la vie comme la mort, à l'évolution comme la cristallisation, au paysage et à l'enfance de l'âme, visibles dans le dorique et le gothique, comme la vieillesse spirituelle et la ville mondiale pétrifiée et pétrifiante. Elles sont un terme irrévocable, mais auquel on atteint toujours avec une nécessité très profonde. Ainsi seulement comprendra-t-on que le Romain est le *successeur* de l'Hellène. Ainsi seulement s'éclaire l'Antiquité tardive d'une lumière qui trahit ses secrets les plus intimes. Car que peut vouloir dire ce fait que les Romains étaient des Barbares, des Barbares qui ne précèdent pas, mais ferment une grande évolution ? Sans âme, sans philosophie, sans art, racistes jusqu'à la brutalité, attachés sans vergogne au succès pratique, ils n'avaient pas une seule légende divine d'origine proprement romaine. Âme grecque et intelligence romaine – voilà ce que c'est. Telle est aussi la différence entre culture et civilisation. Et cela n'est pas vrai que pour l'Antiquité. Le passage de la culture à la civilisation s'accomplit dans l'Antiquité au IVe, en Occident au XIXe siècle... Au lieu d'un peuple aux formes abondantes, qui a grandi dans le terroir, un nouveau nomade, un parasite habitant la grande ville, irréligieux, intelligent, stérile, haïssant profondément le paysannat et la noblesse terrienne qui en est la suprême expression.

OSWALD SPENGLER
***Le déclin de l'Occident*, tome I (1918).**
Gallimard, 1948, pp. 43-44.

Une symphonie fantastique

PAR JEAN-FRANÇOIS GAUTIER

Apparue au Moyen Âge, la polyphonie germanique s'appuie sur une fidélité à l'assise populaire de la mélodie. Là, peut naître et s'épanouir l'identité de chacun.

Au début de 1804, à Vienne, Beethoven biffait de la dédicace de sa troisième symphonie le mot *Napoléon.* Déçu dans son enthousiasme pour l'histoire immédiate, il revenait, avec le titre *Symphonie Héroïque*, à l'ancrage légendaire et populaire de la musique allemande.

La coutume la plus lointaine, attestée par Tacite, faisait déjà de la musique et de la danse les partenaires des légendes et des récits rituels ou magiques des tribus germaniques. Cet enracinement est resté la source à laquelle les compositeurs ultérieurs sont toujours retournés puiser leur inspiration. À la différence de la musique française, plutôt issue de la danse *marchée* qui deviendra celle des cours et des salons, la musique allemande n'a pas renié la danse *sautée* de ses origines, avec ses rythmes ternaires caractéristiques ; la première polira un goût musical tout en maximes et en attitudes, librement mesuré mais préférant souvent, aux expressions débridées, la métrique égale ; et la seconde cultivera sa dévotion pour le récit mélodique continu, cadencé par une rythmique qui tire sans cesse le chant vers son devenir.

Ces différences apparaissent dès le Moyen Âge. La grande polyphonie gothique franco-flamande étage des voix qui donnent à entendre une pluralité de points de vue conjugués organisant le monde comme paysage esthétique. La polyphonie germanique est plus démonstrative ; un motet du XIII[e] siècle comme *Brumas e mors* fait par exemple entendre, au-dessus d'une évocation plusieurs fois répétée de la fatalité de la mort, chantée à la basse, deux voix indépendantes disant la futilité des choses de la vie et la fugitivité de l'existence. Les traditionnels appuis de quintes indiquent immédiatement la vocation populaire de cette musique, tandis que les quartes et les sixtes en « faux bourdon » trahissent son exécution en plein air. Le puissant *In Gottes Namen fahren wir* à huit voix, du XV[e] siècle, dénote une même tendance à construire des mélodies certes aérées, mais sur la base d'une chanson de voyage s'avançant d'un pas marqué et régulier.



TALLANDIER

Ludwig van Beethoven (1770-1827). Malgré une surdité précoce, il fut l'auteur de trente-deux sonates pour piano, de dix-sept quatuors, de neuf symphonies, de cinq concertos et d'autres œuvres encore. Sa IX[e] Symphonie apparaît comme une sacralisation de la communauté à la façon de Herder ou de Goethe.

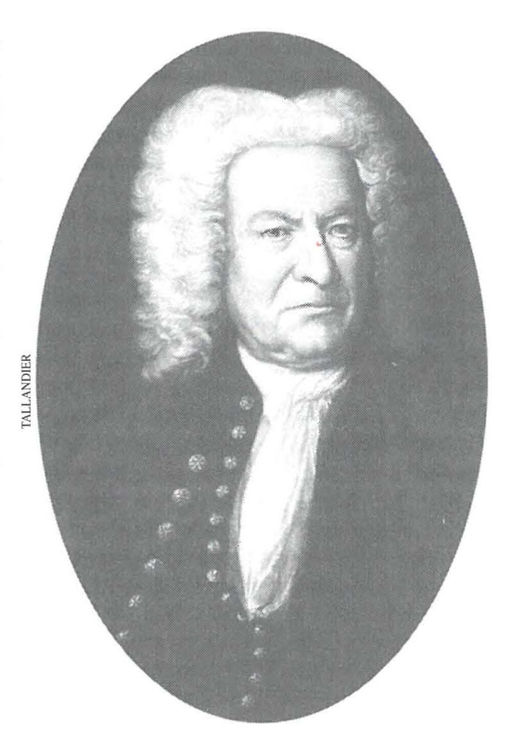
La Réforme, avec ses cantiques, son *Credo* et son *Sanctus* en allemand et non plus en latin, va accentuer cette pratique musicale. Que l'un lance une voix et que trois ou quatre autres chantent, en même temps que lui, d'autres voix entrelacées, en paraphrase ou en ornement, voilà qui figure, de l'aveu même de Luther, un communautarisme où les différences, loin d'apparaître comme contradictoires, forgent les complémentarités indispensables à la richesse et à la beauté de la vie collective. Toute l'écriture chorale d'un Johann Sebastian Bach (1685-1750), quoi qu'il en soit de ses digressions mélodiques infinies, s'appuie sur une même fidélité à l'assise populaire du cantique, la musique célébrant l'essence collective où peut naître et s'épanouir l'identité propre de chacun.

Le métier même de musicien, tel que le pratiqua Bach à Leipzig, reflétait cette liturgie des intégrations sociales. Parmi les obligations du *Kappelmeister* employé par la municipalité, il y avait en effet, outre la composition des cantates d'église, celles des cantates de villes et celles des fêtes de corporations.

C'est par ce biais des célébrations civiles que la musique sortit des temples et pénétra

dans les cités en se « laïcisant ». Georg Philip Telemann (1681-1767) fut le premier à organiser, à Hambourg, des concerts auxquels ses concitoyens s'abonnaient. Les différentes formes du concert instrumental de l'époque, bien qu'héritant pour partie des pratiques vénitiennes d'un Vivaldi, montrent le sérieux de la carrure harmonique de l'écriture, principe de base de la composition (au sens exact de *poser ensemble*). Bach écrivit pour de telles sociétés philharmoniques ses *Concerts brandebourgeois* et nombre de concertos pour instruments solistes, notamment le violon et le clavier.

Mais la science qu'exigeait l'écriture savante fut bientôt regrettée par la génération préromantique, apparue avec Wilhelm Friedmann Bach, fils aîné de Johann Sebastian. Si elle réclamait une place pour l'expression de la personnalité, elle s'affranchit en fait, non de la science de l'écriture, mais de la place centrale du choral ; elle restitua ainsi à la musique savante le *quasi improvisando* de la tradition populaire, qu'épanouirent Joseph Haydn (1732-1809) et Wolfgang Mozart (1756-1791).



TALLANDIER

Jean-Sébastien Bach (1685-1750).

L'esthétique générale de la musique allemande bascula alors de la célébration statique d'une collectivité déjà instituée, propre à l'écriture en choral, à celle d'une pluralité dynamique sans cesse en voie de pacification ; ce changement de perspective fut notamment cultivé dans le quatuor à cordes (Haydn en écrivit soixante-dix-sept, et Mozart vingt-six) et dans la symphonie (plus de cent pour Haydn, une quarantaine pour Mozart) ; les danses s'y mêlent aux contredanses, et la forme dite « sonate » conjugue, autant qu'elle les oppose, des thèmes contraires forgeant leur accord au creuset de la confrontation de multiples variations mélodiques ou rythmiques de thèmes entrecroisés, liés par une harmonie nouvelle.

Cette subjugation des contraires comprise comme fondement de la musique fut le principe de l'art d'un Ludwig van Beethoven (1770-1827), qui mena à quintessence les expressions pianistique et symphonique de la forme-sonate. Encore son apport apparaît-il singulier : la célèbre *IXe Symphonie*, souvent mal

LUTHER ET LA MUSIQUE

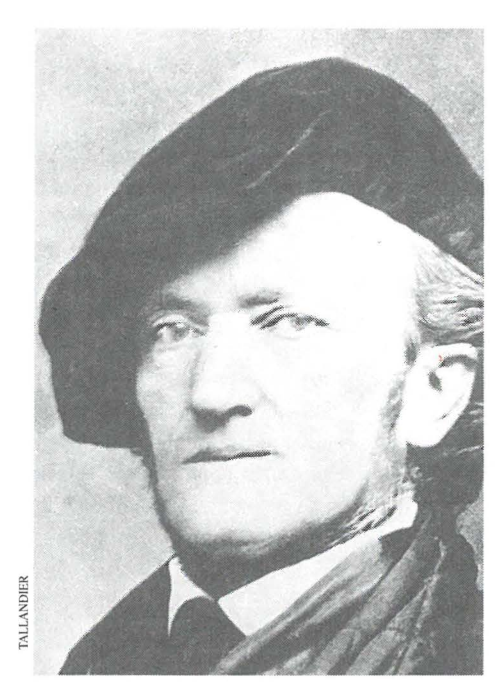
Luther nous offre la première image de cet Allemand traditionnel pour qui la musique est un besoin vital. Tandis que Calvin la réduit aux psaumes et que Zwingli, le puritain de Saint-Gall, la bannit complètement des offices, Luther la célèbre en vers, il exalte son pouvoir spirituel : *Ich gebe nach der Theologia, der Musika den nehesten Locum und höchste Ehre* (*« Après la théologie, c'est à la musique que je donne la plus belle place et les plus grands honneurs »*). Il est lui-même chanteur et flûtiste. Dès qu'il organise le nouveau culte, le rôle qu'y doit tenir la musique est une de ses principales préoccupations. Il veut en même temps qu'on l'apprenne dans toutes les écoles, parce qu'il n'est pas d'enseignement complet sans elle, que d'autre part les écoles sont la pépinière des maîtrises. Un maître d'école incapable d'apprendre le chant à ses élèves est indigne de son poste, il n'a qu'à choisir un autre métier [...].

Luther emprunte sans répugnance au rituel catholique dans les premiers temps de sa Réforme. Il adapte des paroles allemandes aux chants les plus vénérables, *Veni Creator*, *Te Deum*. Mais les musiciens les plus en plus nombreux qui le suivent lui apportent bientôt leur contribution, puisqu'une église nouvelle doit avoir ses propres chants. Il met lui-même la main à la pâte, sans que l'on puisse lui attribuer avec certitude aucune page des premiers chorals ; mais il en a certainement inspiré le style. Les chorals peuvent être chantés soit à l'unisson par l'assemblée des fidèles, soit à plusieurs voix par la maîtrise dans les versions polyphoniques établies par les compositeurs. Chez Luther, *les considérations esthétiques l'emportent toujours*. Un chant dont la beauté l'a ému sera certainement agréable à Dieu, quelles que soient ses origines. Aussi le réformateur et ses amis puisent-ils largement dans le fonds populaire, quitte à remplacer par un texte pieux les paroles d'un chant profane. Même lorsqu'ils créent une pièce originale, ils s'écartent peu de cette veine populaire. Le choral reste donc proche parent du *Tenorlied*. Dans une forme comme dans l'autre, peu de figures contrapunctiques, mais une harmonisation simple, franche, où la mélodie est toujours bien marquée, et en valeurs longues, donc avec un rythme lent et ferme [...].

On a contesté l'importance du rôle de Luther dans la formation de la musique allemande. Pourtant, si la Réforme, musicalement stérile en France, en Suisse, aux Pays-Bas, a été en Allemagne un tel stimulant, c'est bien à lui qu'on le doit. Sans doute, le choral n'est pas sorti tout armé de sa tête, et nous le savons d'autant mieux aujourd'hui que nos renseignements sur le *Tenorlied* sont plus complets. Mais justement, Luther fut servi à merveille par son instinct en puisant la musique de son culte dans une forme déjà populaire et dont la solidité lui plaisait. C'est son sens national, que personne avant lui en terre allemande n'avait eu à un tel degré, qui lui fait préférer les musiques aux accents les plus foncièrement germaniques : *« Je suis né pour mes Allemands,* disait-il, *c'est eux que je veux servir »* [...]. Enfin, l'œuvre pédagogique de Luther a laissé des traces heureuses. Si l'Allemagne ne connaît pas l'analphabétisme musical qui reste courant en France, elle le doit à des traditions remontant au moine flûtiste qui voulait faire chanter tous les écoliers. C'est son ami Johann Walter qui fonda aussi sur ses conseils les maîtrises municipales évangéliques, composées de bourgeois, d'artisans amateurs de chants. Ils ne chantaient pas seulement en chœur à l'église, mais dans les fêtes familiales, les banquets, les réunions intimes. Une musique empreinte à la fois de bonhomie, de sentimentalité et de piété pénétrait ainsi de plus en plus profondément dans les mœurs allemandes.

LUCIEN REBATET

Une histoire de la musique. **Laffont, 1969.**



TALLANDIER

Richard Wagner (1813-1883). Né trente-et-un ans après lui, Frédéric Nietzsche se prosterna tout d'abord devant l'autel du « dieu Wagner » en y déposant **L'origine de la tragédie.** *Mais bientôt, il se détacha. Le disciple fervent se mua en adversaire acharné. Les dernières œuvres de Nietzsche –* **Le cas Wagner, Nietzsche contre Wagner** *– revêtent l'allure d'un acte d'accusation venimeux à l'encontre du maître d'autrefois, suspect d'être* **« retombé dans le christianisme ».** *Sans doute. Nietzsche aurait voulu, dans l'histoire, occuper aussi la place qui reviendra à Wagner. Il lui a donc fallu « démontrer » que Wagner n'était pas ce que l'on croyait, qu'il n'était pas le créateur d'un mythe nouveau, régénérateur de l'histoire.*

entendue, plus qu'une célébration d'un idéal de l'univers ou de l'humanité à la manière de Rousseau ou de Hegel, consiste plutôt en une sacralisation de la communauté à la manière de Herder ou de Goethe : l'ouverture à l'essence de l'humain s'entend, dans l'*Ode à la joie* du dernier mouvement, comme celle d'un Allemand qui se découvre homme en tant qu'il est Allemand, c'est-à-dire membre d'un groupe où s'accomplit une vie individuelle entendue comme composante et comme don de l'allégresse collective. On est loin ici, de l'idéal d'un homme universel dont la collectivité d'origine ne serait qu'un pur accident historique.

Les romantiques proprement dits, Franz Schubert (1797-1828), Robert Schumann (1810-1856) ou Johannes Brahms (1833-1897), prenant acte de l'épuisement – contemporain des luttes internes austro-allemandes – où Beethoven avait mené la forme-sonate, inventèrent des expressions pianistiques plus libres, rhapsodies, romances, danses, galops, marches, moments musicaux, fantaisies, variations diverses, sur la base du *ländler* traditionnel et de la ballade, ce qui les amena à ressusciter le *lied.* Dans leurs mélodies instrumentales ou vocales, la personnalité de l'artiste se dégage d'un récit essentiellement mélodique apparaissant sur un fond de piété pour le monde où s'épanouissent les dispositions harmoniques et les appuis rythmiques des chants et des danses populaires (populaires, mais non folkloriques).

Richard Wagner (1813-1883), dans cette veine, s'oriente vers une unification du fonds légendaire germanique et du symphonisme beethovénien en tirant de vieux récits (*Tristan, Lohengrin, Tannhaüser*, les *Niebelungen*) les sujets d'un théâtre chanté dont il écrit lui-même les livrets. Comme Mozart avec la *Zauberflöte*, il cherche à imposer l'opéra allemand sur des scènes envahies d'opéras à l'italienne. Son écriture même intègre l'idée, alors dominante, que seul le retour de thèmes déjà advenus (les *leitmotive*) peut féconder le cycle toujours incertain du devenir. Pour autant, l'*art total* auquel il prétend n'apparaît tel qu'à un esprit germanique, les légendes et le symphonisme utilisés par lui n'appartenant pas aux autres traditions, notamment française et italienne.

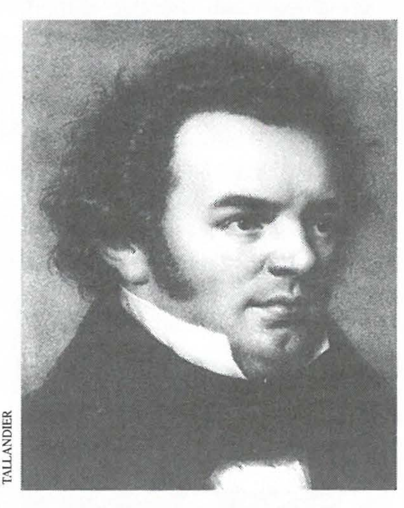
Un lyrisme torturé

Anton Bruckner (1824-1896) et Richard Strauss (1864-1949) retiendront, chacun à leur manière, les leçons du symphonisme post-beethovénien ; et s'ils utilisent une harmonie verticale traditionnelle, ils la doublent de contrepoints aux complexités inouïes, reflets des soubresauts d'un monde haché de guerres civiles et de revendications inextricables.

Les écoles modernes, quant à elles, confieront, comme ailleurs en Europe, leur espérance artistique à la puissance résolutive de la raison plutôt qu'aux ressources des communautés populaires. Terrible abstraction que les écritures systématiques des Schönberg, Webern ou Alban Berg (1885-1935). Ce dernier, dans un drame tel que *Lulu* (1934), montre toutefois, comme en écho à une écriture qui sonde sans fin les moyens d'un lyrisme torturé, à quelles dévastations individuelles mène le rêve d'un monde rationnel coupé de ses racines musicales, et combien ce rêve désarçonne des vies auxquelles l'art n'offre plus de représentations leur permettant de se situer *esthétiquement.*

J.-F. G.

FRANZ SCHUBERT, LE MAÎTRE DU *LIED*



TALLANDIER

Franz Schubert (1797-1828), dont le bicentenaire de la naissance est fêté cette année, prit ses premières leçons de contrepoint à trente-et-un ans, quinze jours avant sa mort. Il n'y eut pas compositeur plus anti-intellectuel ou antinotionel que lui. Ni plus prolifique : un millier d'*opus*, dont quelque six cents lieder. À l'âge où Beethoven, son aîné de vingt-sept ans, avait écrit sa première symphonie, il terminait sa neuvième ; et quand le maître de Bonn élevait à une abstraction furieuse l'écriture de ses ultimes *Sonates* et *Quatuors*, Schubert menait à son plus haut degré de perfection un style chantant issu de la ballade et de la danse populaires.

Nostalgique d'un âge d'or plus rêvé que perdu, réfractaire aux emportements politiques, Schubert vécut en porte à faux avec ses contemporains mais célébra l'amitié de quelques-uns autour de la musique, offrant ses partitions aux compagnons de ses *schubertiades*, longues soirées durant lesquelles, plutôt que de refaire le monde, il en créait un autre par les moyens de l'art. Ce sédentaire viennois ne quitta guère sa ville natale où le typhus devait l'emporter, mais il apparaît aujourd'hui comme l'incarnation musicale du *Wanderer*, du voyageur romantique promenant son errance comme un âpre destin. Cette apparence de contradiction entre le collectif et l'individuel, entre le populaire et le solitaire marque toute sa musique et traduit les regrets d'une génération qui, immobilisée par les contraintes de la puissance où s'épuisait la politique de Metternich, échoua à incarner l'essence communautaire où elle rêvait son identité.

Germanophobies

PAR ALAIN DE BENOIST

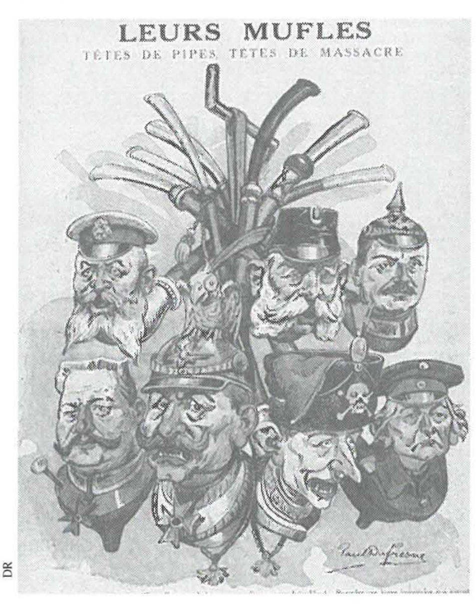
Du* « militarisme prussien » *à la* « brutalité naturelle », *en passant par* « l'infériorité biologique de la race allemande », *quelques exemples d'un triste florilège.

Les Français, au cours de leur histoire, ont été tour à tour des admirateurs et des détracteurs passionnés de l'Allemagne. Il faut admettre que, dans l'un et l'autre registre, ils ont atteint des sommets.

Dans la première moitié du XIXe siècle, c'est plutôt l'admiration qui prévaut, à une époque où le jeune Ernest Renan n'hésite pas à écrire à son condisciple, l'abbé Cognat : *« Dieu, pour me soutenir, m'a réservé un événement intellectuel et moral. J'ai étudié l'Allemagne, et j'ai cru entrer dans un temple. Tout ce que j'y ai trouvé est pur, élevé, moral, beau et touchant. Ô mon âme, oui, c'est un trésor, c'est la continuation de Jésus-Christ. Leur morale me transporte. Je crois que le Christ nous viendra de là ! »* (1).

Le ton change évidemment après la guerre de 1870-71 et l'annexion de l'Alsace-Lorraine, et surtout après le début de la Première Guerre mondiale. On voit alors se multiplier des écrits d'une violence inouïe, dont le seul but est d'inculquer à l'opinion une haine absolue de l'Allemagne et des Allemands, afin de justifier cette *« médecine »* qui, comme l'écrit Gabriel Langlois, *« consiste à tuer la bête pour tuer le venin »* (2).

Passé de gauche à droite avec l'affaire Dreyfus, l'antisémitisme alimente fréquemment cet antigermanisme frénétique, comme en témoignera un célèbre livre de Léon Daudet sur *L'espionnage juif-allemand.* Mais le



DR

« Regardez ces hures immondes, quel plaisir on aurait à les abattre. Pour cette œuvre d'épuration, les alliés se tiennent prêts... » ***Supplément au*** **Petit Marseillais,** ***1916.***

thème le plus général (il sera abondamment repris dans les milieux maurrassiens) est celui de l'antagonisme entre la *Kultur* allemande et la « civilisation ». Conjuguant ethnocentrisme et universalisme, une multitude d'auteurs s'emploient à démontrer que, face à la France, qui est *« la plus humaine des patries »*, ainsi qu'on le lira pendant des décennies dans le manuel de Lavisse, l'Allemagne n'est que le pays qui s'exalte lui-même pour célébrer sa différence.

Il ne s'agit cependant pas seulement de dénoncer l'*« orgueil allemand »* (au nom, bien sûr, d'une légitime fierté française) ou d'affirmer, sur la base de toute une série de lieux communs, que l'*« idéal latin »* doit faire reculer partout dans le monde le *« virus germanique »*. Il faut aussi montrer que les « Boches » ont été de tout temps détestables, et qu'ils méritent d'être dénoncés – à la façon dont, précisément, les antisémites dénoncent les juifs –, non seulement pour ce qu'ils ont pu faire, mais aussi pour ce qu'ils n'ont jamais cessé d'être.

Jeanne et Frédéric Regamey s'y emploient en réécrivant toute l'histoire sous l'angle d'une lutte séculaire contre la *« barbarie allemande »*, représentée dès l'aube de notre ère par les vieux Germains, *« ivrognes, voleurs et assassins, vêtus de peaux de bête »* (3). L'Allemagne, *« pays du stupre, du sadisme et de la métaphysique »*, explique Gaston Choisy, était *« déjà tout entière dans le chaos de l'époque où la Germanie n'avait pas de nom »* : en elle, *« les traits sont ineffaçables qui l'apparentent aux reptiles et aux grands fauves, amis des bas-fonds et des épais fourrés »* (4). Gabriel Langlois ajoute qu'Attila fut *« le premier barbare allemand »*, précédant de quelques siècles Martin Luther, qui prêchait *« le dieu allemand protecteur des crimes »*.

Un bref survol des thèmes abordés dans cette littérature anti-allemande est révélateur. Il y a d'abord, bien sûr, le *« militarisme prussien »*. Concernant l'armée allemande, tout a maintes fois été dit : *« Sa réputation de brutalité n'est plus à faire »* (Regamey). Quand les Allemands ne crucifient pas les infirmières, ils coupent les mains des petits enfants et prennent un plaisir évident à bombarder les cathédrales.

Quant à la fameuse *Kultur* allemande, elle n'est évidemment qu'un *« bluff »* (5). D'ailleurs, écrit Edmond Perrier, n'est-il pas révélateur que *« les Allemands, si sûrs de leur supériorité intellectuelle, n'aient pas trouvé dans leur langue de mot capable de la désigner, et en aient été réduits à recourir à un mot français, affublé simplement d'un K très majuscule ? »* (6). Les systèmes philosophiques allemands sont *« des maisons sans ouvertures »* (Lasserre). La littérature allemande est pauvre : *« Si la littérature française ne fournissait pas les modèles, le roman et le*

théâtre allemands n'existeraient pas » (Regamey). Les Allemands n'ont qu'« *une musique bruyante, irritante, que Wagner a poussé à la perfection dans l'art du boum-boum-badaboum* » (Langlois). Leur science elle-même est parfaitement symbolisée par ce « *bluff commercial dont fut l'occasion la fausse découverte de Koch* [Prix Nobel de médecine, inventeur du bacille de la tuberculose], *qui sema tant de déceptions parmi les malheureux poitrinaires* » (Perrier).

Comparée à la langue française, « *idiome de clarté* », la langue allemande n'est que galimatias, rudesse et obscurité. « *L'Allemand voit large et confus, nous voyons clair et juste* », souligne Didon (7). « *L'âme des Allemands est un bric-à-brac du Moyen Âge* », ajoutent Tudesq et Dyssord. Toute leur morale consiste à soutenir que « *faire le mal est un devoir* », précise Langlois. C'est pourquoi ils haïssent la pensée : « *C'est à la pensée, à la pensée éminemment, que les Allemands en veulent chez leurs ennemis* », conclut Choisy.

Leurs mœurs, bien entendu, ne valent pas mieux. L'Allemagne a « *des aptitudes naturelles à la perversion et à la débauche* » (Regamey). La famille y est « *dissolue et rongée d'immoralité* » (id.).

Conformément au schéma typique de l'idéologie raciste, les caractères nationaux attribués aux Allemands se trouvent ainsi progressivement essentialisés, le « *type allemand* » finissant par ressortir de l'anthropobiologie, sinon de la zoologie.

Dès la fin du siècle dernier, Adolphe Desbarolles avait cru reconnaître un grave défaut dans le « *crâne allemand* » : il lui manquerait une bosse située dans les lobes frontaux, que les phrénologues regardent comme l'« *organe de la comparaison* » (8).

À la même époque, l'anthropologue Armand de Quatrefages, membre de l'Institut, expliquait, dans un article publié en 1871 par la *Revue des deux-mondes*, que la « *race prussienne* », malgré un vernis emprunté à la France, était biologiquement rebelle à toute civilisation.

À partir de 1915, ces considérations sont reprises dans une série de livres au contenu proprement hallucinant, dont l'auteur, le Dr Edgar Bérillon, professeur à l'École de psychologie, secrétaire général de la Société de psychothérapie et grand ami de Charcot, s'affirmant convaincu que « *la guerre actuelle entre la masse des Germains dolichocéphales et le groupement des Celtes brachycéphales n'est qu'un épisode de la lutte par laquelle deux races antagonistes s'efforcent de faire prévaloir leurs conceptions diamétralement opposées de l'organisation sociale et de la civilisation* », entend livrer les secrets scientifiques de « *l'objectivité anatomique de la race allemande* » (9).

« *Pour admettre qu'un Allemand soit un homme comme les autres*, écrit Bérillon, *il faut ne jamais avoir eu l'occasion de considérer avec attention un spécimen de sa race.* » Pareil exercice est en effet révélateur, comme en témoigne déjà l'examen du « *visage allemand* ». Voyez le nez, par exemple : « *Le nez des Allemands n'a pas été créé pour sentir ; c'est le nez des races de chiens de garde, dépourvus de tact et de flair, uniquement préoccupés de mordre et d'aboyer.* »

L'Allemand urine par les pieds...

Le corps présente d'autres particularités non moins remarquables. L'étroitesse du thorax contraste avec la proéminence du ventre, ce qui permet de classer l'Allemand dans la catégorie des « *sous-diaphragmatiques* ». Le « *pied allemand* », lui, est « *laid, lourd, épais, plat, totalement dépourvu de grâce et de souplesse* ». Quant à la main, courte et crochue, elle se caractérise par la largeur de la paume : « *Il faut plaindre ceux sur lesquels cette paume s'appesantit de sa lourde masse.* »

Mais voici mieux. Des faits nombreux permettent de constater qu'« *au point de vue physique et chimique, il y a plus de différence entre un Français et un Allemand qu'entre un Blanc et un Nègre* ». Le sang français, tout d'abord, est plus riche en globules rouges que le sang allemand. L'urine allemande, elle, est beaucoup plus toxique : « *Cela veut dire que si 43 cm³ d'urine française sont nécessaires pour tuer un kilogramme de cobaye, le même résultat sera obtenu avec environ 30 cm³ d'urine allemande* » ! Cette découverte éclairante explique « *la principale particularité organique de l'Allemand qui, impuissant à amener par sa fonction rénale surmenée l'élimination des éléments uriques, y ajoute la sudation plantaire. Cette conception peut s'exprimer en disant que l'Allemand urine par les pieds* » (sic). Mais les surprenantes capacités excrétoires des Allemands ne s'arrêtent pas là, et les données recueillies, si l'on ose dire, sont dénuées de toute équivoque. Étant donné que « *c'est dans le ventre que la nature a placé la raison et le but de son existence* », l'Allemand souffre d'une « *suractivité anormale de la fonction intestinale* », laquelle se traduit, outre une « *augmentation d'environ trois mètres de la longueur de l'intestin* », par une « *excrétion exagérée des matières fécales.* »

La place manque ici pour énumérer toutes les « *preuves de l'infériorité biologique de la race allemande* » découvertes par Bérillon. Outre la gloutonnerie, qui pousserait l'Allemand jusqu'à « *se nourrir de la chair de ses compatriotes* », on mentionnera seulement « *l'odeur fétide des Allemands* » à laquelle le Dr Bérillon a consacré tout un livre.

Il était évidemment difficile d'aller plus loin que Bérillon dans le racisme anti-allemand. Les écrits de ce dernier ne représentent toutefois que la pointe la plus extrême de toute une littérature qui, selon les termes de Gaston Choisy, voulait prodiguer « *l'unique conseil hors duquel tout est duperie : fortifier notre haine* ». Avec un objectif en forme de « solution finale », que Jeanne et Frédéric Regamey définissaient dans les termes suivants : « *Il y a en Europe vingt millions d'Allemands de trop. L'Europe ne pourra vivre en paix que lorsqu'elle aura été débarrassée de ces vingt millions d'Allemands, d'une façon ou d'une autre.* »

Textes de circonstance ? Il en est resté des traces.

A. de B.

Alain de Benoist est le directeur des revues *Krisis* et *Nouvelle École*. Il a récemment publié : *L'empire intérieur* (Fata Morgana), *Céline et l'Allemagne* (*Le Bulletin célinien*, Bruxelles), *La ligne de mire* (Labyrinthe).

---

(1) Lettre du 24 août 1845.

(2) Gabriel Langlois, *L'Allemagne barbare*. Walter et Cie, 1915.

(3) Jeanne et Frédéric Regamey, *L'Allemagne ennemie*, Albin Michel, 1916.

(4) Gaston Choisy, *L'Allemagne secrète*, Albin Michel, 1917.

(5) A. Tudesq et J. Dyssord, *Les Allemands peints par eux-mêmes*, Éditions et librairie, 1919.

(6) Edmond Perrier, *France et Allemagne*, Payot et Cie, 1915.

(7) P. Didon, *Les Allemands*, Calmann-Lévy, 1884.

(8) Adolphe Desbarolles, *Le caractère allemand par la physionomie*, 1866.

(9) Edgar Bérillon, *La bromidrose fétide de la race allemande*, Maloine, 1915 ; *La polychésie de la race allemande*, Maloine, 1915 ; *La psychologie de la race allemande d'après ses caractères objectifs et spécifiques*, Maloine, 1917 ; *Les caractères nationaux. Leurs facteurs biologiques et psychologiques*, Amédée Legrand, 1920.

PASSÉ ET DEVENIR DES RELATIONS GERMANO-RUSSES

Est-ce un signe ? Le XXe siècle, qui est né en 1914 de l'affrontement dans les Balkans de l'Empire russe et de l'Empire autrichien, a pris fin entre 1989 et 1991 avec la réunification allemande et l'implosion de l'URSS. Et tout au long de ce siècle, les relations germano-russes forment la trame essentielle de l'histoire continentale. Mais, ainsi que l'observe Renata Fritsch-Bournazel, leur rôle est *« très différent de ce qu'il avait été dans les siècles passés, surtout si l'on considère cette partie du monde germanique qui allait devenir le cœur et le moteur de l'Allemagne moderne : la Prusse. En effet, si le Saint-Empire, puis, plus encore, l'Empire autrichien, se sont souvent heurtés à l'Empire des tsars jusqu'à en périr, il en était allé tout autrement, la plupart du temps, entre la Prusse et la Russie. Ce qui avait prédominé, depuis que les deux États avaient pris forme, c'étaient en effet de longues périodes d'entente, au bénéfice réciproque. S'il y eut parfois des épisodes d'affrontement, ils furent l'exception et ne durèrent jamais très longtemps. L'un des plus dramatiques avait eu lieu lors de la guerre de Sept Ans, lorsque Frédéric II fut battu à Kunersdorf, le 12 août 1759, par les Russes qui, l'année suivante, occupèrent Berlin. Un demi-siècle plus tard, la Prusse, vaincue et diminuée par Napoléon, admit de participer avec lui à l'expédition de Russie. Dans les deux cas, on assista à des retournements spectaculaires dus, le premier à la mort de la tsarine, l'autre à la convention de Tauroggen »* (1). À Tauroggen, le 31 décembre 1812, le général York von Wartenburg, qui commandait le corps prussien engagé en Russie aux côtés de Napoléon, signe avec les Russes et malgré son roi, l'accord qui annonce le retournement prussien, le soulèvement national de 1813 et les « guerres de libération ».

« Sans doute ces souvenirs expliquent-ils le souci de la Prusse du XIXe siècle de s'en tenir à une attitude d'amitié et de coopération avec la Russie. Telle fut la préoccupation constante de Bismarck à la tête du gouvernement prussien, puis de l'Empire allemand après 1871, même si la volonté de maintenir l'alliance avec Vienne l'amena de plus en plus à des exercices de haute virtuosité diplomatique, sous la forme d'un "traité de réassurance" qui, pourtant, ne fut jamais pris en défaut. En revanche, après 1890, les ambitions de Guillaume II et son choix en faveur de l'Autriche-Hongrie au détriment de l'alliance russe allaient mener à la création de deux camps opposés, à la guerre de 1914-1918, et à la double révolution russe de 1917. »



Le feld-maréchal York von Wartenburg (1759-1830). Il reçoit en 1812 le commandement du corps prussien engagé dans la campagne de Russie sous Napoléon. Saisissant l'occasion offerte par la défaite française, il signe avec les Russes la convention de Tauroggen (31 décembre 1812) qui prépare le soulèvement national de la Prusse du printemps 1813.

À partir de 1917, s'établissent entre l'Allemagne (elle-même entrée en révolution à la fin de 1918) et l'URSS des relations privilégiées mais chaotiques qui, du traité de Rapallo (16 avril 1922) au pacte germano-soviétique (24 août 1939), seront interrompues par la guerre (22 juin 1941), avec comme conséquences, l'écrasement de l'Allemagne, sa division et l'occupation soviétique de l'Europe centrale et orientale pour un demi-siècle.

Cette guerre n'était pas une fatalité. La sympathie pour la Russie a des racines anciennes dans le nord-est de l'Allemagne, précisément en Prusse.

« Pour moi, écrit Thomas Mann en 1918 (*Considérations d'un apolitique*), *il ne fait pas l'ombre d'un doute que l'humanité allemande et l'humanité russe sont plus proches l'une de l'autre que la russe et la française, incomparablement plus proches que l'allemande et la latine. »* Vue symétrique, chez Dostoïevski qui décrivait l'Allemagne comme, par excellence, une *« puissance protestataire »* (*Journal d'un écrivain*) : *« Le trait le plus caractéristique, le plus essentiel de ce peuple grand, fier et particulier a toujours été, depuis son entrée dans l'histoire, le refus de s'unir, dans son destin et dans ses principes, avec le monde européen extrême-occidental, c'est-à-dire avec les héritiers du vieux destin romain. »*

La frontière des sentiments pour la Russie recouvre la très ancienne frontière culturelle et historique des *limes* partageant l'Allemagne en deux. Une Allemagne à dominante catholique, celle du Sud-Ouest, qui a subi l'influence romaine et chrétienne, et l'autre, celle du Nord-Est, qui lui a longtemps échappé. La première, avec la monarchie austro-hongroise, s'est souvent opposée à la Russie, alors que la seconde, héritière de la tradition prussienne, a fréquemment recherché son alliance.

Née sur la Marche de Brandebourg d'un mélange de Germains et de Slaves, la Prusse a poursuivi jusqu'à Bismarck une politique prudente, se limitant au possible, refusant les aventures et ménageant les voies d'une entente avec son grand voisin de l'Est, fût-ce au détriment de la Pologne.

« Sans doute, face à l'Est, observe Dominique Venner, *la Prusse est-elle un rempart de l'Occident. Mais, au fil du temps, elle a appris à composer avec la menace, dont elle a pris une mesure exacte. Contrairement à Napoléon ou Hitler, hommes du sud de l'Europe et nourris de traditions impériales (celles d'Alexandre, de Rome ou des Habsbourg), aucun homme d'État prussien ne s'est jamais lancé dans le piège mortel d'une conquête des immensités russes »* (2).

Cinquante ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les relations germano-russes reprennent leur cours normal dicté par la géographie, les intérêts communs et l'expérience cuisante du passé récent.

CHARLES VAUGEOIS

(1) Renata Fritsch-Bournazel, *De Rapallo à Zavidovo, réflexions sur le devenir des relations germano-russes*. Les Cahiers du CREST, Paris, 1993.

(2) Dominique Venner, *Histoire d'un fascisme allemand. Les corps-francs du Baltikum*. Pygmalion, Paris, 1996.

Un peuple anesthésié

PAR GILBERT COMTE

La réunification ! Quelle fête ! Quelle ferveur ! Quelle explosion de sentiments ! Eh bien non. Ce ne fut rien de tout cela. Souvenirs d'un témoin déçu.



SIPA PRESS

La porte de Brandebourg à Berlin, symbole du patriotisme allemand. Cet Arc de triomphe fut édifié en 1791 sur ordre du roi de Prusse Frédéric-Guillaume II. Il est surmonté d'un quadrige conduit par une déesse à qui on donna, en 1813, le nom de Viktoria pour célébrer les victoires remportées par la Prusse dans la guerre de libération contre Napoléon. Après la construction du Mur en 1961, la porte de Brandebourg se trouva enclavée dans le secteur communiste, au bout de l'avenue Unter den Linden, jusqu'à la destruction du Mur, le 9 novembre 1989.

Mardi 2 octobre 1990. D'ici ce soir, grand télescopage historique ! Dans l'avion au départ de Roissy pour Berlin-Tegel, presque tous les journaux, de la *Frankfurter Allgemeine* au *Figaro,* consacrent leur première page à l'événement du jour : après quarante-cinq ans, quatre mois et quelques semaines de morcellement, l'Allemagne se réunifiera dans les heures à venir. Depuis la capitulation inconditionnelle et définitive signée par Keitel à l'état-major de Joukov, le 8 mai 1945, la division du Reich se matérialisait par celle de sa capitale en quatre secteurs, placés chacun, à l'Ouest comme à l'Est, sous un commandement militaire. Ni l'existence de la République fédérale à Bonn ni celle de sa demi-sœur et rivale communiste à Pankow ne modifiaient en rien ce statut. Il se terminera en fin de matinée quand les quatre généraux anglais, américain, français et russe remettront leurs pouvoirs à la nouvelle municipalité berlinoise. Matinée exceptionnelle où s'achève, pour les anciens vaincus, un demi-siècle d'humiliantes subordinations.

Quelques minutes après l'atterrissage, rien n'en paraît dans les couloirs de l'aéroport, au trafic très ordinaire. Aucun surcroît de voyageurs n'allonge donc les formalités de police. Les fonctionnaires en uniforme examinent les passeports sans aucune expression particulière des gestes ou du visage. Pas de drapeaux dans le hall, ni la moindre trace d'une satisfaction quelconque quelque part. En ville, circulation normale. Pas d'embouteillages, de concerts d'avertisseurs dus à une excitation spéciale. De loin en loin, une auto, une fenêtre pavoisées aux couleurs nationales tranchent sur la monotonie des véhicules, des façades. Mais si rares qu'elles surgissent au rythme de, peut-être, deux ou trois, toutes les cinq minutes. L'exception, semble-t-il, dans une mer d'indifférence.

Les festivités officielles débutent à la Philharmonie, salle de concert sans style, de construction récente, propre, fonctionnelle, au bord d'une rue vide, près du Tiergarten. Là non plus, pas de décorations patriotiques. À l'intérieur, en revanche, brillant concours d'uniformes alliés. Le bourgmestre remet des médailles aux officiers. D'une voix où enfle toute l'émotion du protocole, il les remercie d'avoir défendu la Cité à l'époque dangereuse du blocus, voici mille ans, avant la mort de Staline. Pour des raisons d'âge évidentes, les récipiendaires ne s'y trouvaient pas. Ils n'en reçoivent pas moins l'hommage avec toute la componction souhaitable.

Ensuite, ruée sur le buffet. Civils allemands, militaires occidentaux se congratulent joyeusement. Ces gens-là se connaissent, sympathisent, avec entre eux la familiarité automatique du travail en commun. Rien d'autre, semble-t-il, pas de sentiments capables de survivre aux circonstances. Du *« cher ami »* à la pelle. Puis, le cocktail bourdonne, gagne en volume, comme dans les milliers d'autres à travers le monde. Le champagne coule à flots. Les banalités d'usage aussi.

Après-midi tout aussi paisible dans l'ancien secteur oriental. La vieille Staline-Allée, dédiée à Karl Marx après le tremblement de terre idéologique de 1956, alignait là un long et large ensemble architectural d'immeubles néo-classiques imposants et agréables à l'œil. Chacun d'eux, haut de quatre à cinq étages, accueillait essentiellement des privilégiés de l'ancien régime. Pour sa propagande, ils préfiguraient cependant le socialisme lumineux de l'avenir, accessible à tous. Comme le communisme déchu, ils vieillissent mal.

Les façades s'effritent. Le pourtour des fenêtres s'écaille. Des briques rouges apparaissent sous la fausse pierre de taille. Pas la moindre trace d'allégresse ici non plus. Des passants ternes se hâtent sur des trottoirs tristes. Jusqu'à l'an dernier, ils enduraient un effroyable despotisme, l'inquisition sournoise de la Stasi, sa police secrète. Il en subsiste dans les silhouettes comme une résignation sans fin, et beaucoup de fatigue.

Dîner au restaurant de l'hôtel *Adria*, vestige de l'entre-deux-guerres, près de la Frederichstrasse. Inapte à moderniser, la dictature conserva quelques établissements de cette époque au charme désuet, mais pénétrant. Des serveurs en costume 1930, gilet sombre, long tablier blanc jusqu'aux chaussures, entretiennent de table en table un service lent, problématique. Du moins proposent-ils une bonne cuisine traditionnelle, comme il n'en existe plus à l'Ouest, livré aux pizzas surgelées, aux hamburgers, façon Mc Donald's. La nuit tombe. La salle somnole. Aucune rumeur, aucune fièvre n'annoncent ce qu'il faut bien appeler l'imminence d'une résurrection nationale.

Sept à huit cents mètres séparent le quartier de la porte de Brandebourg. Des adolescents se forment par petits groupes devant les immeubles, puis marchent d'un pas alerte dans sa direction, avec des cris, des chansons. Pour la première fois depuis ce matin, du mouvement, de la vie. Peu à peu, de nouvelles bandes se joignent aux premières. Aux approches du Reichstag, une foule compacte commence à se former. Dans l'ensemble assez jeune, de condition sociale modeste. Peu ou pas du tout de gens cossus. Pour l'essentiel de petits salariés, accourus des bureaux, des usines. Ils s'exclament, chantent, crient. Mais d'un bonheur paisible. Bizarrement privée de son illustre quadrige de la Victoire, la porte de Brandebourg demeure accessible pour encore quelques minutes. Puis la multitude se referme autour. Sur la Parizerplatz, une fanfare joue de

UNE AUTODESTRUCTION DE L'ÂME ALLEMANDE

Après 1945, le centre de l'Europe était un désert, un monceau de ruines. Ses villes et ses campagnes avaient attiré le feu, comme l'étoupe attire la flamme. Et quand on s'est remis à construire, quelle pénible rénovation ! Tout est devenu anguleux, plat et lisse, pratique, sans âme. Tout pour l'enrichissement des masses. Les jeunes semblaient se rebiffer contre les vanités de leurs aînés ; ils semblaient vouloir rattraper les pays voisins... Ils se solidarisaient contre cette rénovation, car tout était faux en elle, elle était mensonge, elle ôtait toute motivation autre que l'enrichissement... Mais ces jeunes se sont détruits eux-mêmes par les drogues, se sont détruit le visage, se sont lacéré les vêtements, ont détruit leur langue, leur comportement, leur musique, leur moi.

Tout cela est lisible dans l'art, dans les films, dans les pièces de théâtre, sur les sculptures... Casser le monde : une réaction au monde « sacralisé » qu'offrait le Troisième Reich [...] On ne parle pas de détruire des cultures étrangères, ou des cultures passées, mais de détruire sa propre culture : le recours à l'élémentaire pour s'autodétruire. La destruction la mieux réussie est l'autodestruction de sa propre âme. [...]

Lorsque le *Déclin de l'Occident* (d'Oswald Splenger) a paru, il a suscité à la fois admiration et dédain orgueilleux. Puis Hitler est venu, l'accélérateur du déclin. Mais ce n'est pas l'Occident qui s'est effondré, seulement le Reich allemand et la Prusse, donc l'épine dorsale de l'Europe. La Silésie a cessé d'exister, cette province qui avait si ardemment été disputée entre la Prusse et l'Autriche ; la Prusse orientale a cessé d'exister, ce berceau de la Prusse nourri du lait d'une nourrice slave ; la Poméranie a cessé d'exister, ce pays bordé par la mer, ce pays qui unissait la Suède à l'Allemagne ; les Pays baltes ont cessé d'exister et aussi la Bohême, le pays de Mozart et de Kafka, de Goethe et de Gaspar David Friedrich ; et Prague a disparu, elle, la symbiose germano-slave. [...] Comment pouvons-nous comprendre Kant, quand on ne sait pas qu'il écrivait en langue allemande, à Königsberg. Les Kleist venaient de Poméranie, la culture de ce siècle, Menzel de Breslau et Gerhart Hauptmann de Silésie, est-ce de la sentimentalité ? Telle était la situation avant que l'Europe de l'Est ne renoue avec l'ouest du continent, un Ouest exténué, mûr pour le déclin, épuisé culturellement par la démocratie. Cette situation nouvelle crée des espoirs nouveaux et exige que l'on bande ses énergies, exige une autre dimension historique. Tout dépendra de la force que déploiera la partie orientale de l'Europe pour faire face au danger occidental, pour le défier, pour résister à ses nombreuses séductions, pour autant que cette Europe orientale puisse se libérer de ses encroûtements mortels...

HANS-JÜRGEN SYBERBERG
Vom Unglück und Glück der Kunst in Deutschland nach dem letzten Kriege,
Matthes und Seitz, Munich, 1990.

grosses musiques bavaroises pour brasseries en fête.

Dans l'indifférence générale

Cette cohue bienveillante va, vient, passe et repasse inlassablement sous le monument le plus célèbre de la ville, flanquée de grands drapeaux européens, comme si le bourgmestre voulait convaincre de son ardent esprit communautaire. Pendant vingt-huit ans, le fameux Mur bâti en 1961, sous le principat soviétique de Khrouchtchev, dressait ici sa menace. Pour les habitants de l'Est, tout espoir d'une vie meilleure s'arrêtait devant lui. Dans son incessant va-et-vient sous la porte de Brandebourg, la multitude en piétine sans doute inconsciemment le souvenir avec délectation. Pas de fièvre dans ce divertissement placide. Aucune liesse collective analogue aux enthousiasmes d'après les matchs de football tels qu'ils éclatent désormais si souvent sur les télévisions. Même dans un tel instant, un endroit solennel comme celui-là, l'histoire, le sentiment national ne suffiraient-ils plus à élever un peuple au-dessus de lui-même ?

Au-delà des têtes, l'orchestre invisible attaque soudain le *Deutschland über alles*. Des voix dispersées le reprennent aussitôt. Trop peu nombreuses, trop faibles pour en entraîner d'autres. Elles s'éteignent bientôt dans l'indifférence générale. La musique cesse à son tour, après quelques minutes.

Presque à ce moment, une longue bannière de l'ancienne marine impériale sort de l'ombre, avec sa croix de fer écarlate sur l'étoffe blanche, tenue à bout de bras par un adolescent massif, à la mâchoire, aux yeux farouches, en blouson et blue-jean. Quatre garçons et une fille du même âge avancent autour de l'emblème repris naguère par quelques contingents du *Baltikum*, passablement émé-



Unter den Linden, la statue de Frédéric II, déboulonnée par les Soviétiques en 1945, a été remise en place en 1980 par les autorités de la DDR communiste.

chés d'ailleurs, boîtes de bière à la main. Trois autres jeunes gens, de bonnes familles ceux-là, si l'on en juge d'après leurs cols blancs et cravates, glissent dans leur sillage, concentrés, attentifs, et leur parlent à l'oreille. Comme tout le monde, ils circulent dans l'étroit périmètre pendant plus d'un quart d'heure sans émouvoir personne, puis disparaissent à leur tour, absorbés par la nuit. Brève, dérisoire incarnation du nationalisme, simplement apparue pour ne laisser aucune trace.

Une brise désormais bien fraîche frissonne sous les arbres du Tiergarten, vers la masse imposante du Reichstag. Députés de l'Est et de l'Ouest écoutent à l'intérieur l'*Hymne à la joie*. Sur le large perron, une quarantaine de chaises, de pupitres attendent des musiciens. Ils apparaissent en désordre, chacun habillé à sa guise, son instrument sous le bras. À leurs pieds, de nombreuses mains agitent des banderoles aux couleurs allemandes. Quelques notes aigrelettes retentissent en essais. Puis l'orchestre tout entier entame une musique baroque du XVIIIe siècle, bientôt suivie de rythmes lents, religieux. Finis, Wagner, Bismarck, les cuivres et le bronze ! D'ici même, quelques soldats soviétiques s'élancèrent au travers des balles pour planter le drapeau rouge sur les hauteurs du bâtiment. Avec cette cérémonie sans grandeur, sans chaleur, ni vigueur, la population se refait une petite santé morale aux sons des hautbois et des clarinettes. Par rapport au spectacle attendu, tant de mièvrerie déconcerte. Autant suivre le reste à la télévision, avec les reportages sur le même événement dans tout le pays.

Dès les premières minutes, les caméras s'attardent justement sur l'esplanade quittée un quart d'heure plus tôt. Par quelques savants manèges, elles donnent de la fête une représentation presque grandiose. Merveilles de trucages en direct. Dès lors, comment croire à la sincérité des retransmissions venues de Bonn, Weimar, Leipzig ? Les chaînes proposent à peu près toutes le même programme de tables rondes, où des gens insipides bavardent à l'infini. Presque pas d'images d'archives, de rétrospectives intelligentes. Rien qu'une prolifération de verbiage, tour à tour sentencieuse, solennelle et confuse. La société de consommation ne peut probablement rien offrir de mieux à l'histoire.

Souvenirs staliniens

Mercredi 3 octobre. Beau soleil matinal et ciel bleu sur Unter den Linden. Un vent doux détache par tourbillons légers les feuilles jaunies des tilleuls. Sur cette célèbre avenue, entièrement située dans l'ancienne zone soviétique, flamboyèrent en d'autres temps les troubles révolutionnaires de 1848, les triomphes bismarckiens, l'insurrection spartakiste, puis les revues fameuses du IIIe Reich. Après son effondrement, la catastrophe ne laissa derrière elle qu'un chaos de ruines. Alors, Staline ordonna de bâtir au milieu des décombres une monumentale ambassade de l'URSS, propre à rappeler leur subordination définitive aux vaincus, par sa seule existence massive à cet endroit précis. Imaginons qu'après l'entrée de la Wehrmacht à Paris, en 1940, Hitler ait transporté la sienne sur les Champs-Élysées, juste en face du socle où un Clemenceau de bronze marche vers la gloire...

En ce jour de congé, le consulat russe établi dans les locaux fonctionne comme d'habitude. La porte s'ouvre sur un vestibule sans surveillance. Intrigués, des promeneurs s'arrêtent, s'attroupent devant l'entrée de ces locaux jadis redoutables. Les plus hardis regardent, s'aventurent à l'intérieur. D'autres curieux les rejoignent. Bientôt, tout un cortège pénètre dans la bâtisse. Stupéfaits, hilares, les nouveaux venus envahissent les couloirs, pénètrent dans des bureaux, puis parviennent jusqu'à un salon où des fonctionnaires atterrés se tiennent derrière une table. L'un d'eux proteste, défait par la honte :

« Sortez ! sortez ! Nous travaillons aujourd'hui. Cette maison n'est pas un musée ! »

Les Allemands répondent par un immense éclat de rire. Ils s'amusent de l'ameublement vieillot, des décorations ternes, de ces fonctionnaires naguère si redoutés, maintenant réduits à l'incertitude personnelle puisque chaque jour le système considéré comme invulnérable, qu'ils servaient si bien, se désagrège un peu plus. Quelle revanche en quelques minutes ! Pour l'intérêt du souvenir, il ne reste donc plus qu'à retourner dehors afin de mettre en perspective, depuis le trottoir d'en face, ce moment prodigieux où les tilleuls et l'Empire perdent leurs feuilles ensemble.

G. C^TE^

Faut-il craindre l'Allemagne ?

ENTRETIEN AVEC JEAN-PAUL PICAPER

Ancien professeur de sciences politiques à l'université de Berlin-Ouest de 1967 à 1977, Jean-Paul Picaper est depuis vingt ans correspondant permanent du *Figaro* en Allemagne. Il répond à nos questions.

Enquête sur l'histoire : Faut-il avoir peur de l'Allemagne ?

Jean-Paul Picaper : Je vous réponds par une autre question. Sommes-nous en 1938 ou 1997 ? Je pense que Daladier, à l'époque, aurait pu se poser la question. Il l'a sans doute fait, mais trop tard et, pas plus que Chamberlain, il n'en a tiré la déduction qui s'imposait. Mais de nos jours, c'est une question à laquelle il faut refuser de répondre. Elle relève de la désinformation.

ESH : Mais c'est une question qui revient régulièrement dans la presse et certains hommes politiques ou intellectuels brandissent la menace d'une Allemagne dominatrice...

J.-P. P. : Que certains hommes politiques, ou des journalistes, qui croient connaître l'Allemagne sans y avoir vécu, la posent, n'est pas la preuve qu'elle soit pertinente. Certains militaires préparent toujours la dernière guerre. Les journalistes aussi, qui ont recours à des grilles de décryptage dépassées. Ajoutez que l'Allemagne est un pays complexe pour la description duquel les médias français sont assurément en sous-effectifs, faute d'argent, et des gens sous-qualifiés peuvent commettre beaucoup de dégâts. À défaut de mieux, on surimpose sur la réalité actuelle des modèles anciens. C'est la chasse aux fantômes. La référence au nazisme est très populaire dans les médias. Et aux États-Unis et en Grande-Bretagne, où l'on croit aux revenants, elle l'est beaucoup plus encore que chez nous. Les quelques néo-nazis marginaux qui s'agitent en Allemagne et dans d'autres pays sont faciles à localiser et à dénoncer. À les combattre, eux et les monstres du passé, on ne risque plus de se heurter à la Gestapo, mais on prend plaisir à se faire peur. Le monde des intellectuels de gauche est plein de gens qui refont la Deuxième Guerre mondiale et la Résistance ainsi que l'émancipation des esclaves et la décolonisation. En revanche, ces mêmes intellectuels n'avaient pas compris la nocivité du régime de la RDA et même après sa chute en 1989 et malgré tout ce qui a été révélé entre-temps sur ses dirigeants et sur la Stasi, ils n'arrivent pas encore à vraiment saisir le degré de perversité qu'avait atteint ce régime.



SIPA PRESS

Symbole de réconciliation, défilé d'une unité allemande de l'Eurocorps à Paris le 14 juillet 1994.

ESH : Mais vous semblez dire qu'il faut fermer les livres d'histoire pour comprendre le présent ?

J.-P. P. : Naturellement, il faut connaître l'histoire. Mais pour juger l'Allemagne d'aujourd'hui, il faut savoir aussi l'oublier un peu. Ce pays est vraiment reparti à zéro en 1945 et a réalisé quelque chose d'unique, du jamais vu auparavant entre le Rhin et l'Elbe – et à Berlin-Ouest – puis entre le Rhin et l'Oder depuis 1989. Accordons-lui donc le bénéfice d'être devenu autre, d'avoir fait les choses autrement que tous les régimes allemands qui l'ont précédé. L'Allemagne a connu vraiment une rupture.

Helmut Kohl s'irrite quand on le compare à Bismarck et il a raison. Celui-ci a fait l'unité allemande par le fer et le sang, celui-là l'a faite par la conciliation et en emportant l'approbation de ses alliés, dont la France.

ESH : Comment les jeunes générations perçoivent-elles les souvenirs de la Seconde Guerre mondiale ?

J.-P. P : La leçon des crimes du III[e] Reich a été inculquée inlassablement depuis cinquante ans à des générations d'écoliers allemands, à tel point que certains s'en lassent. L'intelligence des enseignants n'est pas toujours suffisante pour expliquer que le totalitarisme peut prendre d'autres formes et surtout qu'il peut changer de camp. Hormis l'holocauste des juifs, unique à cette échelle, le terrorisme d'État des nazis n'était pas pire que la terreur stalinienne. Cette dernière l'a plutôt dépassé dans l'horreur. Toujours est-il que les Allemands sont encore plus vaccinés que nous.

ESH : Les craintes qui se manifestent parfois en France proviennent moins du fantôme d'Hitler que du dynamisme scientifique, technique et économique des Allemands et de leur poids depuis la réunification.

J.-P. P. : Je pense que la France est tout à fait en mesure de relever le défi technologique de l'Allemagne. Nous battons les Allemands pour les téléphones, les transports ferroviaires, les avions, le nucléaire, la recherche médicale, la littérature et le cinéma. Le niveau culturel est

UNE JEUNE DROITE INTELLECTUELLE

Tout a commencé quand le *Spiegel* du 8 février 1993 a publié un manifeste de Botho Strauss, né en 1944, l'auteur dramatique le plus joué des dix dernières années. Catastrophe ! Dans un virage à 180°, l'enfant chéri des médias et de la gauche révélait son ralliement à la pensée de droite et pas n'importe laquelle. Le titre de son libelle avait valeur de programme : *« Le chant tragique monte »*. Même le dernier des ignorants sait que l'univers de la tragédie est peu fréquenté par la droite libérale. Bref, ce fut un joli vacarme. On découvrait soudain l'existence d'une nouvelle droite intellectuelle s'exprimant notamment à travers la revue *Criticon* (Caspar von Schrenck-Notzing) ou le jeune hebdomadaire *Junge Freiheit* (Dieter Stein), objet, déjà, de plusieurs attentats.

Pour cette nouvelle génération d'intellectuels en rupture de conformisme, la question centrale est celle de la nation menacée, selon eux, par le traité de Maastricht. *« Nous sommes européens,* disent-ils, *mais hostiles à Maastricht, dont le but est de détruire notre identité »*. Très fermement, ils insistent sur le lien indispensable à leurs yeux entre nation et démocratie. De droite donc, et démocrates. Ce qui ne les empêche pas de critiquer le grand tabou de 1945. Dans un appel *Gegen das Vergessen* (*« Contre l'oubli »*), publié en avril 1995 dans la *FAZ*, les trois signataires, Ulrich Schacht, Heimo Schwilk et Rainer Zitelmann, s'en prenaient à la commémoration du 8 mai 1945 comme *« jour de libération »* : *« Une tragique absurdité... Nous avons été tout autant sauvés qu'anéantis. »*

Même esprit dans l'anthologie publiée en 1995 par Roland Bubik, rédacteur de *Junge Freiheit*, sous le titre *Wir '89er* (*« Nous, la génération de 1989 »*). À Che Guevara ou Theodor Adorno les auteurs préfèrent Ernst Jünger ou Carl Schmitt. *« La jeunesse de droite est animée par un sentiment qui la pousse à refuser un monde tout entier voué au culte de la Raison, un monde sans mythe, sans héroïsme, sans transcendance. [...] Au plus profond d'elle-même la jeunesse de droite est romantique. »* Romantique mais nullement passéiste. Bubik, un passionné de musique moderne, assure par exemple qu'*« avec la techno, le sentiment rituel de l'appartenance à la communauté a trouvé un nouveau temple, atavique, barbare, dangereux. Dangereusement beau... »* Pourquoi pas ?

D. V.

très élevé en Allemagne, certes. Les réflexions sont très poussées et fouillées, mais on n'y a peut-être pas suffisamment le sens de la synthèse courte. Cela tient aussi aux universités allemandes qui défendent leur statut, et par conséquent un certain hermétisme. Alors que chez nous, le style prime souvent la pensée mais nous pousse à abréger, à privilégier la communication du message.

ESH : Y a-t-il une différence de niveau culturel dans l'éducation allemande comparée à la France ?

J.-P. P. : Malgré la mode de l'éducation permissive et anti-autoritaire, l'ancienne tradition de l'autodiscipline dans l'éducation s'est maintenue alors qu'elle est inexistante en France. C'est un grand atout dans le travail et la vie en société. Par ailleurs, on est plutôt mieux informé qu'en France. On lit plus de journaux et de livres que chez nous. On chante et on apprend un instrument de musique. On pratique un sport activement. La formation des apprentis est plus considérée. Mais dans les franges supérieures de la société, employés qualifiés et cadres, le niveau culturel baisse comparé à la France. Un médecin de mes amis qui habite Luigi-Pirandello-Strasse s'étonnait que j'aie vu des pièces de cet auteur dont le nom ne dit rien à personne dans son pays. On a sorti cette année un timbre en mémoire de Melanchton, les postiers qui me l'ont vendu ne connaissaient même pas le nom de ce grand humaniste allemand, disciple de Luther. Sans aller jusqu'à l'obscurantisme des États-Unis où les sectes et gourous pullulent, les Allemands ne sont pas à l'abri. L'Allemagne est partiellement paralysée par toutes sortes d'idéologies, obsessions ou superstitions nées de la peur des nuisances modernes, la peur de l'atome, la peur des médicaments et antibiotiques, la peur des aliments contaminés, la peur du chaos, toutes sortes de peurs... Tout se passe comme si l'hypertechnicité distillait son antidote, l'antitechnicité. Son appareil décisionnel était adapté au temps serein du miracle économique, mais il a réagi trop lentement aux bourrasques économiques et sociales des années 90. L'État est sur-bureaucratisé, la vie est sur-administrée, le marché intérieur est saturé.

ESH : Qu'en est-il aujourd'hui de la haute technicité allemande par rapport à la compétition mondiale ?

J.-P. P. : Les Allemands ont été victimes de leur succès. Avec leur goût inné de la technique, ils collent à leurs produits industriels. Même si plus personne ne les achetait, ils les produiraient pour l'amour de l'art ou pour le musée. Ce qui fait qu'ils ont partiellement raté la première vague de la révolution informatique. Inventeurs du fax, ils ont laissé ce marché aux Japonais. Les Allemands font un effort incontestable et douloureux pour se rebrancher sur l'évolution foudroyante des techniques et reconquérir le rang qu'ils ont perdu sur le marché mondial. Les leaders de l'industrie allemande se sont attaqués à ce problème presque avec brutalité, taillant dans le vif sans ménagements autres que des plans sociaux. Mais il leur faut changer toute une mentalité qui les a amenés à sous-estimer le secteur tertiaire et la communication. Sauf dans le domaine bancaire, ce mode d'échanges est relativement sous-développé en Allemagne, en raison précisément de la passion pour le produit industriel fini.

ESH : Autre élément important de comparaison entre la France et l'Allemagne, quel est le poids respectif des problèmes de démographie et d'immigration ?

J.-P. P : L'Allemagne a des problèmes démographiques. Elle a connu une vague d'immigration importante après la réunification, trois millions de personnes venues d'Europe de l'Est, parmi elles de nombreux rapatriés, Allemands de Russie, Roumanie, Pologne, Hongrie. Ce fut une chance parce que ces gens sont chrétiens ou d'éducation chrétienne – je parle de valeurs de référence –, qu'ils parlent allemand ou une langue indo-européenne et que leur vision de la vie est – plus ou moins – européenne. Ils sont donc plus aisément assimilables que nos Maghrébins ou Africains. Mais les Allemands ont eux aussi des problèmes avec l'islam et les Turcs, port du tchador dans les écoles, prolifération de mosquées et intégrisme.

Côté natalité, c'était la catastrophe. L'Allemagne de l'Ouest a eu pendant une décennie le taux de natalité le plus bas du monde. La natalité relativement forte en RDA a chuté brusquement après la réunification. Mais le paysage démographique s'éclaire depuis peu : 789 000 enfants sont nés en 1996, soit 3,8 % de plus qu'en 1995 (11 % de plus en ex-RDA et 2,9 % de plus dans l'ouest du pays). Certes, cette progression n'a pas suffi à assurer le renouvellement des générations, 879 000 décès ayant été enregistrés l'an dernier. Mais le déficit des naissances a quand même reculé.

ESH : L'Allemagne a 80 millions d'habitants, la France en a un peu moins de 60 millions. Le PIB allemand pèse deux fois plus que le nôtre. Passons sur le mark, la position géographique de l'Allemagne et autres avantages. L'Union européenne ne sera-t-elle pas son instrument ?

J.-P. P. : Si la France n'avait que 20 millions d'habitants et qu'aucun des autres pays euro-

péens ne dépassât ce chiffre, je vous donnerais raison. Mais je pars toujours de deux principes. L'un, c'est que l'Allemagne est certes trop grande pour ses voisins pris séparément, mais qu'elle est trop petite pour dominer l'Europe dans son ensemble. Chaque fois qu'elle a essayé, elle s'est heurtée à une coalition des autres qui l'a ramenée douloureusement à la raison. Ce qui s'est passé jadis dans le sang sur les champs de bataille, se reproduira à l'avenir pacifiquement lors des votes au conseil des ministres de l'Union européenne. L'autre revient à dire que la France est relativement trop importante pour que l'Allemagne puisse faire quoi que ce soit en Europe sans son consentement. Les Français ont conservé leur propension à surestimer l'Allemagne pour le meilleur comme pour le pire. Mais les Allemands ont appris que nombre de leurs malheurs venaient de ce qu'ils avaient eux-mêmes sous-estimé la France.

Étant donné sa position centrale en Europe, ses frontières communes avec les neuf États voisins, l'Allemagne sait qu'elle est obligée de composer au lieu de se mettre les autres à dos. Et d'ailleurs, elle tire un plus grand parti de sa géopolitique en période de paix et de détente qu'en période de tensions.

ESH : Mais la fin de la guerre froide ne lui donne-t-elle pas l'occasion d'affirmer enfin ses avantages politiques ?

J.-P. P. : Quels que soient les buts qu'elle poursuit, et il est légitime qu'elle n'oublie pas ses propres intérêts, l'Allemagne ne peut plus échapper à la coopération et à la conciliation. Elle ne peut plus faire cavalier seul. Et comme en politique, les promesses ne suffisent pas, immédiatement après la réunification, les dirigeants de Bonn l'ont accepté et ont donné pour cela des gages définitifs qui s'appellent Union monétaire, Union politique de l'Europe, Eurocorps et j'en passe.

Certes, l'Allemagne se transforme. Au début du XXIe siècle, son gouvernement et son parlement s'installeront à Berlin. Les relations franco-allemandes n'en souffriront pas. Les Français ont toujours eu un faible pour Berlin et ce n'est pas moi qui y ai accompli mon service militaire pour y rester ensuite à prêcher la démocratie occidentale à des étudiants qui n'avaient d'yeux que pour Mao et Marx, qui dirai le contraire. L'esprit berlinois pourrait rendre l'Allemagne plus centralisatrice, moins fédéraliste, plus fière et consciente d'elle-même. Mais cela ne devrait pas excéder certaines limites que nous outrepassons souvent, nous Français.

ESH : La décision de faire participer des contingents allemands à des opérations militaires de l'OTAN n'est-elle pas un tournant capital par rapport aux manifestations pacifistes des années 1980 contre les fusées Pershing ?

J.-P. P. : La participation de l'armée allemande à des missions de pacification internationales dans le cadre de l'OTAN ou de la défense européenne est acquise depuis peu sans contestation. Les socialistes du SPD s'y sont ralliés, et jusque dans les rangs des Verts une minorité lui est favorable. La Bundeswehr reste certes avant tout une milice du centre-Europe. Mais je vois aussi une autre avancée dans la décision prise par Helmut Kohl et Jacques Chirac de faire participer l'Allemagne au réseau de satellites d'observation militaire européen. Également l'idée lancée par Paris en 1995 d'associer Bonn à une dissuasion concertée, d'ailleurs impensable sans ce réseau de satellites, fait son chemin chez nos voisins. C'est un progrès considérable dont on ne mesure pas très bien encore la portée en France. Aidée par la France et la Grande-Bretagne qui n'ont pas perdu la perception du monde extérieur dans l'après-guerre, l'Allemagne réapprend à « penser en continents ».

ESH : Qu'entendez-vous par *« penser en continents »* ?

J.-P. P. : Au fur et à mesure que la politique extérieure allemande se « mondialise », avec quelques années de retard sur l'économie, on voit naître une conscience des « nouveaux dangers ». En février 1977, le président du BND, les services de renseignements allemands, Hansjörg Geiger, déclarait dans l'émission télévisée « Bonn direkt » que son pays devra être plus attentif à la menace émanant des missiles à moyenne portée de l'Irak et d'autres États du Moyen-Orient. Le BND observe *« de très près »*, disait-il, ce qui se fait dans ces pays. *« Nous devons,* disait-il, *partir de l'idée qu'au plus tard à la fin de la prochaine décennie, avant 2010, certains pays auront des missiles capables d'atteindre le cœur de l'Europe et que, quelques-uns d'entre eux, veulent développer des armes ABC, atomiques, bactériologiques et chimiques. »* Ce haut fonctionnaire soulignait que son service, orienté jusqu'en 1990 vers la RDA et l'URSS, devrait tenir compte désormais des nouveaux foyers de crise un peu partout dans le monde, y compris en Afrique et en Amérique du Sud.

ESH : Ces déclarations peuvent être interprétées comme le réveil d'une conscience de responsabilités géopolitiques, mais aussi comme une nouvelle manifestation de la soumission allemande à la stratégie mondiale des États-Unis. L'Allemagne n'étant alors qu'une force d'appoint pour le maintien d'un certain ordre mondial face aux foyers de crise de l'Europe centrale et du Moyen-Orient. En revanche, la politique d'ouverture à l'Est est plus clairement allemande. Comment évolue-t-elle ?

J.-P. P. : Helmut Kohl avait mis au point avec Gorbatchev, en 1990, un grand traité qui devait donner un coup de fouet aux échanges germano-russes. Rien n'a été plus décevant. Le gouvernement avait totalement surestimé les performances des pays communistes. Mais surtout le chaos qui règne en Russie n'est pas au goût des Allemands. Il faudra attendre au moins une ou deux générations pour que la Russie devienne le grand partenaire.

L'ouverture à l'Est n'a réussi que dans les relations avec la Hongrie, la Tchéquie, et la Pologne avec l'aide de la France. La conciliation avec ces pays est un des grands succès de la politique de Kohl. Mais, pour le moment, l'avantage apporté par ces pays réside dans leurs bas salaires pour l'industrie allemande. C'est un fait que l'économie allemande s'est résolument orientée vers l'Est, dépassant depuis 1995 dans ses échanges avec cette partie de l'Europe le total de ses échanges avec les États-Unis. Mais les échanges avec l'Europe occidentale accaparent quand même près des deux tiers de ses exportations et importations.

Au cours des dernières cinquante années, l'Allemagne s'est résolument occidentalisée et le transfert de la capitale à Berlin n'apportera que quelques retouches minimes à cette orientation dominante. D'ailleurs, il n'y a pas plus occidental que l'ancien Berlin-Ouest.

ESH : Une dernière question, comment la France est-elle perçue en Allemagne aujourd'hui ?

J.-P. P. : Les Allemands de 1997 aiment la France. Et je crois que la réciproque devient vraie. Depuis 1979-80, les sondages décèlent en France une germanophilie croissante. Les Français considèrent les Allemands comme leurs alliés les plus fiables. Quand ils viennent en France, notamment dans le cadre de jumelages de communes, les Allemands ressentent souvent cette sympathie. Le grand problème à notre compréhension réside dans la langue, l'allemand étant à mon avis encore plus difficile que le français. D'où l'obligation, souvent, de parler anglais entre nous, hélas !

PROPOS RECUEILLIS PAR GUY CHAMBARLAC

Jean-Paul Picaper a publié de nombreux ouvrages en allemand et en français, parmi lesquels *Mémoires d'Europe. Entretiens avec Otto de Habsbourg* (Critérion, 1993), *Greenpeace ou l'écologie à l'an vert* (Odilon-Média, 1995, en collaboration avec Thibaud Dornier) et *Helmut Kohl* (Fayard, 1996, en collaboration avec Karl Hugo Pruys).

Livres



Mythologie des Grecs
par Diodore de Sicile

Première traduction française due à Anahita Bianquis, voici le texte célèbre, mais jusqu'ici peu accessible de Diodore, historien grec de Sicile, vivant au Ier siècle avant notre ère, au temps de César. Dans sa vision des choses, la connaissance des dieux et des héros n'était pas étrangère à l'histoire qui, pour un Grec, commençait à la guerre de Troie. Pas étrangère, mais antérieure, reflet d'une autre histoire oubliée et recueillie par le mythe. D'où un récit qui rationalise la légende sacrée. Pour cette raison, il est très accessible au lecteur d'aujourd'hui. Cet indispensable livre d'initiation peut se lire comme l'histoire sainte des anciens Européens ou comme un roman picaresque, ce qui n'est pas incompatible.

Belles Lettres. 230 pages, index, 130 F.

D. V.

Enquête sur les anges
par Anne Bernet

Les anges seraient-ils à la mode. depuis que le cinéma, la littérature s'en sont emparés ? Pourtant leur image relève plutôt du folklore. Elle est en tout cas assez éloignée de l'angéologie chrétienne. C'est pourquoi Anne Bernet s'est attachée à rappeler la nature toute spirituelle des anges. Dans cette *Enquête*, elle évoque leur place dans les Écritures saintes, leur rôle dans l'histoire de l'Église, leurs relations avec les saints. Il manque le contrepoint profane : l'étude critique de leur « invention ».

Perrin. 318 pages, 135 F.

M. M.

Chrétiens d'Orient et Islam au Moyen Âge VIIe-XVe siècles
par Alain Ducellier

Historien médiéviste, professeur à l'université de Toulouse-le-Mirail, Alain Ducellier, qui a déjà publié chez le même éditeur une brillante synthèse intitulée *Byzance et le monde orthodoxe*, a entrepris d'explorer un domaine largement méconnu, celui des relations entre les chrétientés de l'empire d'Orient et les conquérants musulmans, arabes puis turcs. Fondée sur une érudition impressionnante, l'enquête qu'il a ainsi conduite lui permet de nous offrir une synthèse d'une richesse et d'une rigueur indiscutables. Alors que nous disposions déjà, grâce aux travaux de Charles-Emmanuel Dufourcq ou de René Guichard, d'ouvrages consacrés à la cohabitation des chrétiens et des musulmans en Espagne ou en Sicile, Alain Ducellier ouvre des horizons inédits et met en lumière comment les choses ont évolué au fil des événements et des rapports de forces ou en fonction de l'importance, trop souvent négligée en Occident, qu'a pu représenter la « menace » de la chrétienté latine, surtout après la triste croisade de 1204. Un remarquable instrument de réflexion pour tous ceux qui s'interrogent sur la cohabitation des communautés chrétienne et musulmane.

Armand Colin. 320 pages, 170 F.

Ph. C.

Langues occultes de la Renaissance
par Pierre Béhar

L'auteur explore ici un continent que la science moderne s'est efforcée d'ignorer : celui du terreau où elle est née. L'Europe du XVIe siècle hérita d'un hermétisme ancien, épanoui chez Nettesheim ou Nostradamus, mais aussi Kepler, dans la constitution de langues occultes réputées capables de s'approprier le pouvoir des anges, et donc une part de la puissance de Dieu sur la matière. L'occultisme dont Béhar raconte ici l'histoire et les usages à la Renaissance, assoit sa crédibilité sur l'idée – fort partagée – que le monde et l'histoire ont un sens, et que ce sens même est accessible à l'entendement. Astrologue de Rodolphe II à Prague, Kepler en est imprégné, mais aussi ses successeurs, Galilée, Descartes et Newton : c'est là qu'ils tirent la certitude que la mathématique est une sorte de sténographie du langage de Dieu sur le monde, et que toute science tient son efficace de la logicisation du réel dont elle est capable. Ce n'est pas l'un des moindres paradoxes de ce livre extrêmement érudit, d'ouvrir ainsi vers une compréhension élargie de la modernité, et pas seulement des horoscopes. Des physiques comme celle de l'Univers, que personne n'a jamais vu, ou celle des particules composées en groupe symétrique unitaire dit « SU3 », retrouvent des explications aussi énigmatiques que la structure polyédrique du monde décrite par Kepler. Cette forte étude ravira les passionnés de la Renaissance ; elle aidera les autres à renouveler leurs critères d'analyse du monde contemporain et retrouver, sous quelques « évidences » partagées, scientifiques ou non, des croyances fort occultes sur l'adéquation des choses et de l'intellect.

Desjonquères. 352 pages, 220 F.

J.-F. G.

La guerre de Trente Ans : 1618-1648
par Henry Bogdan

Pour qui n'avait pas eu la chance de suivre à la Sorbonne les cours que l'incomparable Victor-Lucien Tapié consacrait à la guerre de Trente Ans au début des années soixante, la bibliographie française sur le sujet était maigre. C'est dire l'intérêt du dernier ouvrage d'Henry Bogdan, qui nous a déjà donné – chez le même éditeur – deux excellentes *Histoires des pays de l'Est et des peuples de l'ancienne URSS*. Il offre une présentation générale permettant au lecteur peu informé de disposer d'un récit clair d'événements très complexes, en même temps que d'une interprétation globale d'un épisode déterminant de l'histoire allemande et européenne. Une cartographie complète et bien lisible – ce qui n'est pas toujours évident – complète heureusement l'ouvrage, qu'un index permettra d'utiliser aisément.

Perrin. 310 pages, 145 F.

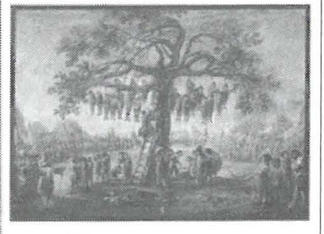
Ph. C.

Bonald, théoricien de la contre-révolution
par Michel Toda

On le cite souvent, on ne le lit jamais. Et pour cause, Joseph de Maistre lui vole souvent la vedette, ses livres, mis à part ses *Réflexions sur la révolution de Juillet 1830* ne sont pas rééditées et aucun travail sérieux n'a été effectué ces dernières décennies. Louis de Bonald (1754-1840) est pourtant un penseur de premier ordre de la Contre-révolution. Ministre d'État, pair de France, député, maire de Millau, journaliste, écrivain et philosophe, membre de l'Académie française, il a fait l'admiration de Lamartine comme de Sainte-Beuve. Charles Maurras, que cite Michel Toda dans sa préface, écrivait : *« Ceux qui font lire et comprendre Bonald lui apportent une très forte chance de revivre. »* C'est ce à quoi l'auteur s'emploie avec ce livre qui ne

Henry Bogdan





La guerre de Trente Ans

1618-1648

Perrin

devrait pas démentir ses propos, auquel s'en ajoute un autre, complémentaire, qui s'intitule *La vraie révolution, Réponse à Madame de Staël* du penseur traditionaliste lui-même. La présentation et les notes sont toujours de Michel Toda.
Éditions Clovis. 216 pages, 98 F.

A. G.-J.

Histoire du continent africain
par Jean Jolly

Journaliste diplomatique et économique, spécialiste des affaires africaines, Jean Jolly a fait paraître récemment une nouvelle édition de son *Histoire du continent africain.* C'est un ouvrage considérable dont les trois tomes totalisent près de 700 pages, étudiant successivement *L'Afrique de la préhistoire à 1600, Du XVII[e] siècle à 1939* et *De 1939 à nos jours.*

Si l'ouvrage est important et témoigne d'une profonde érudition, il est cependant facile à lire et à consulter, grâce à une mise en page d'une grande clarté, à de nombreuses cartes en couleurs, géographiques, historiques et économiques, à des index détaillés et à de multiples statistiques.

Jean Jolly rappelle à propos de la traite des esclaves en Afrique : *« l'esclavage (dans les colonies des Antilles) est aboli par la France en 1794, grâce à Victor Schoelcher mais que Bonaparte le rétablit en 1802, à la demande instante de Joséphine, car elle était originaire de la Martinique...».* Et la même année 1802, Bonaparte envoyait à Haïti un corps expéditionnaire commandé par le général Leclerc qui mit fin à l'indépendance de Haïti, acquise en 1800 par Toussaint Louverture, après la révolte des esclaves noirs en 1791.
L'Harmattan. 682 pages, 3 tomes, 390 F.

P. B.

Un monde contre le changement, une culture au cœur des Alpes : Uri en Suisse, XVII[e]-XX[e] siècles
par Anselm Zurfluh

Au cœur des Alpes suisses, le canton d'Uri et sa population alémanique de 33 000 âmes a su conserver les traits essentiels d'une société « traditionnelle », telle qu'il en a existé partout en Europe dans le passé. Cette région de langue allemande, patrie de Guillaume Tell et berceau de la confédération helvétique, a vu naître l'une des plus vieilles démocraties d'Europe (XII[e] siècle), où le citoyen libre d'Uri a toujours su se garantir, les armes à la main, son indépendance, tout en trouvant dans le mercenariat le moyen de libérer son trop-plein d'énergie.

La société uranaise, qui jouit d'une large autonomie dans le cadre des structures fédérales de la Suisse, est une société où politique et religion ont toujours primé sur l'économie, où la liberté n'est pas individuelle, mais se vit comme une appartenance à une communauté, la démocratie n'ayant pas eu besoin des droits de l'homme pour y exister. Enfin, le catholicisme a su composer avec les traditions préchrétiennes et la vision magique du monde dont elles sont imprégnées. Ainsi a-t-on pu voir pendant des siècles le chef d'alpage ou de famille, par une prière spéciale, enfermer chaque soir les siens dans un anneau magique protecteur.

Rejetant l'approche sociologique, Anselm Zurfluh, jeune historien suisse, montre comment les Uranais ont construit et maintenu leur culture
Economica, Paris, 1993. 273 pages, 165 F. Une version en langue allemande, plus complète, peut être obtenue auprès de l'auteur (Gotthardstrasse 48, CH 6490 Andermatt).

P. M.

La chronique de Travnik
d'Ivo Andric (roman traduit du serbo-croate)

Travnik, à quelques kilomètres de Sarajevo, est la ville dont Ivo Andric, Prix Nobel de littérature 1961, était originaire. Sous l'occupation ottomane, elle tenait lieu de capitale à la Bosnie – c'est là que le vizir résidait. Le roman, à travers le personnage de Jean Daville, consul de France en poste à Travnik de 1806 à 1814, décrit la vie et l'atmosphère de la bourgade, l'étroite imbrication des communautés chrétienne et musulmane. Les rapports que le consul de France entretient avec son homologue autrichien retracent, eux, l'histoire de la diplomatie européenne à l'époque napoléonienne. D'ailleurs la figure de Jean Daville est directement inspirée d'un personnage qui a existé, et avait lui-même été consul de France à Travnik et dont Andric, quand il était diplomate à Paris dans l'entre-deux-guerres avait découvert la correspondance dans les archives du Quai d'Orsay.
Belfond. 510 pages, 149 F.

M. M.

Les voyageurs de l'Empire
par Jean-Jacques Langendorf

L'empire austro-hongrois, ancré au cœur même de l'Europe, a, tout au long de son histoire, suscité des vocations d'explorateurs. Voici les portraits de ces aventuriers qui, du XIV[e] siècle au conflit de 1914-1918, sillonnèrent la planète, depuis ce moine franciscain qui atteignit le Tibet vers 1320, jusqu'à, plus près de nous Aloys Musil, surnommé le « Lawrence autrichien », ou encore Ida Pfeiffer, qui accomplit deux tours du monde avant 1850 – en passant par ces chevaliers errants qui poussèrent jusqu'à Jérusalem ou la Perse, ou ces Jésuites qui s'enfoncèrent dans les forêts du Brésil au XVIII[e] siècle. Par l'auteur du *Bouclier et la Tempête*, une étude sur les aspects militaires de la guerre du Golfe parue en 1995 chez le même éditeur.
Georg Éditeur, 265 pages, 120 F.

V. T.

Le temps des secrets

À partir des archives, les livres abondent sur l'histoire secrète de notre temps. Celle du Parti communiste français entre 1930 et 1943 est dévoilée par Annie Kriegel (qui rédigea une partie du livre avant sa mort) et Stéphane Courtois, directeur de la revue *Communisme.* Le véritable patron du Parti ne fut autre qu'un agent du Komintern d'origine slovaque, Eugen Fried, connu par les initiés sous le nom de « camarade Clément » (1). C'est lui qui imposa la bolchevisation des années trente, l'éviction de Doriot en 1934, la participation au Front populaire, le soutien à la guerre d'Espagne. À partir de la Belgique, en 1939-1940, il reconstitua l'appareil français éclaté après le choc du pacte germano-soviétique. Il fut tué par hasard à Bruxelles par la police allemande, en 1943. Et oublié volontairement par ceux qui lui devaient tout.

Ce sont les relations secrètes et surtout l'influence de Moscou en France que Thierry Wolton, bon spécialiste de l'espionnage soviétique, étudie à partir des archives de Moscou momentanément ouvertes, confrontées à d'autres témoignages (livres, articles) (2). Il démontre qu'entre 1945 et 1970, Moscou considéra la France comme le « maillon faible » du dispositif occidental. En jouant dans les années cinquante d'un profond antigermanisme pour faire échouer la CED, puis en utilisant l'anti-américanisme du général de Gaulle, voire l'appât économique et financier des marchés de l'Est pour une partie du patronat. L'étude de Thierry Wolton donne des preuves irréfutables de l'influence soviétique en France après 1945, via le Parti communiste, mais aussi grâce à la manipulation de hauts fonctionnaires « tenus » et de politiciens pour le moins bavards (comme Edgar Faure), de pro-soviétiques conscients et d'agents stipendiés. C'est toute l'histoire française de la Libération aux premières années de la V[e] République qui est ainsi revisitée, montrant que les intérêts soviétiques ont primé ceux de la France.

Ceux qui sont passionnés par le grand jeu des services secrets liront également avec intérêt le livre consacré à Vetrov, dit Farewell (3), agent de la DST au sein de l'organisation du KGB, chargé de piller les secrets industriels occidentaux.

Enfin, sur le renseignement et le contre-espionnage français, on consultera le premier *Cahier du Centre d'études d'histoire de la Défense* (directeur, Maurice Vaïsse) (4).

J.-P. A.

(1) *Eugen Fried.* Le Seuil, 1997, 450 pages, 160 F.
(2) *La France sous influence.* Grasset, 509 pages, 142 F.
(3) *Bonjour Farewell.* Robert Laffont, 1997, 312 pages, 139 F.
(4) Diffusé par l'ADDIM (Association pour le développement et la diffusion de l'information militaire, 6, rue Saint-Charles, 75015 Paris). 50 F (70 F franco).

TOUT EN QUELQUES LIGNES

***Clovis*, par Renée Mussot-Goulard** (Que sais-je ? n° 3237, 42 F). Préparé et rédigé dans le plaisir et l'honnêteté par une universitaire spécialiste du haut Moyen Âge, une synthèse qui suit pour l'essentiel l'interprétation de Grégoire de Tours.

***Jeanne d'Arc ou Napoléon, le paradoxe du biographe*, par Régine Pernoud et Jean Tulard** (Le Rocher, 218 pages, 129 F). Deux approches contrastées, sinon opposées, du métier de biographe. Régine Pernoud s'identifie à Jeanne d'Arc, tandis que Jean Tulard se maintient à distance de Napoléon. Confidences passionnantes de deux grands historiens et secrets du métier.

***Diane de Poitiers*, par Ivan Cloulas** (Fayard, 500 pages, index, 150 F). Déjà auteur de nombreuses études sur la Renaissance, Ivan Cloulas renouvelle dans cette biographie séduisante la connaissance de l'époque et des mythes puissants construits autour de la femme d'exception qui régna sur le cœur du roi Henri II, reléguant au second rang la jeune reine, Catherine de Médicis. Riche étude iconographique.

***Madame de Maintenon, la reine secrète*, par André Castelot** (Perrin, 297 pages, 129 F). André Castelot avait toutes les qualités pour retracer cette vie extraordinaire. Née en prison, ravissante, elle épouse à seize ans le poète Scarron. Devenue veuve, elle élève les bâtards de Louis XIV et de la Montespan, ainsi dominera-t-elle le cœur du roi qui l'épousera secrètement après la mort de la reine. Pour gagner son propre Ciel, elle fera de son vieil époux un dévot, jouant un rôle non négligeable dans la désastreuse révocation de l'édit de Nantes.

***La guerre du Kivu*, par Bernard Lugan** (*L'Afrique Réelle*, n°14, 120 F, BP 6, 03140 Charroux). Dans cette nouvelle livraison, plusieurs dossiers d'actualité d'une qualité sans équivalent : l'implosion du Zaïre, la situation en Centre-Afrique (RCA), les USA et la France devant les crises africaines, etc.

***Histoire de la Milice*, par Pierre Giolitto** (Perrin, 574 pages, 159 F). Laborieuse et partiale compilation d'ouvrages antérieurs, assaisonnée de nombreuses erreurs factuelles. Le livre sur le sujet reste à écrire.

***Gabriele D'Annunzio en France, 1910-1915*, par Dominique Lormier** (J & D éditions, Biarritz, 182 pages, 110 F). Quel homme ! Il était petit, laid, chauve, borgne et criblé de dettes, mais il fut aimé des dames les plus belles et les plus titrées. Agréable introduction aux secrets du poète-condottière.

***Histoire secrète de la diplomatie vaticane*, par Éric Lebec** (Albin-Michel, 315 pages, index, 120 F). Entré dans les ordres, l'auteur a travaillé plusieurs années aux *Archives secrètes du Vatican*. Bon poste d'observation pour raconter de l'intérieur, parfois avec un désordre excessif, un siècle et plus d'une diplomatie qui épouse ses propres critères de la puissance. Passionnant si l'on dispose de la grille d'interprétation.

***Mémoires, 1902-1945*, de Jacques Le Roy Ladurie** (Flammarion, 500 pages, 150 F). Nous reviendrons dans notre prochain numéro sur ces souvenirs dont le temps fort est le passage du mémorialiste au gouvernement de Pierre Laval du 18 avril au 11 septembre 1942 comme ministre de l'Agriculture. Figure du monde agricole des années trente, Jacques Le Roy Ladurie rejoindra la Résistance dès le début de 1943, itinéraire pourrait-on dire « classique », tant est fréquent le virage résistant chez les pétainistes non collaborationnistes. Plusieurs scènes étonnantes témoignent de la verdeur du maréchal Pétain est de ses espoirs de revanche.

***Le monde du cinéma sous l'Occupation*, par Pierre Darmon** (Stock, 388 pages, 130 F). ***L'âge d'or des années noires*, par Henry Coston** (Publications HC, BP 92-18 75862 Paris Cedex 18, 130 pages, 75 F). Deux ouvrages et deux auteurs très différents pour un même sujet. Darmon est abondant mais soumis aux conventions de son époque. Coston est plus libre parce que totalement étranger à ces conventions. Le second insiste moins sur l'influence allemande finalement assez mince que sur la providentielle interruption de l'influence américaine. Ce qui expliquerait selon lui la créativité exceptionnelle de cette période difficile.

***Les camps soviétiques en France. Les Russes livrés à Staline après 1945*, par Georges Coudry** (Albin-Michel, 340 pages, 145 F). C'est l'histoire d'une complicité de crime contre l'humanité que révèle Georges Coudry. Un crime impuni, dont s'est rendu coupable en 1945 le gouvernement français qui, obéissant aux injonctions de Staline, livra 200 000 Russes (ou sujets soviétiques, Ukrainiens, Galiciens, Géorgiens, Cosaques...) présents en France. La moitié d'entre eux avaient combattu de gré ou de force dans la Wehrmacht avant de rejoindre souvent la Résistance française. Nombre d'entre eux furent exécutés dès leur retour en URSS, tandis que les autres étaient déportés en Sibérie.

***La IVe République, 1944-1958*, par Patrick Facon** (Pygmalion, 500 pages, index, 150 F). Histoire chronologique d'une république mal aimée. Issue de la Résistance et de l'Épuration, elle avait pourtant su ménager, mieux que la Ve République l'amorce d'une tardive réconciliation entre les Français divisés par la guerre. Pourtant, la IVe République est restée synonyme d'échec. Ses institutions y furent pour beaucoup (le régime des partis), alors qu'il fallait affronter les épreuves de la décolonisation.

***Liban. Deux peuples ne font pas une nation*, par Richard Haddad** (Godefroy de Bouillon, 150 pages, 110 F). Une étude précise, documentée et décapante à lire à deux niveaux. D'abord comme histoire du Liban moderne ne masquant rien du drame récent, interventions de la Syrie, des USA et d'Israël sur fond de démission française. Mais c'est aussi le constat de l'impossible cohabitation-intégration de peuples aux racines culturelles et religieuses antagonistes; les chrétiens se montrant moins armés mentalement que les musulmans pour affronter un inéluctable conflit.

***Retour au laogaï, la vérité sur les camps de la mort dans la Chine d'aujourd'hui*, par Harry Wu** (Belfond, 360 pages, 125 F). ***La Chine s'est éveillée*, par Alain Peyrefitte** (Fayard, 405 pages, index, 140 F). ***Histoire de la Chine*, par Danielle Elisseeff** (Le Rocher, 293 pages, 145 F). La Chine est à l'ordre du jour. Selon certains augures, elle sera la première puissance mondiale du XXIe siècle... si sa politique démographique de l'enfant unique et le vieillissement de la population ne la frappe pas au cœur. La découverte du long passé avec Mme Elisseeff est une introduction indispensable pour interpréter le présent qu'analyse Peyrefitte avec un grand luxe de faits et de chiffres. Encore faudrait-il ne pas oublier l'envers du décors que révèle Harry Wu, rescapé du « laogaï », le goulag chinois, dont l'activité criminelle n'a rien perdu de son intensité. Pour le Soljénitsyne chinois, le « miracle » économique actuel n'est pas séparable du travail forcé et du système concentrationnaire qui a déjà fait plusieurs millions de victimes.

***Du fer gaulois à l'acier sans frontière*, par Pierre Routhier** (Godefroy de Bouillon, 189 pages, 120 F). Ayant occupé les plus hautes fonctions dans la recherche géologique appliquée aux minerais, Pierre Routhier évoque avec compétence la longue aventure du fer en Europe jusqu'à la crise de la sidérurgie. Une analyse argumentée qui lui permet de conclure de façon saisissante aux méfaits du libre-échangisme mondial sans frein.

***Les maux de la langue*, par Michel Mourlet** (Valmonde/Bartillat 172 pages, index, 109 F). Auteur dramatique et critique littéraire, Michel Mourlet n'offre pas seulement, de A à Z, des observations pertinentes et précieuses sur le bon et le mauvais usage du français, il livre aussi, à côté d'un hommage appuyé à Littré, une réflexion sur l'avenir de la langue et les menaces qui l'assombrissent.

L'homme en guerre 1901-2001 De la Marne à Sarajevo
par Philippe Masson

Le XXe siècle a été particulièrement belligène : les deux guerres mondiales, auxquelles s'ajoutent les conflits en Extrême-Orient – en Corée, au Vietnam –, les guerres de décolonisation – en Indochine, en Algérie – celles du Proche-Orient, la guerre du Golfe... Des troupes conventionnelles comme des armées révolutionnaires se sont affrontées. Des appelés, des réservistes ou bien des engagés y ont pris part. Des armes nouvelles – artillerie lourde, blindés, aviation, armes chimiques – sont intervenues. Les pertes humaines ont également été très variables – de quelques dizaines à plusieurs millions. Avec une érudition très vivante, Philippe Masson montre le soldat confronté aux réalités multiples, changeantes et terribles des guerres modernes. Passionnant.

Le Rocher (collection L'Art de la guerre). 383 pages, 175 F.

M. M.

Le credo de l'homme blanc
par Alain Ruscio

Sous-titré *Regards coloniaux français XIXe-XXe siècles*, cet essai est signé par un spécialiste de la colonisation française et plus spécialement de l'Indochine. Son travail, bien charpenté, très riche en références, prétend cerner au plus près les mentalités coloniales. Il se lit avec un vif intérêt car il nous rappelle les états d'esprit et des points de vue « scientifiques » bien surannés aujourd'hui. Où le bât blesse, c'est lorsque l'auteur nous assène sa peu originale détestation. C'est tout à fait dommage car Ruscio est, avec Girardet, l'autre bon connaisseur de l'idéologie coloniale française.

Éditions Complexe, Bruxelles, 1995. Cahier d'illustrations, 416 pages, 120 F.

J.-J. B.

Le fleuve Combelle
de Pierre Assouline

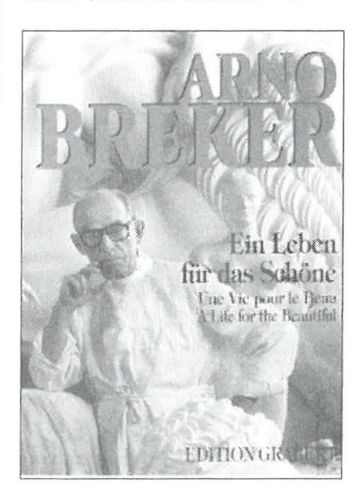
On croit volontiers l'auteur quand il recommande de ne pas voir dans ce bref portrait croisé un *« jeu trouble et pervers entre un juif et un collabo »*. Il ne faut pas chercher non plus dans ce petit livre superbement écrit une biographie de Lucien Combelle, ancien secrétaire de Gide, rouennais aimé des dames, ami de Fontenoy, de Céline et de Drieu, directeur de l'hebdomadaire « fasciste » *Révolution nationale* (1942-1944). Plusieurs raisons suffisantes pour écoper de quinze ans de TF (il en fit onze) en 1945. Époque, donc, où l'on prenait l'engagement des intellectuels au sérieux. D'autres y laissèrent leur peau pour l'avoir mise au bout de leurs idées. Ainsi Brasillach, qu'Assouline n'aime pas, et qui affronta la camarde avec tant de fermeté que Simone de Beauvoir elle-même en fut un instant ébranlée. *« Il serait injuste que l'Allemagne perdît la guerre »*, avait dit Combelle à son juge d'instruction, au risque d'aggraver son cas. Ultime bravade (mêlée bientôt de regrets) dont la syntaxe eut raison des préventions d'Assouline. L'ancien initia le cadet aux secrets d'un monde littéraire disparu et fascinant. Ils devinrent amis. Ce livre en porte témoignage avec un certain panache.

Calmann-Lévy. 150 pages, 98 F.

D. V.

Arno Breker, une vie pour le beau
par Dominique Egret

Michel Marmin, qui fut son ami, parlait de *« l'atroce singularité historique »* d'Arno Breker. Singularité à laquelle il n'était nullement préparé. Esprit libéral et tolérant, artiste exceptionnellement doué, Arno Breker avait étudié et travaillé en France avec Charles Despiau et Aristide Maillol, ses maîtres. Son retour en Allemagne en 1934 et une série de hasards qui le font remarquer par Speer et Hitler décident alors de son destin. Il va devenir le « Michel-Ange du IIIe Reich », recevant commande sur commande pour des exécutions monumentales qui n'ont pas été oubliées. Cette gloire anticipe sur l'enfer, celui de la diabolisation après 1945, d'un artiste étranger au fanatisme, qui avait tout fait pour soulager les souffrances autour de lui. Il devait cependant connaître avant sa mort une revanche qui consacrait l'originalité de son génie. Le superbe album de Dominique Egret retrace la vie et l'œuvre de celui qui restera vraisemblablement comme le plus grand sculpteur de bustes et de portraits de son siècle.



Éditions Grabert. 352 pages, 481 photos, 420 F port compris. Diffusion : Faits et Documents. BP 254-09 75424 Paris cedex 09.

V. T.

Géopolitique et idéologies. Des rêves éclatés aux questions du futur
par Marc Imbeault et Gérard A. Montifroy

La géopolitique a fait un retour remarqué dans le débat historique et politique à partir des années soixante-dix. La fin du gel bipolaire a permis la réapparition du jeu traditionnel des puissances et l'analyse géopolitique a pu de nouveau fournir les clés indispensables pour anticiper sur les évolutions à venir. Dans leur anticipation de l'avenir, les auteurs, deux jeunes universitaires canadiens, n'hésitent pas à faire référence à Oswald Spengler, Francis Parker Yockey, Thomas Molnar ou Jules Monnerot, ce qui en dit long sur l'immense intérêt que présente leur ouvrage.

Éditions Sciences et Culture, Montréal. Éditions Frison-Roche, Paris. 170 pages.

Ph. C.

Il reste le drapeau noir et les copains
par Mathieu Laurier

Réédition de souvenirs publiés en 1953. Mathieu Laurier est le pseudonyme de Pierre Vigouroux, journaliste et militant d'extrême droite de l'avant-guerre, engagé dans la LVF dès 1941. Ses exploits guerriers prirent fin six mois plus tard à la suite d'une grave blessure cueillie devant Moscou. Son esprit libertaire et cocardier lui avait valu quelques ennuis avec une Wehrmacht peu accessible aux charmes de l'esprit « parigot ». Rengagé dans la franc-garde milicienne après le débarquement de 1944, il échappe aux épurateurs au milieu d'aventures parfois un peu forcées. Le voici en Espagne où il est longuement coffré à Miranda par des autorités franquistes beaucoup moins accueillantes aux anciens « collabos » qu'on ne l'a dit. L'aventure espagnole occupe la moitié de ce petit livre intéressant pour son évocation d'une génération sacrifiée. Des quatorze jeunes « fascistes » qui avaient fêté en 1936 la libération de Tolède, *« nous sommes trois survivants »*, écrit Laurier vingt ans après. *« Deux sont morts dans la Ière armée en Italie, un au maquis, un autre à la Milice en Savoie, quatre à la Libération sans jugement. Deux ont disparu, un en Allemagne, l'autre en France. Un seul est mort de sa belle mort... »*

Éditions du Ragnarök (16, rue de Tourtille, 75020 Paris). 90 pages, 100 F.

D. V.

Indochine, autopsie d'un échec – Légion, paras
par Olivier Maestrati

L'auteur, qui enseigne aujourd'hui l'histoire dans un établissement scolaire, avait pour les besoins d'une thèse consacrée au conflit indochinois consulté les archives rassemblées à Vincennes, Pau et Aubagne. Il avait également recueilli les témoignages d'anciens combattants. Dans l'étude qu'il publie aujourd'hui, il évoque la succession d'actes politiques manqués qui ont engagé la France dans un engrenage militaire désastreux sur le plan humain. Il rappelle que le corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient avait été constitué avec difficulté, qu'il formait un ensemble assez hétéroclite, et qu'en face de lui, l'adversaire vietminh était déterminé, d'autant qu'à partir d'octobre 1949, il pouvait s'appuyer sur un allié de poids, la Chine communiste. Il mentionne longuement le rôle de la Légion étrangère et des troupes aéroportées, souvent conduites au sacrifice.

Chez l'auteur (54, rue Santos-Dumont, 31400 Toulouse), 367 pages, 172 F.

M. M.

Pages réalisées par Jean-Paul Angelelli, Pierre Bonnefont, Jean-Joël Brégeon, Philippe Conrad, Jean-François Gautier, Arnaud Guyot-Jeannin, Macha Manski, Pierre Maugué, Virginie Tanlay, Dominique Venner.



Vos réactions aux précédents numéros

L'artillerie oubliée ?

J'ai lu avec plaisir le numéro 18 de votre revue dont je suis un irréductible depuis le premier numéro. Néanmoins, je tiens à vous faire connaître mes réactions quant à votre article « Oraison funèbre pour régiments dissous ». L'artillerie n'y a pas trouvé sa place ; ce qui est pour le moins étonnant sachant que cette arme est non seulement fortement touchée par les dissolutions, mais qu'elle s'est aussi couverte de gloire depuis fort longtemps. Nous pouvons citer le 1er RA, créé en 1671, le 2e RA en 1720, le 7e RA en 1765, le 15e RA en 1840, le 32e RA en 1873. Sans oublier le 20e RA qui a été dissous en 1996 et qui datait de 1860, et bien d'autres encore qui ont disparu ces dernières années, tel le 6e RA, créé en 1757, et qui participa à la bataille de Yorktown lors de la guerre d'indépendance des États-Unis.

Pierre Serge

Merci à notre correspondant de nous offrir l'occasion d'évoquer la grande tradition de l'artillerie que, faute de place, nous n'avions pu retenir dans notre dossier limité effectivement à l'infanterie et la cavalerie.

Droite espagnole

En complément à votre remarquable numéro 16 sur la guerre d'Espagne, il serait intéressant de signaler à vos lecteurs le long entretien de José Javier Esparza, publié par la revue Éléments, *n° 87, décembre 1996. Esparza dirige une revue espagnole non-conformiste, de tendance « nouvelle droite ». Cet entretien constitue une remarquable synthèse de l'histoire espagnole. Il aborde naturellement la période actuelle et répond à une énigme pour qui ne connaît pas l'Espagne. Je cite :* « Depuis les années soixante, le pouvoir culturel reste le monopole de la gauche, qui domine l'Université et l'Église. Quinze ans déjà avant la disparition de Franco, la censure autorisait les livres de Marcuse ou de Reich, alors qu'un veto ecclésiastique interdisait ceux de Nietzsche. Ainsi, selon un processus typiquement gramsciste, naquit une génération de mandarins intellectuels d'une surprenante homogénéité idéologique, sévissant aussi bien dans la presse et l'Université que dans les paroisses. Cette génération gouverne aujourd'hui encore le paysage intellectuel et cela explique pourquoi l'Espagne est un pays culturellement de gauche. » *(Éléments, BP 68, 91292 Arpajon cedex, 35 F)*

Arno Gimenez Costa

Capitaine Conan

Je ne suis pas du tout d'accord avec l'interprétation du film Capitaine Conan *publiée dans votre numéro 18 (L'Armée française). Un film antimilitariste ? Peut-être si le « militarisme » consiste à tresser des couronnes aux ganaches étoilées responsables des tueries criminelles de 14-18 et des exploits de 1940. Pour ceux-là, Bertrand Tavernier n'est pas tendre et il a bien raison. Son film oppose les vrais combattants, dont Conan est l'archétype, aux officiers de salon, imbéciles suffisants, qui nous ont conduits à 1940 !*

Jean-Claude Laurent

Nous laissons à ce lecteur la responsabilité de ses jugements. Il a certainement raison sur un point, le titre donné à l'article n'en reflétait pas le contenu. Cet article montrait que le film pouvait être regardé comme une défense et l'illustration de l'esprit guerrier.

D. V.

Génocide vendéen

Lecteur de votre publication depuis sa naissance, j'apprécie beaucoup son côté « vulgarisation sérieuse », appuyée sur des signatures prestigieuses. C'est pourquoi, je me permets d'intervenir au sujet d'un point de détail concernant le « génocide vendéen » : il s'agit de l'éternelle confusion entre Vendée départementale et Vendée militaire. Ce dernier terme, du à l'historien Crétineau-Joly (XIXe siècle) désigne l'ensemble de la zone insurgée qui se compose de parties des départements de la Loire-Atlantique (alors Loire-Inférieure), Maine et Loire, Deux-Sèvres et Vendée. C'est à celui-ci que s'applique l'estimation des pertes à environ 117 000 âmes avancées par Reynald Secher dans sa thèse de doctorat publiée sous le titre Le Génocide Franco-français, la Vendée-Vengé. *Il a depuis été révisé à la hausse par Jacques Hussenet, historien-démographe qui, au colloque international qui s'est tenu à la Roche-sur-Yon en avril 1996 a donné le chiffre approximatif* « de 165 000 morts avec une marge d'incertitude de plus ou moins 25 000 ». *Dans son article de* Recherches vendéennes *n° 1 (1994) (*Annuaire de la Société d'émulation de la Vendée, *édité avec la collaboration du* Centre vendéen de recherches historiques*), le même auteur plaçait les pertes du seul département dans une fourchette de 41 000 à 55 000 personnes (pour établir un pourcentage de victimes significatif, il faut tenir compte du fait que seule une partie du département de Vendée était insurgée contre la République).*

Louis-Christian Gautier

Michel Mohrt

Je n'ai pas compris immédiatement que ce que vous avez dit de moi, dans votre article (n° 18) sur « Les écrivains et la guerre », doit se lire au deuxième degré. Toutefois, l'expression « comble de malséance » *risque d'être pris au pied de la lettre, ce qui donne une curieuse image de l'écrivain dont vous parlez. Voici en deux mots de quoi rectifier votre propos. J'étais certes « engagé » en 1940 dans l'armée des Alpes, mais cet « engagement » datait de deux ans plus tôt, puisque j'étais en service comme sous-lieutenant au 3e RIA quand la guerre a éclaté en 1939. Commandant une section d'éclaireurs-skieurs, j'étais au col des Colmianes, devant le fort de Conchetas, dominant la Vésubie, que commandait Bassompierre. Il a participé au seul combat que j'ai eu à soutenir contre une attaque italienne. Combat par lequel nous avons tous deux été cités et décorés de la croix de guerre. Vous pensez bien que j'ai gardé à Bassompierre toute mon amitié et mon admiration. Quant à Drieu, je ne peux pas dire qu'il était mon « ami », ne l'ayant rencontré qu'une fois, assez longtemps toutefois pour avoir ressenti pour l'homme de l'amitié !*

Voilà quelques précisions auxquelles je tiens.

Michel Mohrt,
de l'Académie française

Dans cet article, j'avais adopté le parti d'une certaine impertinence. D'où l'expression *« comble de malséance »* que j'ai cru pouvoir employer, assurément au deuxième degré, parce qu'il est mal vu aujourd'hui d'avoir pu entretenir des rapports cordiaux avec Drieu et, plus encore, avec Bassompierre. Mon seul propos était donc de souligner votre grande indépendance d'esprit.

E. V.